



Panne informatique mondiale : le pire a été évité

► Une mise à jour d'un logiciel de CrowdStrike, touchant les ordinateurs sous Microsoft Windows, a provoqué de graves perturbations dans le monde entier

► Cette panne informatique, la plus importante jamais observée, a concerné un nombre incalculable d'aéroports, d'hôpitaux et d'entreprises

► « Le Monde » fait le récit de ce vendredi 19 juillet au cours duquel, très vite, fut écartée la piste d'une cyberattaque ou d'une opération malveillante

► Les conséquences auraient pu être bien pires, les équipes de CrowdStrike ayant réussi à identifier et à régler le problème en une heure et demie

► Il n'en demeure pas moins que de nombreuses voix demandent dès à présent à cette entreprise de rendre des comptes

PAGES 14-15

AVEC DES DRONES NAVALS, L'UKRAINE INTENSIFIE SES ATTAQUES CONTRE LA FLOTTE RUSSE EN CRIMÉE



► Pour échapper à ces engins de plus en plus perfectionnés, la Russie redéploie ses navires

PAGE 2

Le drone naval Sea Baby, lors de sa présentation par le service de sécurité ukrainien dans la région de Kiev, le 5 mars. EVGENIY MALOLETKA/AP

La gauche devient majoritaire au bureau de l'Assemblée nationale

AU LENDEMAIN de la défaite du communiste André Chassaigne pour le perchoir, le Nouveau Front populaire a obtenu, dans la nuit de vendredi à samedi, 12 sièges sur 22 au bureau de l'Assemblée nationale. Auparavant, au terme d'une journée particulièrement tendue, émaillée de soupçons de fraudes et d'invectives, deux députées de La France insoumise avaient été élues à des postes de vice-présidente. Pour sa part, le Rassemble-

ment national est sorti bredouille de tous ces scrutins.

Cette apparente revanche de la gauche ne règle pas ses problèmes internes. Dans un entretien, le politologue Rémi Lefebvre estime que, « si la gauche tient à son unité, elle ne peut pas gouverner ». « Cette unité est-elle une fin en soi », s'interroge-t-il, ajoutant que « Jean-Luc Mélenchon veut pousser le PS à la faute ».

PAGES 6 À 8

Enquête

Le grand désarroi des maires ruraux face à la montée du RN

Signaux d'alarmes, cahiers de doléances : depuis des années, ils tentent d'endiguer la montée de l'extrême droite. Sans succès, faute d'être entendus

PAGE 9

Justice

La CIJ juge que l'occupation de la Cisjordanie est « illicite »

La Cour internationale de justice de La Haye appelle Israël à mettre fin à sa présence dans le territoire palestinien « dans les plus brefs délais »

PAGE 4

Paris 2024 Michel Cadot, « le chef d'orchestre » des Jeux olympiques



A Paris, le 19 juillet. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »

DIFFICILE DE RENCONTRER quelqu'un qui vous dira le contraire : Michel Cadot, le délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques, est l'homme qui a permis que tout soit fin prêt pour que les Jeux olympiques de Paris aient lieu dans les meilleures conditions.

D'un trait d'humour, il résume la situation : si le président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale, « c'est qu'il juge que les Jeux sont très bien organisés ». Portrait d'un préfet hors norme, un moine-soldat au service de l'Etat.

PAGE 13

Etats-Unis Bataille électorale en vue autour de la Rust Belt

PAGE 5

Tourisme

L'itinérance à vélo conquiert un nouveau public

PAGE 16

Série d'été

A La Seyne-sur-Mer, le château de sable de Charles Berling

PAGE 18

Usage de l'eau

Le tour de chauffe des opposants aux mégabassines

Après une première journée d'action dans la Vienne et les Deux-Sèvres, les manifestants se retrouvent samedi à La Rochelle

PAGE 12

Logement

A Paris, la galère des étudiants pour se loger

Prix élevés, offre locative en baisse, concurrence des JO, trouver un logement relève souvent d'un Parcoursup bis

PAGE 10

M
ÉDITORIAL
UNE COMMISSION
EUROPÉENNE ENTRE
CONTINUITÉ
ET AMBIGUÏTÉS
PAGE 24

NOUVELLE COLLECTION TEMPUR PRO®
En exclusivité à l'Espace Topper

TEMPUR

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES TOUT L'ÉTÉ dans le plus grand espace Tempur® à Paris

Literie Paris 12° : 56-60 cours de Vincennes
01 43 41 80 93 - 7j/7 - M° Nation

Literie Paris 15° : 66 rue de la Convention
01 40 59 02 10 - 7j/7 - M° Charles Michels, P. gratuit

Crimée : la guerre des drones navals ukrainiens

Pour échapper à des engins de plus en plus perfectionnés, la flotte russe se redéploie dans l'est de la mer Noire

Alors que les Ukrainiens multiplient, depuis de longs mois, les attaques contre la péninsule de Crimée annexée par la Russie en 2014, Moscou poursuit son redéploiement militaire en mer Noire. Cette évolution, attestée par plusieurs sources concordantes, résulte des importants dégâts causés en Crimée par les missiles de longue portée occidentaux utilisés par les Ukrainiens, mais aussi de l'essor des drones navals, dont Kiev a fait une de ses spécialités.

Plusieurs déclarations américaines et ukrainiennes, faites début juillet, laissent même entendre que la flotte russe de mer Noire serait en phase de quitter la Crimée. Les Ukrainiens «*ont coulé le dernier navire de guerre équipé de missiles de croisière dans le port de Sébastopol*», a assuré, le 8 juillet, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby. «*La flotte russe de la mer Noire a été contrainte de transférer la quasi-totalité de ses navires de guerre prêts au combat vers d'autres sites*», a déclaré, le 15 juillet, le chef de la marine ukrainienne, le vice-amiral Oleksiy Neïpapa.

Cette adaptation du dispositif naval russe n'a pas été officiellement confirmée par le Kremlin. Selon nos informations, il reste encore quelques bâtiments de combat dans le port de Sébastopol. La grosse attaque à laquelle Moscou a riposté, jeudi 18, en affirmant avoir détruit notamment une dizaine de drones navals, en atteste à sa manière. Il y a toutefois bien une baisse continue du nombre de navires russes dans ce port, selon l'analyse d'images satellitaires effectuée pour *Le Monde* par l'entreprise Masae Analytics, entre le 21 mars et le 14 juillet.

« Missions-suicides »

Cette réalité coïncide avec un autre mouvement, identifié le 3 juillet, et étayé, aussi, par de l'imagerie satellitaire : l'arrivée, pour la première fois, à Otchamtchire, un port d'Abkhazie – région séparatiste de Géorgie située sur les rives de la mer Noire –, d'un remorqueur russe. «*Il s'agit d'une évolution stratégique significative qui pourrait ouvrir un nouveau chapitre*», a confirmé l'analyste britannique H.I. Sutton, spécialisé dans le renseignement en source ouverte, qui a détecté ce mouvement.

Jusque-là, ce patrouilleur russe était ancré dans le port de Novorossiïsk, en territoire russe, où Moscou a commencé à mettre à l'abri bon nombre de ses navires de guerre déployés à Sébastopol. Le bâtiment a disparu des images le 1^{er} juillet, pour réapparaître dans les eaux de Géorgie le 3 juillet, soit quelque 400 kilomètres plus au sud. Ce navire est le premier repéré à Otchamtchire, mais d'autres pourraient suivre, estiment les spécialistes.

Depuis plus de deux ans, les Ukrainiens ont déployé en mer Noire des drones de surface na-



Présentation des différents types de drones des forces ukrainiennes, à Kiev, le 11 juin. UKRINFORM/COVER IMAGES/AP

Le Magura V5 a un rayon d'action de 700 à 800 kilomètres, ce qui lui permet d'atteindre Novorossiïsk à partir d'Odessa

vals (*unmanned surface vehicle*, ou USV dans le jargon), capables de mener des attaques à des centaines de kilomètres des côtes. Selon l'ONG ukrainienne Black Sea Institute, depuis le début de la guerre, une vingtaine de navires russes ont été détruits par ces engins et une vingtaine d'autres ont été endommagés, soit au total un tiers de la flotte russe en mer Noire. Il s'agit en majorité de petits patrouilleurs et de bateaux de débarquement.

Ces drones de surface de plus en plus perfectionnés sont devenus l'emblème de la capacité d'innovation de l'industrie de défense ukrainienne. Très médiatisé, leur dernier modèle, le Magura V5, était présenté lors du salon de l'armement français, Eurosatory, à Paris. Cette sorte de petit hors-bord, dont la coque dépasse à

peine des vagues, a un rayon d'action de 700 à 800 kilomètres, ce qui lui permet d'atteindre Novorossiïsk à partir d'Odessa. C'est ce qui s'est passé le 3 juillet, lorsqu'un Magura a heurté la jetée de ce port, près de l'endroit où le remorqueur repéré à Otchamtchire était habituellement amarré, pointe M. Sutton.

Les drones de surface comme le Magura peuvent être utilisés à des fins de surveillance et de reconnaissance, mais ils peuvent aussi être employés dans le cadre de « missions-suicides » en se faisant exploser contre la coque d'un navire, pour l'endommager. Au printemps, les Ukrainiens ont franchi un nouveau cap en équipant un de leurs plus gros modèles, le Sea Baby, d'un lance-roquette. Une nouvelle menace pour les installations russes, leurs bateaux, mais aussi pour les hélicoptères qui patrouillent au-dessus de la mer.

L'inquiétude de Tbilissi

Les drones navals ukrainiens ont toutefois des points faibles. Avec un moteur comparable à celui d'un Jet-Ski, ils ne peuvent embarquer une charge explosive supérieure à 300 kilos. La précision d'un tir de roquette est aléatoire, ne serait-ce qu'à cause de la houle. «*Pour supporter le tir d'un missile, il faudrait une plate-forme plus robuste*», ajoute Isabelle Dufour, directrice des études stratégiques à Eurocrise. Ces embarcations ont enfin besoin d'une liaison satellitaire pour être opérés à distance, ce qui les expose à la menace d'un brouillage, même si le Magura, lui, est équipé d'un GPS embarqué.

Pour localiser leurs cibles, les Ukrainiens peuvent bénéficier du soutien discret de leurs alliés, dont les avions de renseignement ont régulièrement quadrillé le ciel de la mer Noire ces derniers mois. Mais «*ces missions agacent beaucoup les Russes, et ils exercent des pressions pour qu'elles cessent*», souligne Léo Péria-Peigné, chercheur à l'Institut français de relations internationales. Au printemps 2023, un avion de chasse russe a ainsi endommagé un Rea-

per américain, un drone spécialisé dans le recueil de renseignements, ce qui a fini par s'écraser en mer.

Face à la multiplication des attaques ukrainiennes, les Russes ont vite mis en place des contre-mesures : «*filets, patrouilles, sensibilisation des équipages et de l'infanterie protégeant les bases*», comme le décrit Joseph Henrotin, dans un article publié en janvier dans la revue *DSI (Défense et sécurité internationale)*. L'initiative la plus spectaculaire a été la mise en place de barges de protection autour du pont de Kertch, qui relie la Russie à la Crimée. Mais le harcèlement ukrainien a malgré tout fini par contraindre Moscou à déplacer progressivement sa flotte.

Ce mouvement de recul a commencé à s'amorcer à l'automne 2022, après la première attaque d'un drone ukrainien. «*Les forces russes ont transféré au moins 10 navires de Sébastopol à Novorossiïsk*», notait alors l'Institute for the Study of War, un cercle de réflexion américain, à partir d'images satellitaires. Deux frégates emblématiques de la flotte russe, de puissance de feu russe en mer Noire ont ainsi été retirées du port de Sébastopol : l'*Amiral-Makarov* et l'*Amiral-Essen*, toutes deux équipées de missiles Kalibr d'une portée de 2 000 kilomètres, équivalents des Tomahawk américains.

Cette réorganisation vers le port de Feodosia, à l'arrière de la péninsule, puis celui de Novorossiïsk, à 200 kilomètres à l'est de la Crimée, n'a fait que s'amplifier. A l'automne 2023, ce dernier abritait l'essentiel de la flotte russe, dont tous ses sous-marins. Ces derniers mois, c'est souvent en mer d'Azov, plus au nord, que Moscou mettait à l'abri sa marine. Début mai, une corvette porteuse de missiles de croisière Kalibr a également été déplacée vers la mer Caspienne, d'après une image satellitaire diffusée sur les réseaux sociaux.

L'arrivée possible d'une partie de la flotte russe en Abkhazie est une nouvelle étape qui inquiète, en tout cas, depuis de longs mois les autorités géorgiennes. La

Depuis le début de la guerre, une vingtaine de navires russes ont été détruits par des drones navals, selon une ONG ukrainienne

création de la base navale russe a été entérinée en octobre 2023, par un accord entre Moscou et les séparatistes d'Abkhazie. De taille relativement modeste, elle ne peut pas, accueillir beaucoup de bâtiments. Mais Tbilissi s'inquiète de voir le conflit ukrainien dégénérer sur ses côtes, alors que l'évolution du dispositif naval russe coïncide avec l'arrivée prévue à l'été 2024, dans le ciel ukrainien, des premiers avions de chasse américains F-16. Le 30 mai, Washington a par ailleurs annoncé vouloir réviser toute sa coopération bilatérale avec la Géorgie.

Le recul géographique de la flotte russe ne signifie pas l'effondrement de son pouvoir de nuisance en mer Noire. Les bâtiments russes conservent leur capacité de tirer des missiles Kalibr, qui font chaque semaine des ravages en Ukraine. «*La flotte russe a été affaiblie et n'a pas été à la hauteur. Mais elle n'est pas hors de combat et elle poursuit de toute façon sa construction*», précise H.I. Sutton. Moscou a officiellement lancé, en mai, la fabrication de deux nouveaux bâtiments – une corvette et un patrouilleur – destinés à remplacer une partie de ceux qui ont été détruits par les Ukrainiens ces derniers mois.

La Russie s'est aussi lancée à son tour dans la conception de drones navals. Elle a dévoilé, mi-juin, lors d'un salon international d'armement qui a eu lieu à Kronstadt, en Russie, sur les rives de la Baltique, toute une série de modèles, dont au moins un, appelé «*le Vizir*», est d'une portée maximale an-

noncée de 430 kilomètres. Moscou estime être en mesure de le produire en série d'ici à la fin de l'année. Un autre modèle, baptisé «*Orkan*», très semblable au Magura ukrainien, pourrait, lui, dépasser les 500 kilomètres de distance, d'après un article de la *European Defense Review*.

La Russie vise, en outre, comme toutes les marines du monde, à équiper au plus vite «*tous ses navires de guerre de systèmes robotiques de surface, sous-marins et aériens*», détaille une note de Peter Burt, expert pour Drone Wars, une association britannique spécialisée. Une façon de les protéger – des mines notamment – mais aussi de préserver ses ports, ajoute M. Burt, dans cette étude publiée en février.

Défense rudimentaire

D'ici là, l'une des parades consiste à équiper les navires russes de systèmes de brouillage, d'une portée de quelques dizaines de kilomètres, afin de débroussoler les drones ukrainiens à l'approche de leur cible. Les Russes sont aussi parfois contraints de se défendre de manière très rudimentaire. «*Sur certaines vidéos, on peut voir des marins russes tirer avec des mitrailleuses sur des drones de surface. Mais c'est vraiment un moyen de dernier recours*», relève Axel Trinquier, consultant chez Affinis Conseil, un cabinet spécialisé en intelligence économique.

Sur la durée, le rapport de force entre Russes et Ukrainiens demeure, lui, favorable à Moscou, estiment beaucoup d'analystes. En dehors de la mer Noire, la marine russe reste relativement préservée, même si, en Méditerranée, le blocage du détroit du Bosphore l'a conduite à fortement revoir à la baisse son activité. Lors du sommet de l'OTAN, à Washington, du 9 au 11 juillet, plusieurs responsables occidentaux et américains ont d'ailleurs fait part au *New York Times* de leur scepticisme sur les capacités de Kiev à reprendre l'initiative militaire face à Moscou avant 2025. ■

CHLOÉ HOORMAN
ET ÉLISE VINCENT



En Russie, peine de prison et lueur d’espoir dans l’affaire Gershkovich

Les seize ans d’incarcération infligés au journaliste américain peuvent être le prélude à un échange de prisonniers

MOSCOU - correspondant

Quinze mois d’enquête, trois jours à peine de procès : sans surprise, la justice russe a, vendredi 19 juillet, condamné à seize ans de prison l’Américain Evan Gershkovich, premier journaliste occidental jugé en Russie pour espionnage depuis la fin de la guerre froide. La procédure s’est soudainement accélérée après le 14 juillet, après une première audience qui s’était tenue le 26 juin. Le tribunal d’Iekaterinbourg, capitale de l’Oural, à près de 1 500 kilomètres à l’est de Moscou, avait initialement convoqué le procureur et les avocats le 13 août pour la reprise du procès à huis clos. Mais le juge a créé la surprise en tenant la seconde et ultime audience jeudi 18 juillet, avec un verdict dès le lendemain.

Contre Evan Gershkovich, 32 ans, correspondant en Russie du *Wall Street Journal* arrêté le 29 mars 2023 dans un restaurant d’Iekaterinbourg, les enquêteurs n’ont jamais présenté publiquement le moindre élément de preuve. Comme il est de coutume dans le système judiciaire russe, où les jugements reprennent presque systématiquement les accusations du parquet et des enquêteurs, le tribunal a répété les conclusions du service fédéral de sécurité (FSB, l’un des héritiers du KGB). Dès le lendemain de l’arrestation d’Evan Gershkovich, ils l’ont accusé de « collecter des informations sur une entreprise du complexe militaro-industriel russe ». Un crime passible de vingt ans de prison. Le procureur en avait requis dix-huit. Avec une peine de seize ans, le juge a eu beau jeu de se montrer clément.

« Cette lourde condamnation pourrait être un mal pour un bien », prévient une source diplomatique occidentale à Moscou. Jugé et condamné, Evan Gershkovich peut maintenant être échangé par le Kremlin contre des prisonniers russes à l’Ouest. Entre la fin de la seconde audience, jeudi, et le prononcé du verdict, vendredi, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a confirmé que la question est en cours de discussion « au niveau des services spéciaux des deux pays ».

En juin, son vice-ministre, Sergueï Riabkov, avait déjà déclaré que la Russie attendait une réponse de Washington : « La balle est dans le camp des Etats-Unis. » Vladimir Poutine s’est lui-même exprimé à plusieurs reprises sur le sujet. Le président russe a ouvertement laissé entendre qu’Evan Gershkovich pourrait être échangé contre un « patriote » qui aurait « éliminé un bandit russe » dans une capitale européenne. Une allusion à Vadim Krassikov, ex-agent du FSB détenu en Allemagne, reconnu coupable du meurtre d’un dissident tchéchène en 2019 dans un parc à Berlin.

Alors que les procès pour espionnage durent souvent des mois en Russie, la rapidité de la justice dans l’affaire Gershkovich pourrait signifier une accélération des pourparlers en vue d’un échange de prisonniers. En décembre 2022, le trafiquant d’armes russe Viktor Bout, incarcéré aux Etats-Unis de-

Vladimir Poutine a laissé entendre qu’Evan Gershkovich pourrait être échangé contre Vadim Krassikov, ex-agent du FSB

puis 2010, avait été échangé contre Brittney Griner, une joueuse de basket-ball américaine détenue en Russie.

Un échange largement inéquitable. Viktor Bout, surnommé « le marchand de la mort » pour avoir vendu des armes à tous les mouvements rebelles de la planète, purgeait aux Etats-Unis une peine de vingt-cinq ans de prison. Brittney Griner, quant à elle, avait été arrêtée à un aéroport de Moscou avec, dans son bagage, une vapoteuse et un liquide contenant du cannabis.

Debout, les bras croisés, le crâne rasé, Evan Gershkovich était apparu résilient et stoïque lors de l’audience du 26 juin. Ce fils d’immigrés russes réfugiés aux Etats-Unis, qui a démenti toute activité d’espionnage, a été arrêté alors qu’il effectuait un reportage dans l’Oural, à Nijni Taguil, ville abritant l’usine du fabricant d’armes Ouralvagonzavod. C’est ce qui lui a été reproché. Le journaliste a été accusé d’avoir « sur instruction de la CIA, obtenu des informations secrètes sur les activités » de cette entreprise phare du complexe militaro-industriel russe.

Accusations « fabriquées »

Cette dernière appartient à Rostec, la société publique de défense dirigée par Sergueï Chemezov, un proche de Vladimir Poutine depuis leurs années communes dans les services du KGB. Elle produit en particulier des chars, qui participent depuis plus de deux ans à « l’opération militaire spéciale » du Kremlin en Ukraine. Le FSB s’était vanté d’avoir pris Evan Gershkovich « la main dans le sac », mais sans apporter la moindre preuve contre le journaliste qui a pu tomber dans un piège.

La condamnation d’Evan Gershkovich est « un autre exemple flagrant de prise d’otage inacceptable de la part de la Russie », a déclaré Reporters sans frontières qui place ce pays au 162^e rang sur 180 pays dans son classement mondial de la liberté de la presse 2024. Parfaitement russo-phonie, Evan Gershkovich avait travaillé pour l’Agence France-Presse à Moscou. « Il fait preuve d’une résistance et d’une force remarquables face à cette situation sinistre », avait confié à l’ouverture du procès l’ambassadrice américaine à Moscou, Lynne Tracy. Dénonçant des accusations « entièrement fabriquées », elle lui avait rendu visite dans la prison moscovite de Lefortovo où il avait été transféré entre son arrestation et le procès.

« Le journalisme n’est pas un crime », a rappelé après la condamnation le président américain Joe Biden, accusant Moscou d’avoir « pris Evan pour cible parce qu’il est journaliste et américain ». Il a promis d’obtenir « la libération et le retour sain et sauf » du correspondant mais aussi de Paul Whelan. Cet ancien sous-officier du corps des marines, 53 ans, est détenu depuis 2018 en Russie où il purge une peine de seize ans de prison pour espionnage. Une autre affaire montée de toutes pièces, selon Washington. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Décès à Hanoï de Nguyen Phu Trong, symbole de l’autoritarisme vietnamien

Le secrétaire général du PCV est mort vendredi, à l’âge de 80 ans. L’actuel président, To Lam, assurera son intérim, ce qui promet la poursuite de la répression sur le plan politique

On le savait très malade, mais sa disparition n’en constitue pas moins un épisode de plus dans la série de mouvements inattendus au sommet de l’appareil d’Etat vietnamien : le secrétaire général du Parti communiste vietnamien (PCV), Nguyen Phu Trong, 80 ans, est mort à Hanoï, dans l’après-midi du vendredi 19 juillet. Des rumeurs évoquant son décès circulaient depuis la veille, ce qui incite certains experts à penser que le numéro un du régime a pu s’éteindre dès jeudi.

L’ensemble des membres du bureau politique étaient allés rendre visite, ce même jour, à leur chef mourant, sur son lit d’hôpital, tandis que ce dernier recevait l’ordre de l’Etoile d’or, la plus haute distinction du pays, pour service rendu à la patrie. La disparition de ce léniniste, qui dirigeait le pays d’une poigne d’airain, ne devrait rien changer à la politique sécuritaire et de contrôle social qu’il avait instaurée à son arrivée à la tête du parti, le 19 janvier 2011.

La veille de l’annonce de sa mort, après avoir indiqué que Nguyen Phu Trong allait être obligé de marquer une pause « pour raisons de santé », les médias avaient ajouté que le chef de l’Etat, To Lam, assurerait l’intérim de la direction du parti. Ce dernier, âgé de 67 ans, un proche du disparu, avait été chef de la sécurité publique, la police politique, avant d’accéder à la présidence, le 22 mai.

La direction de la République socialiste du Vietnam ne cesse d’être bousculée depuis quelque temps : le 21 mars, après seulement une année à son poste, le

président de la république, Vo Van Thuong, avait brutalement dû démissionner après avoir été mis en cause dans des affaires de corruption. Son prédécesseur, Nguyen Xuan Phuc, avait lui-même été accusé au départ, en 2023, pour des raisons similaires, seulement deux ans après son entrée en fonction.

Au Vietnam, le pouvoir suprême a beau être détenu par le secrétaire général du Parti, le chef de l’Etat est néanmoins considéré comme le numéro trois du pays (le premier ministre est le numéro deux). Les changements rapides à ce poste ont donc provoqué une certaine forme d’instabilité. D’autant que, tous les jours en avril, le président de l’Assemblée nationale, Vuong Dinh Hue, quatrième figure de l’Etat, était lui aussi contraint à la démission. Le bureau politique ne compte plus aujourd’hui que douze membres au lieu de dix-huit, en raison d’incessantes purges en son sein. Jamais dans son histoire, le Vietnam n’a connu pareille hémorragie.

« Diplomatie du bambou »

Nguyen Phu Trong est né le 14 avril 1944, dans la banlieue de la capitale, Hanoï, et a dévoué toute sa vie au Parti communiste. Après avoir obtenu un doctorat d’histoire à l’Académie des sciences de Moscou, en 1983, il est devenu, au tournant du siècle, l’un des spécialistes les plus en vue de la théorie politique au sein du parti.

En 2021, alors qu’il avait dépassé la limite d’âge de 65 ans, il fut candidat à sa propre réélection lors du 13^e Congrès du PCV. Seul chef du parti à avoir été réélu

Nguyen Phu Trong a mené une campagne anticorruption destinée à se débarrasser de ses rivaux, au plus haut niveau

pour un troisième mandat, ce technocrate a, en fait, été à l’origine de la récente instabilité au sommet de l’Etat : tout en impulsant une politique répressive à l’encontre de tous les dissidents et critiques du régime, il a mené une campagne anticorruption baptisée « fournais ardente », qui a mené à l’inculpation de 4 400 personnes, dans le cadre de 1 700 affaires. Une offensive destinée à se débarrasser de ses rivaux, au plus haut niveau.

Décidé à s’accrocher au pouvoir à n’importe quel prix, il avait également réussi, en 2016, lors du 12^e Congrès du PCV, à évincer le premier ministre « réformiste » Nguyen Tan Dung, qui ambitionnait de le remplacer au poste de secrétaire général.

En matière de politique étrangère, Nguyen Phu Trong a mené à bien sa « diplomatie du bambou ». Il a maintenu le dialogue avec l’ennemi héréditaire chinois tout en rapprochant son pays des Etats-Unis – il fut le premier numéro un vietnamien à être reçu à la Maison Blanche, en 2015 – et en conservant des liens étroits avec la Russie, son pourvoyeur en armes, comme l’a démontré son entrevue, à Hanoï, avec Vladimir

Poutine, le 20 juin. Dans le domaine économique, il a poursuivi la politique de libéralisme postcommuniste, inaugurée en 1986 par le tournant du doi moi (le « renouveau »), voie sur laquelle s’était lancé le Vietnam après des années de dirigisme et de vaches maigres.

Il est peu probable que la disparition de ce chef de parti, dont le « règne » aura marqué quinze ans d’histoire vietnamienne, entraîne des changements politiques significatifs. On peut s’attendre à un renforcement de la mainmise de la sécurité d’Etat sur le régime : la moitié des membres du politburo sont, en effet, issus de cette instance. L’actuel président en est l’ancien responsable et l’actuel ministre de la sécurité est un ancien général.

« Le président de la république, To Lam, poursuivra une politique autoritaire en matière de liberté d’expression », anticipe déjà Benoît de Tréglodé, spécialiste de l’histoire du PCV et directeur du domaine Afrique, Asie, Moyen-Orient à l’Institut de recherche stratégique de l’Ecole militaire, ajoutant : « Le chef de l’Etat a fait sien le maître mot de Nguyen Phu Trong : “Un pays sans discipline serait chaotique, nous devons équilibrer démocratie et ordre public.” » Le nouveau numéro un du régime devrait cependant garder à l’esprit l’importance de l’image du Vietnam à l’étranger, comme l’ajoute M. de Tréglodé : « La préservation de la stabilité politique du pays est la priorité pour To Lam. Il ne faut surtout pas faire peur aux investisseurs étrangers qui sont cruciaux pour l’avenir du pays... et l’enrichissement de ses élites. » ■

BRUNO PHILIP

Turquie : figure du combat pour l’indépendance de la justice, le juge Arslan reste derrière les barreaux

La demande de libération conditionnelle du magistrat, victime des purges ayant suivi le coup d’Etat manqué de 2016, a été rejetée au motif qu’il n’a pas exprimé de remords

En avril 2020, le « repentir » a été ajouté à la liste des critères requis en vue d’une libération conditionnelle. Un grain de sable fatal à Arslan

Incarcéré depuis huit ans à la prison de Sincan, dans les environs d’Ankara, le juge turc Murat Arslan n’a pas eu droit à la libération conditionnelle qu’il était en droit d’espérer. Mercredi 17 juillet, les autorités turques ont refusé pour la deuxième fois sa demande de remise en liberté, estimant qu’il ne s’était pas suffisamment repenti de son crime.

Cette exigence pourrait prolonger l’emprisonnement du juge jusqu’à la fin de sa peine, en 2026, si les refus de libération conditionnelle persistent. Un scénario possible dans la mesure où Murat Arslan, condamné à dix ans de prison en 2019, pour « appartenance à une organisation terroriste », ce qu’il réfute, n’est pas près d’exprimer des remords.

« Il a toujours nié avoir été membre d’un groupe terroriste ou avoir soutenu un groupe terroriste. Pourquoi devrait-il se repentir d’un acte qu’il n’a pas commis selon ses propres aveux devant le tribunal ? », explique Ingrid Heinlein, une avocate allemande qui l’a visité à plusieurs reprises dans la lugubre prison de Sincan.

« Cette pratique pousse les condamnés à exprimer des remords même s’ils sont injustement accusés. Le cas de Murat Arslan en est l’illustration », explique un ancien collègue du juge qui a requis l’anonymat. La loi turque est for-

melle. En avril 2020, le « repentir » a été ajouté à la liste des critères requis en vue d’une libération conditionnelle. Un grain de sable fatal à Murat Arslan, la cinquantaine, qui, malgré sa peine purgée à plus des trois quarts et sa bonne conduite, a vu sa remise en liberté refusée jeudi, comme elle l’avait été un an plus tôt.

Depuis longtemps, le juge est dans le collimateur des autorités. Arrêté, comme 2 745 de ses confrères, lors des purges ordonnées par le président Recep Tayyip Erdogan après le coup d’Etat manqué du 15 juillet 2016, il a été condamné à dix ans de prison.

Accusé d’être un adepte de l’imam Fethullah Gülen, le cerveau du putsch raté selon Ankara, il n’a pas d’autre idéal que celui d’une justice indépendante. Son activité au sein de Yarsav, l’association des juges et des

magistrats, qu’il présidait avant son arrestation en octobre 2016, ne pouvait que le placer dans le collimateur des autorités.

Fondé en 2006, Yarsav a été le premier syndicat à voir le jour au sein du système judiciaire turc, le premier aussi à tisser des liens avec des homologues étrangers, tels l’association des Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (Medel), le Syndicat de la magistrature français et d’autres.

Des velléités d’indépendance et d’ouverture que le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ne goûta pas, lui qui s’est toujours efforcé de mettre l’institution judiciaire à sa botte. En 2010, il a pris la haute main sur la Cour constitutionnelle, au sein de laquelle il peut désormais nommer un plus grand nombre de juges. En 2018, le Conseil de la magistrature est passé sous son contrôle, les magistrats ayant été privés du droit d’élire leurs pairs.

Aucun fait de « terrorisme »

Entre-temps, le coup d’Etat raté du 15 juillet 2016, qu’il a qualifié de « don de Dieu », lui a permis de purger l’ensemble des institutions (armée, éducation, police, justice) des éléments jugés insuffisamment loyaux à sa personne. Au ministère de la justice, plus d’un tiers des juges et procureurs, environ 4 500, sont révoqués, certains sont emprisonnés,

ce qui paralyse l’institution au moment où les procès des suppôts du putsch s’enchaînent à un rythme effréné.

A cette époque, les arrestations sont menées sur la base de listes dressées par le ministère de l’intérieur, le plus souvent sur la foi de dénonciations. L’association Yarsav est dissoute dans la semaine qui suit la tentative de coup d’Etat. Trois mois plus tard, Murat Arslan est arrêté. Son nom figurait sur une liste.

Après trois années passées en détention provisoire, il est jugé en janvier 2019. Aucun fait de « terrorisme » n’a pu être prouvé contre lui, il nie les accusations. La seule preuve à charge est la présence, dans son portable, d’une messagerie instantanée, une application mobile nommée « Bylock », décrite par Ankara comme le principal mode de communication des conjurés.

Reste que son cas indispose les autorités turques. Lorsque en 2017, l’Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe lui attribue le prix Vaclav-Havel pour les droits de l’homme, Ankara s’insurge, menaçant de réduire sa participation financière au budget de l’institution. L’acharnement dont est victime Murat Arslan illustre à quel point son idéal d’indépendance demeure, pour l’instant, un objectif inatteignable en Turquie. ■

MARIE JÉGO

Joe Biden a promis d’obtenir « la libération et le retour sain et sauf » du correspondant

La CIJ juge que l'occupation de la Cisjordanie est « illicite »

La Cour internationale de justice appelle Israël à mettre fin à sa présence dans le territoire palestinien « dans les plus brefs délais »

JÉRUSALEM, LA HAYE -
correspondants

Souveraineté», « autodétermination » : ces mots ont résonné, vendredi 19 juillet, dans la monumentale salle d'audience de la Cour internationale de justice (CIJ), à La Haye. Dans une décision claire et sans détour, ses juges ont déclaré « illicite » l'occupation israélienne du territoire palestinien et décidé qu'Israël a « l'obligation de mettre fin à sa présence (...) dans les plus brefs délais ». En sortant de l'audience, l'ambassadeur de la Palestine à l'ONU, Riyad Mansour, a salué « une décision historique ». Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a rapidement exhorté « la communauté internationale à exiger qu'Israël, en tant que puissance occupante, mette fin à l'occupation et se retire sans condition ».

La CIJ avait été saisie par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre 2022. Elle lui demandait de rendre un avis juridique sur la légalité, ou non, de l'occupation israélienne, et, dans la négative, d'en prononcer les conséquences. En février, plus de cinquante Etats et organisations étaient venus plaider à La Haye, où siège la Cour, mais pas Israël. L'Etat hébreu avait boudé les audiences, laissant à ses alliés les plus solides, Etats-Unis et Royaume-Uni, le soin de plaider en sa faveur. Washington avait demandé aux juges de rendre un avis général, appelant à la reprise de négociations de paix. Leur décision plonge au contraire au cœur du conflit israélo-palestinien.

Ce sont les « politiques » mises en œuvre par Israël qui rendent l'occupation illégale, expliquent les juges. En plus de 80 pages, ils démontrent que l'Etat hébreu annexe de larges parties du territoire palestinien, et par là viole

« l'interdiction de l'acquisition de territoire résultant du recours à la menace ou à l'emploi de la force », ainsi que le droit à l'autodétermination des Palestiniens. « Les pré-occupations d'Israël en matière de sécurité ne sauraient non plus l'emporter sur le principe de l'interdiction de l'acquisition de territoire par la force », a lu à la Cour son président, Nawaf Salam.

La Cour revient sur cinquante-sept ans d'occupation. Le jugement détaille les pratiques de l'occupant, dont l'installation de colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est (750 000 aujourd'hui), le transfert forcé de population, les expulsions, les démolitions d'habitations, la confiscation de terres, les restrictions de circulation, le détournement des ressources naturelles « au profit de sa propre population, notamment des colons ». Israël a l'obligation « de respecter le droit du peuple palestinien à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles », ajoutent les juges.

« Opinion absurde »

Les colonies de Cisjordanie et de Jérusalem-Est « sont maintenues en violation du droit international ». La décision s'avère plus sévère que celle sur le mur de séparation, en 2004. La Cour avait estimé que cet ouvrage, bâti par Israël durant la seconde Intifada, à l'intérieur de la Cisjordanie, était contraire au droit international et devait être démantelé.

Au détour de quelques paragraphes, les juges reprochent à Israël de ne pas se comporter comme un Etat digne de ce nom, notamment en ne punissant pas les colons qui violentent les Palestiniens, avec parfois le concours des forces d'occupation. La Cour ne parle pas explicitement d'apartheid, mais estime que le régime de restrictions



Nouvelles habitations dans la colonie israélienne d'Immanuel, en Cisjordanie, le 31 janvier. LUCAS BARIOULET POUR « LE MONDE »

Selon la Cour, les restrictions imposées aux Palestiniens relèvent d'une politique de « discrimination systémique »

généralisées imposé aux Palestiniens est basé sur une politique de « discrimination systémique ».

Avec ces mesures, et la proclamation de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu, Israël fait tout « pour rester en place et créer un effet irréversible », constatent les juges. Cela revient « à une annexion de vastes parties du territoire occupé ». En droit international, « l'occupation est une situation temporaire répondant à une nécessité militaire, et ne peut donner lieu à un transfert du titre de souveraineté à la puissance occupante ».

En exerçant « sa souveraineté sur certaines parties du territoire palestinien occupé, notamment la Cisjordanie et Jérusalem-Est », Israël entrave le droit des Palestiniens à l'autodétermination. La Cour ajoute que « l'occupation ne saurait être utilisée de sorte à laisser indéfiniment la population occupée dans

l'expectative et l'incertitude ». Elle « considère que l'existence du droit du peuple palestinien à l'autodétermination ne saurait être soumise à conditions par la puissance occupante, étant donné qu'il s'agit d'un droit inaliénable ».

Les juges précisent aussi le statut de Gaza, qui, au cours des derniers mois, a été de nouveau débattu. D'un point de vue juridique, même si en 2005, Israël s'est retiré de la bande de Gaza, elle reste occupée, rappellent-ils, car l'Etat hébreu y conserve certaines prérogatives, dont la maîtrise des frontières et la perception des taxes à l'importation et à l'exportation, notamment. Cela est « encore plus vrai depuis le 7 octobre 2023 », écrivent les juges.

Pour conclure, les juges estiment qu'Israël a l'obligation de se retirer, d'« évacuer tous les colons », de restituer les biens détruits et de réparer les dommages causés. Cette dernière demande dépasse les scénarios catastrophes envisagés en Israël à la veille de la publication cet avis juridique. Qualifiant « l'opinion » des juges d'« absurde », le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a répliqué vendredi que « le peuple juif n'est pas un occupant sur sa propre terre, y compris dans notre capitale éternelle Jérusalem, ni en Judée-Samarie [la Cisjordanie occupée], notre patrie historique ».

Avec lui, presque toute la classe politique s'est indignée de cette décision, estimant qu'elle affaiblit l'Etat hébreu, dans le dixième mois de la guerre qu'Israël mène à Gaza. Cette opération a causé la mort de près de 40 000 Palestiniens, fait 2 millions de déplacés et détruit l'enclave. Le chef de l'opposition, Yaïr Lapid, a déploré une décision « teintée d'antisémitisme ». Le président du Parlement est allé jusqu'à avancer que la Cour avait été « détournée par des islamistes ».

Absence d'arguments

Ces hauts cris cachent mal l'absence totale d'arguments de fond du gouvernement israélien contre cet avis, à l'heure où le premier ministre, Benyamin Netanyahu, et ses alliés ultranationalistes assument une politique d'annexion pure et simple de la Cisjordanie occupée, et ne prétendent plus, en aucune manière, à un règlement négocié du conflit.

Le principal artisan de cette évolution, le ministre des finances et ministre de tutelle de la Cisjordanie au sein de la défense, Bezalel Smotrich, n'a pas hésité à proposer une « réponse à La Haye : la souveraineté [de l'Etat d'Israël sur les territoires] maintenant ! » Autrement dit, l'annexion de jure de la Cisjordanie.

Jeudi, le Parlement avait voté, par 68 voix contre 9, un texte af-

firmant son opposition à l'établissement d'un Etat palestinien, avec le soutien notamment de l'opposition centriste menée par le général Benny Gantz, qui ne souhaite pas risquer d'être accusé de « gauchisme ».

Même s'il fait autorité, l'avis juridique remis par les juges n'est pas contraignant. Ils invitent néanmoins l'Assemblée générale, qui a saisi la Cour, et le Conseil de sécurité à définir les modalités de retrait d'Israël du territoire palestinien et de l'autodétermination des Palestiniens. Quant aux 193 membres de l'ONU, ils sont appelés à « ne pas prêter aide ou assistance » au régime d'occupation.

La décision de la CIJ pourrait influencer sur le travail de la Cour pénale internationale (CPI). Le bureau du procureur est censé enquêter sur les crimes de la colonisation depuis février 2021. De nombreux juristes considèrent que ce dossier est, d'un point de vue juridique, l'un des plus faciles que la CIJ ait à traiter. Mais le procureur, Karim Khan, n'a toujours pas demandé de mandat d'arrêt en lien avec cette question. Les demandes visant M. Netanyahu et son ministre de la défense, Yoav Gallant, qui ont été émises au mois de mai, portent sur la guerre à Gaza. ■

LOUIS IMBERT
ET STÉPHANIE MAUPAS

La gestation d'un système de sanctions contre les colons israéliens

Bien que fragiles, les mesures punitives prises ces derniers mois par l'UE et Washington posent des précédents qui inquiètent l'Etat hébreu

JÉRUSALEM - correspondant

La décision rendue par la Cour internationale de justice, vendredi 19 juillet à La Haye, qui juge « illicite » l'occupation des territoires palestiniens, promet d'alimenter la réflexion de Washington, de l'Union européenne (UE) et de plusieurs Etats ayant commencé à imposer des sanctions contre des citoyens et des organisations israéliennes, impliqués dans les violences de la colonisation. Ces mesures punitives, dont les plus récentes ont été prises par l'Union européenne le 15 juillet ont été impulsées en décembre 2023 par l'administration américaine de Joe Biden.

Encore symboliques et réversibles, touchant des dizaines d'individus sans grande autorité et une poignée d'entités, elles n'en brient pas moins « un tabou » selon un diplomate européen, pour qui « en discuter sérieusement n'était

pas même envisageable il y a deux ans ». Aussi fragiles soient-elles, elles enclenchent des mécanismes, posent des précédents juridiques et ouvrent un champ de possibles, qui préoccupent les autorités israéliennes. « Israël risque de plus en plus concrètement de se voir assimilé à un Etat partie », résume un autre diplomate européen.

Un décret pris par le président Joe Biden en février permet à l'administration de sanctionner des individus et des entités en Israël, sans passer par le Congrès, pour violences, mais aussi pour avoir contribué à déstabiliser la Cisjordanie et accaparé de terres palestiniennes. Fort de ce levier juridique, le département d'Etat adopte un nouveau train de sanctions régulières, à quelques mois d'intervalle, de manière planifiée et avec des conséquences concrètes : en raison de leurs transactions en dollars, les banques israéliennes, où les personnes et les

entités mises sous sanctions disposent de comptes, sont obligées de geler ces avoirs.

En juin, deux patrons de firmes israéliennes, parmi des dizaines implantées depuis 2017 dans de vastes zones reculées de Cisjordanie, ont ainsi été visés. Ces colonies agricoles contribuent au déplacement forcé de Bédouins, à l'ombre de la guerre à Gaza. Ces hommes ont été sanctionnés pour des faits de violences, mais également pour accaparement de terres.

Un levier de pression

Une jurisprudence se construit ainsi, ouvrant la voie à des sanctions contre des organisations plus importantes, voire des responsables politiques. Avant la présidentielle américaine de novembre, plusieurs nouvelles cibles sont évoquées par des sources diplomatiques et des experts : en premier lieu, Regavim, organisation impliquée dans l'implanta-

tion des fermes et la destruction de bâti palestinien, ainsi que d'infrastructures financées par l'UE (écoles, panneaux solaires).

Autre objectif plus ambitieux : fin juin, le Canada a été le premier à sanctionner Amana, la principale entreprise israélienne de BTP en Cisjordanie, matrice du mouvement des colons, dirigée par Ze'ev « Zambish » Hever. En avril, des fuites dans la presse américaine ont aussi évoqué la possibilité de sanctionner Bezalel Smotrich, le ministre des finances et ministre de tutelle de la Cisjordanie au sein du ministère de la défense.

Washington a tenté d'user de ces sanctions, prises en parallèle à ses livraisons d'armes à Israël, comme d'un levier de pression sur la conduite de la guerre à Gaza. La manœuvre n'a guère eu de succès, mais elle ne se réduit pas à cet objectif, tout comme elle ne peut se résumer à un simple geste envers les électeurs

Les banques israéliennes, qui font des transactions en dollars, doivent geler les avoirs de leurs clients sous sanctions

d'origine arabe du Michigan, Etat-clé pour la présidentielle de novembre.

L'élaboration de ces mécanismes de sanctions est aussi le fruit d'une réflexion sécuritaire, menée par l'armée et le département d'Etat, ce qui peut expliquer en partie pourquoi elle n'a suscité jusqu'ici que peu de critiques de la part des républicains. « Ils considèrent la colonisation comme le principal risque pesant sur la Cisjordanie, y compris pour

Israël. Ils veulent renforcer les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, qui sont perçues comme des collaborateurs avec Israël », résume une source diplomatique occidentale.

Côté européen, la France a joué un rôle moteur, aux côtés des Pays-Bas et de la Belgique, pour faire adopter deux petits paquets de sanctions par le Conseil de l'Europe depuis avril. Forcément unanimes, ces initiatives font elles aussi jurisprudence. En juillet, la France avait proposé de sanctionner Regavim. L'Allemagne s'y est opposée. La Hongrie et la République tchèque, chevaux de Troie de la droite israélienne en Europe, freinent aussi les ambitions.

Cependant, l'UE a sanctionné Tzav 9, un groupement de coupeurs de routes, qui assaillent en Cisjordanie les camions de nourriture destinée à Gaza. La France a sanctionné elle-même 28 colons violents, sans les nommer. ■

L. I.

Etats-Unis : bataille électorale autour de la Rust Belt

Le renouveau des terres désindustrialisées de Pennsylvanie est un enjeu crucial de la course à la Maison Blanche

REPORTAGE

BETHLEHEM (PENNSYLVANIE) -
envoyé spécial

Lorsque Don Cunningham était enfant, son père travaillait à l'aciérie, comme jadis ses arrière-grands-pères venus d'Irlande et de Slovénie. Un monde de fer et de charbon, celui des forges du XX^e siècle, étalées sur plus de 5 kilomètres le long de la rivière Lehigh à Bethlehem, au cœur de la Pennsylvanie. «*En tant qu'enfant de la classe ouvrière, je ne pouvais pas penser que l'aciérie ne soit pas là. Tout le monde avait un lien avec Bethlehem Steel, qui avait employé jusqu'à 33 000 personnes. Elle était trop gigantesque pour disparaître*», confie Don Cunningham. Et pourtant, à la fin des années 1990, après ceux de Pittsburgh ou de Cleveland (Ohio), les hauts fourneaux ont fini par s'éteindre.

«*J'étais un jeune maire de 31 ans, en fonctions depuis trois mois, et Bethlehem Steel a fermé. J'avais été candidat à la mairie, avec cette vision que tout était en train de mourir. Et, si nous ne nous adaptions pas, nous allions mourir. Nous devons donc changer.*» Changer, s'adapter, c'est la longue pente qu'a remontée Don Cunningham, aujourd'hui âgé de 58 ans et devenu entre-temps président de la Lehigh Valley Authority, un organisme chargé de promouvoir le développement économique de la région.

Plan de réindustrialisation

La renaissance de cette région est décisive pour l'avenir de l'Amérique. En 2016, la Pennsylvanie faisait partie de la Rust Belt, ces Etats désindustrialisés dits de la «ceinture de la rouille», qui, avec le Michigan et le Wisconsin, donnaient d'un cheveu la victoire présidentielle à Donald Trump. En 2020, Joe Biden parvint à l'y devancer de quelque 19 000 voix. Cette année encore, cet Etat-clé pourrait faire l'élection. Joe Biden et Donald Trump le savent, ils y ont tous deux tenu des meetings de campagne. C'est lors de l'un d'entre eux, le 13 juillet à Butler, que le candidat républicain a été victime d'une tentative d'assassinat. Avant même cet événement, qui a marqué les esprits et renforcé le camp républicain, les sondages penchaient en faveur de l'ex-président, qui devanca de plusieurs points le démocrate.

Pourtant, la Pennsylvanie se redresse, notamment sous l'impulsion du nouveau gouverneur



Le candidat démocrate au poste de gouverneur de Pennsylvanie, Josh Shapiro, salue un membre du Syndicat des métallurgistes, à Bethlehem (Pennsylvanie), le 22 septembre 2022. MARK MAKELA/GETTY IMAGES VIA AFP

En 2020, Joe Biden parvint à devancer Donald Trump de quelque 19 000 voix dans cet Etat-clé

démocrate, Josh Shapiro. Agé de 51 ans, ce dernier inaugurerait début mai, entre une flaque d'eau et une pelleuse pavoisée d'un drapeau américain, une future zone industrielle coincée entre deux bretelles d'autoroute. «*Nous allons transformer ce tas de terre en emplois*», promettait alors le gouverneur, qui fait tout pour attirer des entreprises et rattraper son retard face à des Etats voisins, comme l'Ohio, New York et le New Jersey.

M. Shapiro a lancé en 2023 un plan de réindustrialisation de la Pennsylvanie, annonçant notamment une baisse de l'impôt sur les sociétés censé passer de 10 % en 2023 à 5 % en 2031. Sur-tout, il tente de limiter la polarisation politique extrême dans cette région, d'autant qu'il doit composer avec un Sénat local républicain et une Chambre des représentants démocrate. Alors, lorsqu'on lui demande si sa politique industrielle va faire revenir les cols bleus dans le giron démocrate, il refuse de répondre : «*Je ne le vois pas de cette façon. Ce sont tous des Pennsylvaniens, précise au Monde M. Shapiro. Ils méritent tous notre respect et*

meritent tous de savoir que nous les soutenons, quel que soit le type de travail qu'ils occupent. Mon objectif est de créer une Pennsylvanie où chacun a la liberté de tracer sa propre voie et la possibilité de réussir.»

Les entreprises évitent soigneusement la politique, comme l'explique Julien Sauvagnargues, patron pour les Amériques de la firme japonaise Olympus : «*On ne peut pas en parler, car on va générer des passions.*» Mais elles sont ravies de vivre dans un lieu de collaboration transpartisane, loin du climat de guerre civile qui règne à Washington et dans les médias. «*Les gens de Lehigh Valley font du bon travail. C'est un bon exemple de coopération entre*

le privé et le public», poursuit M. Sauvagnargues.

La Rust Belt? Cela n'existe plus. «*Je ne considère pas la Pennsylvanie comme un Etat de la "ceinture de la rouille". Nous sommes un Etat en plein essor avec une histoire et une tradition dans le secteur manufacturier sur lesquelles nous nous appuyons désormais dans le cadre de notre croissance future*», affirme le gouverneur Shapiro.

De fait, à Bethlehem, la rouille est surmontée, et même muséifiée, comme l'ancienne aciérie, transformée en un parc culturel illuminé de nuit : «*Nous avons conservé une partie des hauts fourneaux, héritage emblématique de notre histoire. C'est de la rouille, oui, mais c'est un monument de notre patrimoine*», explique fièrement Don Cunningham. Le long des aciéries désaffectées, le quartier est chic. En ce jour de printemps, le Tout-Bethlehem endimanché se presse à une réception dans la salle de spectacle, en face des hauts fourneaux. A côté, le musée, inauguré en 2017 dans l'ancien atelier électrique de la firme, raconte la vie de la sidérurgie et l'émergence des classes moyennes dans les années 1950.

A quelque distance, sur les collines, l'université accueille une pépinière d'entreprises dans l'ancien centre de recherche. Bethlehem Steel n'est plus, mais tout fut à Bethlehem Steel. Y compris les locaux de la Lehigh Valley, belle demeure qui servait de «club» aux cadres de l'entreprise. Y compris l'hôtel historique, qui hébergea Winston Churchill et les présidents Eisenhower, Kennedy et Clinton.

«Main-d'œuvre qualifiée»

C'est en ces lieux mêmes que fut construite la première maison de la ville, par des missionnaires moraviens – des protestants disciples de Jan Hus, supplicié en 1415 – qui rêvaient de convertir les Amérindiens lenapes. La veille de Noël, en 1741, leur promoteur saxon, le comte Nikolaus von Zinzendorf, trouva que la demeure, où cohabitaient fidèles et bétail, avait un air de nativité et décida de baptiser le lieu «Bethlehem». La ville s'est développée après la guerre de Sécession et a explosé au XX^e siècle.

Avec son aciérie, l'industriel Carnegie, à Pittsburgh, a fait des rails en particulier pour les chemins de fer. Charles Schwab, son ancien ad-

joint, a spécialisé Bethlehem dans les poutrelles en H, qui permettront de construire le Chrysler Building à New York, le Golden Gate Bridge à San Francisco, mais aussi plus d'un cuirassé par jour pendant la seconde guerre mondiale. Concurrence japonaise, délocalisations... l'empire s'est effondré à la fin du XX^e siècle.

Ces heures sombres sont révolues, dans une région riche d'atouts non négligeables : elle est située à un nœud autoroutier, entre New York et Philadelphie, près des mégalo-poles du Nord-Est américain, mais à un coût bien plus abordable pour les entreprises. Elle dispose d'une main-d'œuvre héritée de Bethlehem Steel et des universités de la région. «*On trouve de la main-d'œuvre qualifiée avec une bonne éthique de travail*», se réjouit M. Sauvagnargues.

La crise due au Covid-19 a donné à partir de 2020 un coup de pouce à la région, qui a permis le télétravail et entraîné l'afflux de familles désireuses de fuir la région de New York et de trouver de bonnes écoles publiques gratuites. C'est le cas d'Erin Lifeso, qui a quitté l'Upper West Side à New York en juillet 2020 avec ses deux filles. «*Nous voulions avoir une maison*», explique la présidente de Factory LLC, installée dans des entrepôts de Bethlehem Steel transformés en pépinière d'entreprises agroalimentaires au design innovant. La vallée est devenue attractive, presque trop. «*La Lehigh Valley était endormie. Heureusement, j'ai acheté ma maison avant que ce soit difficile*», renchérit Edward Sieger, responsable de relations publiques du japonais Olympus, ravi de faire visiter les locaux de la firme.

L'afflux de nouveaux venus a transformé la vie de la région. L'amabilité et la douceur de vivre y tranchent avec la brutalité de New York. «*On a une équipe professionnelle de base-ball et de hockey. Ce n'était pas le cas il y a vingt ans*», se réjouit Edward Sieger. Comme souvent, l'amorçage avait commencé, sur la friche industrielle de Bethlehem Steel, par l'ouverture d'un casino et se poursuit de manière plus culturelle, avec la ville historique parfaitement rénovée, qui cherche à se faire classer au Patrimoine mondial de l'Unesco.

La région tente de se mettre dans la roue des plans de relance industrielle de Joe Biden et vante son savoir-faire historique dans les microprocesseurs, avec l'espoir de «vendre» une Lehigh Valley, qui serait la Silicon Valley de l'Est. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

La fin de la retraite californienne d'un ex-directeur de prison syrien

Samir Othman Al-Sheikh, un haut responsable du régime Assad, soupçonné de violences contre des opposants, a été arrêté à Los Angeles

Droit comme un «i», au garde à vous et en costume noir, Samir Othman Al-Sheikh fait face, en 2011, au président syrien Bachar Al-Assad dans une salle de réception du palais présidentiel de Damas. L'homme est au faite de sa carrière. Il vient d'être nommé gouverneur de la province de Deir ez-Zor, qui borde l'Euphrate. Alors que la Syrie s'enfonce dans la guerre civile, M. Al-Sheikh doit reprendre en main la situation dans cette région de l'est du pays : une tâche dont il va s'acquitter avec zèle.

C'est une autre image, prise onze ans plus tard, en 2022, qui va provoquer sa chute. Samir Othman Al-Sheikh est alors établi en Californie, où il a obtenu un visa d'immigrant. Il est reconnu, sur une photo diffusée sur les réseaux sociaux, par l'une de ses compatriotes, originaire comme

lui d'Idlib. Celle-ci alerte le militant des droits humains Omar Alshogre. Ce rescapé des géolés syriennes, devenu un visage connu de l'opposition anti-Assad, se lance sur les traces de Samir Othman Al-Sheikh, le localise et transmet les informations aux autorités américaines.

Grâce aux réseaux sociaux

C'est ainsi que le 10 juillet, des agents du département américain de la Sécurité intérieure ont arrêté M. Al-Sheikh, 72 ans, à l'aéroport international de Los Angeles alors qu'il s'appretait à embarquer dans un vol à destination de Beyrouth, la capitale libanaise. La veille, un juge avait émis un mandat d'arrêt à son encontre à la demande des services de sécurité. C'est à ce jour le plus haut responsable du régime syrien arrêté à l'étranger depuis 2011. Il lui est re-

proché d'avoir menti aux services de l'immigration lors de sa demande de visa puis en requérant la nationalité américaine.

«*Samir Othman Al-Sheikh a été arrêté pour tentative de fraude à la naturalisation. Il a menti sur ses documents officiels, notamment sur sa demande de visa*», explique Maria Cure, membre de l'ONG américaine Syrian Emergency Task Force. M. Al-Sheikh est également accusé d'avoir fourni de faux documents et de fausses informations. Ces délits sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement.

Avant de prendre la tête du gouvernorat de Deir ez-Zor, le responsable syrien a dirigé, entre 2005 et 2008, la prison d'Adra, dans la périphérie de Damas, où des milliers de dissidents politiques ont été incarcérés. Au moins cinquante détenus de ce pénitencier ont porté plainte contre lui pour actes de torture et meurtres. Ils affirment notamment que M. Al-Sheikh se promenait dans la prison, approuvant les exécutions et

Au moins cinq anciens détenus de la prison d'Adra ont porté plainte contre lui pour actes de torture et meurtres

regardant les détenus être pendus dans une cour de l'établissement connue sous le nom de «place des exécutions».

Samir Othman Al-Sheikh se savait-il repéré, voire traqué? «*Nous pensons qu'il tentait de fuir le pays. Lorsque le FBI et les services de police ont appris qu'il n'avait acheté qu'un billet d'avion en aller simple, ils ont décidé de l'appréhender immédiatement*», ajoute Maria Cure. L'ONG américaine, créée en en soutien aux opposants syriens du régime de Bachar Al-Assad, et dont Omar Alshogre est membre, ne lâchait plus M. Al-Sheikh, qu'elle avait localisé en février 2022.

«*Nous avons commencé à nous intéresser à sa famille et à leurs activités sur les réseaux sociaux, nous avons enquêté sur ses proches pour nous assurer que c'était bien eux*», se rappelle Maria Cure. Samir Othman Al-Sheikh ayant

notamment obtenu un visa grâce à la présence antérieure de son épouse et de l'une de ses filles sur le territoire américain. Il les avait rejoints en 2020. En parallèle, l'ONG a alerté les services de sécurité et s'emploie à réunir témoignages et preuves pouvant incriminer l'ancien gouverneur.

«*Les enquêteurs travaillent encore pour monter un dossier plus solide contre lui et nous avons des victimes prêtes à témoigner*», ajoute Maria Cure. «*Comme l'auteur des faits est sur le sol américain, nous cherchons à élargir le champ des investigations et à ouvrir de nouvelles enquêtes contre lui. Et il y en a potentiellement beaucoup. Il dirigeait la prison d'Adra et a été le gouverneur de Deir ez-Zor quand sous sa direction, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées.*» ■

MADJID ZERROUKY

A l'Assemblée, les postes-clés attribués dans un climat éruptif

Avec 12 sièges sur 22, la gauche a obtenu une majorité surprise au bureau. Le RN, lui, est sorti bredouille des scrutins

RÉCIT

Samedi 20 juillet, 4 heures. Il ne reste plus dans l'Hémicycle qu'une trentaine de députés de gauche éberlués, et, plus loin, une douzaine de leurs collègues du MoDem défaits. Après quatorze heures de vote, le bureau de l'Assemblée nationale a été constitué. Les députés ont élu six vice-présidents, trois questeurs et douze secrétaires dans ce qui est le principal organe décisionnaire de l'Assemblée nationale.

Après l'échec du communiste André Chassaigne (Puy-de-Dôme) face à Yaël Braun-Pivet (Renaissance, Yvelines) à l'élection de la présidence de l'Assemblée, jeudi, c'est contre toute attente que le Nouveau Front populaire (NFP) a obtenu la majorité absolue au sein du bureau (12 sièges sur 22). Un événement tout sauf anecdotique puisque cette instance collégiale a vocation à disposer de « tous pouvoirs pour régler les délibérations de l'Assemblée et pour organiser et diriger tous les services » du Palais-Bourbon.

« Quelqu'un a un drapeau palestinien ? », entend-on du côté des députés de La France insoumise (LFI), hilares et conscients que ce rapport de force favorable à la gauche va tout changer pour les sanctions disciplinaires qui sont décidées par le bureau – les dernières de la précédente législature visant les « insoumis » Sébastien Delogu et Rachel Keke, qui avaient brandi l'étendard palestinien dans l'Hémicycle. Benjamin Lucas (Génération.s, Yvelines), dans un rappel au règlement badin, s'est réjoui de « tourner la page d'une dérive autoritaire », allusion faite aux nombreuses sanctions infligées aux élus de gauche lors de la précédente législature.

Les députés du NFP encore présents dans l'Hémicycle n'en reviennent pas que les macronistes et la droite aient perdu une bataille qui paraissait gagnée d'avance seule-

ment quelques heures avant. Le MoDem, lésé, puisqu'il n'obtient aucun poste au bureau, fulmine contre la démobilisation de ces alliés d'Ensemble pour la République (le groupe du parti présidentiel Renaissance), d'Horizons et de la Droite républicaine (DR, le groupe des députés Les Républicains non ciottistes). « Les gens sont allés dormir », lâche, dans une colère froide, le président du groupe MoDem, Marc Fesneau.

Depuis le perchoir, Yaël Braun-Pivet cache mal son inconfort, elle qui va se retrouver dans une cohabitation avec la gauche pendant au moins un an, jusqu'au prochain renouvellement du bureau. « Elle est minoritaire dans son propre bureau ! », lui jette la cheffe du groupe LFI, Mathilde Panot, à l'annonce des résultats. « Ça va être très compliqué », confirme Marc Fesneau, ministre des relations avec le Parlement de 2018 à 2022.

LE RN DISPARAIT DU BUREAU

Dans le détail, Clémence Guetté (LFI, Val-de-Marne) a été élue première vice-présidente. Sa collègue « insoumise » Nadège Abomangoli (Seine-Saint-Denis) la suit, avec Naïma Mouthou (Horizons, Val-d'Oise), vice-présidente sortante. Annie Genevard (LR, Doubs), Xavier Breton (LR, Ain) et le ministre démissionnaire Roland Lescure (Renaissance, Français de l'étranger) complètent la liste. Pour la première fois, les trois postes de questeur sont occupés par des femmes : Christine Pirès Beaune (PS, Puy-de-Dôme), Brigitte Klinkert (Renaissance, Haut-Rhin) et Michèle Tabarot (LR, Alpes-Maritimes). Le NFP obtient enfin neuf secrétaires, le groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (LIOT) deux, et Horizons, un. Au total, le camp présidentiel n'obtient que cinq places, et LR, trois.

Le Rassemblement national (RN), lui, disparaît du bureau. Le groupe de Marine Le Pen, qui avait créé la sensation en 2022 en obtenant deux vice-présidences, les a per-



LA JOURNÉE AVAIT PRIS UNE TOURNURE DRAMATIQUE DÈS LE PREMIER TOUR DE L'ÉLECTION DES VICE-PRÉSIDENTS, AVEC LA DÉCOUVERTE DE DIX ENVELOPPES EN TROP DANS L'URNE DU VOTE

dues au profit de la Droite républicaine. Les élus d'extrême droite font les frais du front républicain de la gauche et du pacte entre la droite et les macronistes. Depuis plusieurs jours, l'équipe de Marine Le Pen se préparait à repartir bredouille de la distribution des postes-clés. Le groupe de Marine Le Pen en est réduit à tancer des alliances présentées comme des « magouilles ». « Nous sommes confrontés à une sorte de parti unique dont nous sommes en réalité la seule opposition », a fustigé Marine Le Pen, dénonçant l'« accord » entre les LR – « qui se sont vendus » – et la Macronie – « qui les a achetés, cher » – pour se répartir les postes-clés à l'Assemblée.

Mais le groupe RN paye aussi les limites de sa tactique opportuniste. En faisant élire dès le premier tour deux vice-présidentes LFI, il a sabordé ses chances d'obtenir dans les tours suivants les voix de députés favorables à sa présence au sein du bureau. Le retrait surprise de ses candidates aux postes de secrétaire, peu avant minuit, a fini d'oblitérer sa capacité à se maintenir dans l'instance.

A ce moment-là, alors que le RN quitte l'enceinte du Palais-Bourbon, les macronistes sont mathématiquement assurés de faire

une razzia sur le bureau. Visiblement trop confiants, ils baissent la garde et s'en vont peu à peu. Ils laissent la gauche, restée presque au complet, nouer une alliance avec LIOT pour faire élire neuf secrétaires issus du NFP sur les douze places. Le tout s'est joué entre minuit et 4 heures.

« LE CHOIX DU CHAOS »

La journée avait pris une tournure dramatique dès le premier tour de l'élection des vice-présidents. La découverte de dix enveloppes en trop dans l'urne du vote a poussé la présidente de l'Assemblée nationale et les scrutateurs à annuler le scrutin pour irrégularités. Le nombre de bulletins surnuméraires écarte l'erreur humaine et suggère plutôt une fraude. Un événement sans précédent au Palais-Bourbon. Plusieurs députés présents au dépouillement estiment qu'il s'agit d'une tentative de déstabilisation de l'institution. « Honte à ceux qui ont pratiqué cette fraude ! », lance le député (PS) de l'Essonne Jérôme Guedj dans l'Hémicycle, en exigeant l'ouverture d'une enquête interne. Lors d'un nouveau vote, les députés doivent confier leurs enveloppes à des fonctionnaires de

Le double jeu des députés de droite, censés être dans l'opposition

Malgré un groupe réduit, la Droite républicaine est parvenue à obtenir deux vice-présidences et un poste de questeur

Pour un groupe déclaré d'opposition de quarante-sept députés, la Droite républicaine (DR) a été très bien servie dans la répartition des postes du bureau de l'Assemblée nationale, vendredi 19 juillet, avec deux vice-présidences pour Xavier Breton (Ain) et Annie Genevard (Doubs) mais aussi la questure pour Michèle Tabarot (Alpes-Maritimes). Et ce n'est peut-être pas fini. Samedi, la droite espère obtenir la présidence de la commission des finances avec Véronique Louwagie.

La tradition veut que la fonction revienne à l'opposition. Considérée comme très « macroncompatible », l'élue de l'Orne présente un profil beaucoup moins hostile pour la majorité sortante que le dernier président, l'« insoumis » Eric Coquerel. « Je suis curieux de voir comme [Laurent] Wauquiez

va gérer [Véronique] Louwagie quand elle ira toujours dans le sens des macronistes », sourit Aurélien Pradié, député du Lot en rupture de ban avec Les Républicains (LR) et désormais non-inscrit.

La droite doit surtout cette pêche miraculeuse aux talents de négociateur et de contorsionniste de son nouveau président de groupe, Laurent Wauquiez. « Je vois bien la tentation des tractations, des combinaisons, pour échafauder des majorités contre nature. Ce sera sans nous », déclarait pourtant le député de la Haute-Loire dans la foulée de son élection, le 7 juillet. Mais le réalisme politique et la configuration inédite de cette XVII^e législature autorisent et permettent les rapprochements dénoncés auparavant. Jeudi, les députés DR ont voté en faveur de Yaël Braun-Pivet (Renaissance) pour permettre sa ré-

lection à la présidence de l'Assemblée. Le lendemain, le groupe présidé par Gabriel Attal leur renvoyait l'ascenseur.

L'Elysée en ligne de mire

Dans sa déclaration politique publiée jeudi, DR réaffirmait noir sur blanc son hostilité aux « combinaisons d'appareils », se disait « indépendante », tout en prétendant incarner « une opposition responsable ». Mais comment être à la fois dans l'opposition et permettre la réélection de M^{me} Braun-Pivet, en étant aux côtés du camp Macron qui est inscrit dans la majorité au Palais-Bourbon ? « Il s'agissait de tenir [les] engagements vis-à-vis de[s] électeurs et faire barrage à La France insoumise et ses alliés », avance le porte-parole du groupe, Vincent Jeanbrun (Val-de-Marne).

Faire barrage à LFI : c'est l'argument choisi par la droite pour jus-

tifier la négociation menée par Laurent Wauquiez avec Renaissance pour se partager les postes-clés à l'Assemblée. « On est revenu à la IV^e République et aux arrangements entre partis », résume un député de droite. « Lorsque vous distribuez les postes, vous les tenez, ces bourgeois de LR ! », fulmine le député de la Somme, Jean-Philippe Tanguy (Rassemblement national), accusant la droite de vouloir « cacher tout ça avec son pacte législatif bidon ».

Les Républicains préfèrent, eux, évoquer des discussions normales entre groupes et brandir le « pacte législatif », dont ils doivent donner les détails lundi après-midi lors d'une conférence de presse. « On fait des propositions sur le fond, pour former des majorités sur des textes et tant mieux si d'autres formations peuvent être intéressées », justifie la députée du

« IL S'AGISSAIT DE FAIRE BARRAGE À LA FRANCE INSOUMISE ET SES ALLIÉS »

VINCENT JEANBRUN
porte-parole du groupe
la Droite républicaine

Maine-et-Loire Anne-Laure Blin. L'initiative séduit l'aide droite de la Macronie qui veut y voir un signe d'ouverture de la part de LR pour une possible coalition gouvernementale. « C'est un pur fantasme », coupe Yannick Neuder. Proche de M. Wauquiez, l'élue de l'Isère défend la ligne du chef, celle d'une droite « indépendante » mais « constructive ».

Car pour M. Wauquiez, le Palais-Bourbon n'est pas une fin en soi. Il

visait plus que jamais l'Elysée en 2027 et théorise depuis deux ans la fin programmée du bloc central. « M. Wauquiez est persuadé que le pays est à droite, qu'il ne faut pas trop s'abîmer avec les macronistes dans un gouvernement et qu'il sera le seul capable de battre Marine Le Pen, analyse le président du groupe centriste au Sénat, Hervé Marseille. Je n'y crois pas du tout. » Avant de claquer la porte, Aurélien Pradié a eu une discussion musclée avec le nouveau chef de groupe. Quand l'élue du Lot plaide pour un gouvernement d'union nationale allant de la gauche non LFI jusqu'à la droite, il regrette la stratégie du « tas de cendres » de M. Wauquiez. « J'ai du respect pour lui, mais il a fait le pari que rien ne doit réussir d'ici à 2027 pour qu'il puisse apparaître comme le recours. »

ALEXANDRE PEDRO



Dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, lors de l'annonce de l'annulation du premier tour des élections des vice-présidents pour irrégularités, vendredi 19 juillet. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

l'Assemblée, eux-mêmes chargés de les glisser dans l'urne.

Quatre heures se sont écoulées, et l'Hémicycle s'enflamme quand quatre vice-présidents sont élus dès le premier tour grâce aux voix du RN. Le député Ian Boucard (LR, Territoire de Belfort) ouvre les hostilités lors du premier rappel au règlement de cette XVII^e législature. *« En choisissant de faire élire deux vice-présidentes de LFI, vous avez fait le choix du chaos ! »*, lance-t-il à Marine Le Pen. Il n'en fallait pas plus dans un Hémicycle où les députés étaient prêts à bondir pour s'en prendre les uns aux autres. L'autorité de Yaël Braun-Pivet, à peine élue, est déjà éprouvée. Les rappels aux règlements infondés s'enchaînent, le camp macroniste à l'attaque contre LFI, accusée de se compromettre avec le RN.

« Les LFI étant élus avec les voix du RN », le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérald Darmanin, propose sur un ton ironique qu'ils « puissent enfin leur serrer la main ». Référence au refus des « insoumis », jeudi, de serrer la main des scrutateurs d'extrême droite lors de l'élection au perchoir. Ulcérée, Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI, prend à son tour la parole : « C'est vous qui aviez voté en 2022 pour élire des vice-présidents du RN. (...) Nous n'avons jamais mis un bulletin [dans l'urne] pour l'extrême droite, et nous n'en mettrons jamais ! »

A la sortie, les députés le concèdent eux-mêmes : le spectacle qu'ils donnent est affligeant. Certains justifient cette explosion de tensions par la campagne rude, la fatigue et la chaleur étouffante. Mais il y a aussi des raisons politiques. Le plan de partage des postes-clés de l'Assemblée nationale entre Renaissance, le MoDem, Horizons, et le groupe de la Droite républicaine qui, en début de journée, semblait pouvoir tout écraser, a aggravé les clivages. « *A partir du moment où une minorité de parlementaires veut imposer sa volonté au reste de l'Assemblée, on a ce genre de résultats. Ce n'est que le début du commencement* », souffle le député (LIOT) de la Marne Charles de Courson.

A l'abri des regards, la première réunion des présidents de groupe s'est elle aussi déroulée dans une ambiance à couteaux tirés. Les poids lourds du Palais-Bourbon – Gabriel Attal, Laurent Wauquiez, Marine Le Pen, Mathilde Panot, Boris Vallaud, Eric Ciotti, Cyrielle Chatelain – n'ont pas pris de gants pour s'invectiver ou pointer du doigt la présidente de l'Assemblée. Comme un avant-goût du climat qui devrait régner dans les prochaines semaines dans une Assemblée fragmentée, dépourvue de majorité absolue. ■

MARIAMA DARAME,
RACHEL GARRAT-VALCARCEL
ET CORENTIN LESUEUR

Macron pousse pour un accord avec LR

Estimant que « personne ne l'a emporté » lors des législatives, le chef de l'Etat privilégie un rapprochement avec Les Républicains de Laurent Wauquiez, plutôt qu'avec les forces de gauche.

Emmanuel Macron s'engouffre dans le falcon présidentiel. Et respire. Jeudi 18 juillet, lorsque le président de la République quitte Woodstock, au Royaume-Uni, où vient de se tenir un sommet de la Communauté politique européenne, l'air est devenu moins oppressant. Voilà plus de dix jours que le locataire de l'Élysée a perdu la majorité – certes relative – dont il disposait à l'Assemblée nationale. Le fiasco des élections législatives donne raison à ses contempteurs, qui dénoncent son choix « *insensé* » de la dissolution, le 9 juin. Un genou à terre, le chef de l'Etat a, pour la première fois, prononcé le mot de « *défaite* », le 16 juillet, lors d'un déjeuner à l'Élysée, avec les députés de son camp. Un échec. Un de plus après « *s'en être pris une derrière la tête* », lors des européennes, selon ses propres mots, confessés dans le podcast « Génération Do It Yourself », le 24 juin.

Mais la politique est faite de coups de théâtre. Et quand M. Macron quitte le sol britannique, la candidate de Renaissance, Yaël Braun-Pivet, vient d'être réélue à la présidence de l'Assemblée. L'élu des Yvelines a arraché une courte majorité (220 voix) grâce au soutien des députés de droite, empêchant le communiste André Chassaigne, représentant du Nouveau Front populaire (NFP), d'emporter le perchoir à 13 voix près. « *Combines* », « *magouilles* », « *vol de démocratie* »... Les oppositions ont fustigé l'alliance conclue entre le camp Macron et Laurent Wauquiez, président du groupe de la Droite républicaine (DR), comprenant 47 élus.

En retrouvant sa place à l'hôtel de Lassay, Yaël Braun-Pivet donne l'image d'une Macronie s'accrochant au pouvoir, faisant fi de la soif d'alternance exprimée lors des législatives. Peu importe. M. Macron savoure. Voici, à ses yeux, la démonstration que l'alliance de gauche – qui avait crié victoire le 7 juillet – n'est pas en droit de lui imposer quoi que ce soit à Matignon. L'élection à la présidence de l'Assemblée *« dit où est le centre de gravité de la vie politique »*, s'enorgueillit-on à l'Élysée. *« Emmanuel Macron est redevenu le maître des horloges »*, salue l'ex-sénateur Les Républicains (LR) Pierre Charon, confident du chef de l'Etat.

Une manche remportée

Jamais, depuis le second tour des législatives, M. Macron n'a admis l'avance du NFP. L'alliance de gauche était arrivée en tête de ce scrutin, avec 193 députés, devant le bloc central (Renaissance-MoDem-Horizons), qui compte 166 députés, et le Rassemblement national, avec 126. Mais elle ne dispose pas de majorité absolue. « *Personne ne l'a emporté* », appuie le chef de l'Etat, dans une lettre aux Français, diffusée le 10 juillet. Comme un avertissement lancé à l'attelage formé par les socialistes, les communistes, les écologistes et les « insoumis » qu'il n'est guère nécessaire de phosphorer sur le nom d'un éventuel premier ministre. M. Macron refusera toute proposition qui ne permettrait pas de dégrader une « *majorité solide* », fait savoir l'Elysée. « *Le vrai péril, selon Emmanuel Macron, c'est que la gauche gouverne* », enrage Gaspard Gantzer, ex-communicant de François Hollande.

Avec la réélection de Yaël Braun-Pivet au perchoir, le président de la République vient de remporter une manche face au NFP. Et imagine prendre de vitesse l'alliance de gauche pour former une majorité, en ouvrant les bras à la droite. « *Les électeurs nous demandent de faire ce que nous n'avons pas réussi à faire en 2022* », juge un conseiller

**AU SEIN DU CAMP
PRÉSIDENTIEL,
LES DÉPUTÉS DE
L'AILE GAUCHE
OBSERVENT CE TANGO
AVEC LA DROITE
D'UN AIR RÉSIGNÉ**

du chef de l'Etat. Les Républicains n'ont jusqu'ici pas été des partenaires fiables, mais l'Elysée observe que Laurent Wauquiez, hier hermétique à une alliance avec le pouvoir en place, suggère de travailler sur un « **pacte législatif** ».

Signe de la volonté de M. Macron de s'entendre avec la droite : mardi 16 juillet, ce dernier a repris l'expression de M. Wauquiez en demandant à ses troupes de « *mettre une proposition sur la table en vue d'une coalition majoritaire ou d'un pacte législatif* ».

Le « deal » conclu jeudi, à l'Assemblée, pourrait donc être le premier épisode d'un rapprochement plus franc avec la droite. « *On y arrive enfin* », s'emballe Franck Louvrier (LR), maire de la Baule, proche de Nicolas Sarkozy, fervent défenseur d'un accord entre son parti et M. Macron. Un « *vent d'optimisme* » souffle, se réjouit Eric Woerth, élu (Renaissance) des

L'Oïse, issu de LR. Certes, cette coalition ne rassemblerait qu'un peu plus de 200 députés. Loin de la majorité absolue, fixée à 289 sièges. Mais « *le temps des majorités impériales est révolu* », juge Eric Woerth.

En coulisse, Xavier Bertrand, président (LR) des Hauts-de-France et proche du ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, dit se « préparer », laissant entendre qu'il serait prêt à diriger un gouvernement d'union. Il est peu probable que M. Macron offre Matignon à celui qui a voulu lui ravir son poste en 2022. Mais « *tout s'étudie par principe* », dit-on à l'Elysée alors que la candidature de l'économiste Laurence Tubiana, soutenue par une partie de la gauche – hors LFI – a laissé l'entourage du chef de l'Etat de marbre.

Un «ethos de droite»

Au sein du camp présidentiel, les députés de l'aile gauche observent ce tango avec la droite d'un air résigné. « *Le blocage de la gauche* [qui] refuse tout dialogue avec le camp [Macron] induit qu'on ne peut discuter qu'à droite pour le moment », note Stella Dupont, députée (Rennaissance) du Maine-et-Loire, issue du Parti socialiste.

Pour pousser leurs pions, les partisans d'une coalition avec la droite, dont fait partie M. Darmarin, de plus en plus proche du chef de l'Etat, affirment que « *le pays est à droite* ». Depuis le 7 juillet, l'en-

tourage de M. Macron juge que le message envoyé par les électeurs lors des législatives traduit une demande de plus de fermeté dans le domaine régalien, combiné à un effort sur le pouvoir d'achat, pour que « *le travail paie plus* ».

Ancrer la Macronie au parti de M. Waquiez, sans regarder à gauche, signifierait la mort du projet initial de 2017, alertent les fidèles de la première heure du chef de l'Etat. Officiellement, M. Macron rassure les siens, plaidant pour un « *large rassemblement* », qui irait de la droite républicaine à la social-démocratie. Mais peu de signaux sont envoyés à la gauche. « *Déjà, en 2022, Elisabeth Borne annonçait légiférer autrement. On a vu le résultat* », moque Jérôme Guedj, député socialiste de l'Essonne.

Brièvement encarté au Parti socialiste, le chef de l'Etat avouait en 2018 avoir un « *ethos de droite* ». Dès janvier 2019, le président des députés macronistes Gilles Le Gendre s'alarmait : les parlementaires étaient désarçonnés par l'accumulation de mesures (suppression de l'impôt sur la fortune, texte asile-immigration...) s'appuyant sur la jambe droite de la majorité. Mais le député de Paris, qui s'en émouvait auprès du premier ministre de l'époque, Edouard Philippe, ex-LR, se voyait répondre : « *Au sein de l'exécutif, le plus à droite, ce n'est pas moi.* » ■

CLAIRE GATINOIS



« Jean-Luc Mélenchon veut pousser les socialistes à la faute »

Pour le politologue Rémi Lefebvre, le blocage des négociations pour Matignon « révèle le cœur des désaccords stratégiques à gauche »

ENTRETIEN

Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille, auteur de *Faut-il désespérer de la gauche ?* (Textuel, 2022), analyse les blocages politiques d'un Nouveau Front populaire (NFP) arrivé en tête des élections législatives le 7 juillet, mais qui peine à s'entendre pour proposer un nom pour Matignon.

A l'issue des législatives, le NFP pouvait-il ne pas déclarer qu'il avait gagné même si c'était une victoire en demi-teinte ?

Non, c'était impossible. Idéologiquement, c'était important d'affirmer cette victoire, parce que le peuple de gauche la réclame, même s'il ne l'attendait pas. La gauche ne peut pas perdre la face et laisser le « point » à Emmanuel Macron.

Mais la suite, on le constate, est très compliquée. D'un certain point de vue, on peut dire que Jean-Luc Mélenchon [*le leader de La France insoumise, LFI*] a « cornérisé » la gauche, même si c'était surtout une manière de mettre d'emblée la pression sur le Parti socialiste [*PS*]. Il dicte le tempo. Il a réagi très vite, à 20 h 03, au soir du second tour des législatives, mais il y a une forme d'irresponsabilité puisque les difficultés n'ont pas été anticipées.

Pourquoi les négociations à gauche pour s'accorder sur le nom d'un premier ministre achoppent-elles ?

D'abord parce que le rapport de force à gauche a changé. Le PS est moins fragile. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale a beaucoup progressé tandis que celui de LFI a stagné. Ensuite, parce qu'il n'y a qu'un seul poste de premier ministre alors qu'il y a 577 circonscriptions... C'est la même difficulté, au fond, que pour produire un candidat unique à la présidentielle.

« Toute la construction politique de LFI est appuyée sur la présidentielle »

Il y a, enfin, des doutes sur la méthode de désignation à adopter. Ne faut-il faire voter que les députés ? Ou associer les sénateurs, alors que les « insoumis » n'en ont pas ? Se fonder sur le poids des groupes à l'Assemblée ? Sur le score aux européennes ? Sur les scores de la présidentielle de 2022 ? Il n'y a pas d'étalon de jugement et de négociation faisant consensus et autorité. Il est donc normal que le processus mette du temps à se décanter. Le plus étonnant eut été que ça aille vite. La séquence révèle le cœur des désaccords stratégiques à gauche : avec qui gouverne-t-on ? Comment ? Pour quoi faire ? Ces questions ne sont pas tranchées car la perspective de l'exercice du pouvoir s'était de fait éloignée ces dernières années : d'où l'impréparation de la gauche sur ces questions.

Comment les forces de gauche peuvent-elles anticiper la suite ?

Chaque force ne joue pas de la même manière la prochaine étape. Le PS rejoue son statut de parti à l'éthique de responsabilité. Il n'imagine pas un gouvernement viable sans un profil de premier ministre « apaisé », ce qui, à mon avis, ne suffira même pas.

LFI joue le jeu de l'unité, mais à ses conditions, et le parti est d'autant plus enclin à ne rien lâcher qu'il sait, à juste titre, que ce gouvernement, s'il existe, aura une durée de vie limitée. Jean-Luc Mélenchon veut créer une dramaturgie de l'échec à gauche : tomber sans sacrifier la pureté idéologique, afin de prendre date pour la suite.

On se demande si les « insoumis » veulent vraiment gouverner...

On a l'impression, effectivement, qu'ils attendent pour ce faire des conditions qui paraissent impossibles à réunir. C'est l'unité, mais à leurs conditions, ou bien le chaos, la crise de régime. Ils veulent pousser Emmanuel Macron à la démission. Pourquoi pas...

Mais la route pour y parvenir n'est pas très claire. Jean-Luc Mélenchon continue à penser à l'élection présidentielle de 2027. N'oublions pas que toute la construction politique de LFI est appuyée sur la présidentielle : c'est-à-dire tordre la main aux électeurs de gauche pour imposer le leader « insoumis » comme seule option et arriver au second tour face à Marine Le Pen. Jean-Luc Mélenchon continue de penser que la présidentielle est la matrice de la vie politique française.

C'est peut-être une erreur de jugement : une « reparationtarisation » est à l'œuvre. En tout cas, cette stratégie est fondée sur le maintien d'un leadership de LFI sur la gauche, sauf que celle-ci est en train de vaciller. Déjà, les « insoumis » insoumis [*Clémentine Autain, François Ruffin, Alexis Corbière...*] ont fait sécession. Jean-Luc Mélenchon veut aussi pousser le PS à la faute, d'autant qu'une partie des socialistes veraient d'un bon œil une recomposition au centre gauche. Pour l'instant, elle semble impossible. Les macronistes de gauche n'ont pas réussi à créer un groupe mais « la poutre travaille encore », et le jeu parlementaire reste ouvert.

La « guerre des gauches » reste-t-elle d'actualité ?

Olivier Faure, le premier secrétaire du PS, reste calé dans la roue de LFI, car Jean-Luc Mélenchon veut pousser le PS à la faute. Or ce parti a besoin de LFI pour s'ancrer à gauche. Le PS colle donc à LFI pour ne pas lui laisser un trop

grand espace. Tout le monde veut garder le totem de la pureté. Le PS ne veut surtout pas susciter un procès en trahison alors même qu'il a restauré sa légitimité de gauche. Seule l'adoption du scrutin proportionnel peut libérer à terme le PS de LFI. Les Ecologistes doivent beaucoup à LFI aussi : le maintien de leurs circonscriptions dépend d'eux. Ils auraient pu être une solution de compromis mais ils ont très peu de dirigeants crédibles. Conclusion : les écologistes et les socialistes apparaissent encore fortement attachés à une force, LFI, et à un leader, Jean-Luc Mélenchon, très disqualifiés dans l'opinion.

La perspective d'un gouvernement mort-né nécessite-t-elle qu'on sacrifie l'unité de la gauche ?

Si la gauche tient à son unité, elle ne peut pas gouverner. Mais cette unité est-elle une fin en soi ? Plus la gauche tarde à se mettre d'accord sur un dispositif gouvernemental, plus la victoire symbolique fragile du second tour va s'émousser. Et il faudra justifier cet échec. Si on dézoome, on voit que l'alliance à gauche ne fonctionne que quand elle est défensive. La Nouvelle Union populaire, écologique et sociale et le NFP ont été conclus très rapidement, pour lutter contre le Rassemblement national et, surtout, sauver les circonscriptions et les groupes parlementaires. Au-delà, l'union achoppe, car ses contradictions deviennent insolubles.

Matignon s'éloigne-t-il pour la gauche ?

L'élection de Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale, jeudi, est un mauvais signe pour la gauche. Son incapacité à produire un premier ministre va alimenter le narratif du pouvoir sur « la gauche n'est pas majoritaire ». ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURENT TELO

Un homme radicalisé et armé interpellé après deux jours de traque

Derek R. est soupçonné d'avoir tenté d'égorger un chauffeur de taxi dans la Sarthe

L'individu de 26 ans purgeait, jusqu'à juin, une peine trois ans de prison au cours de laquelle il se serait radicalisé

Quelques jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques (JO), prévue vendredi 26 juillet, a-t-on échappé de justesse à un attentat djihadiste en région parisienne ? Le soulagement était en tout cas perceptible, au sein des services de lutte antiterroriste, quelques heures après l'interpellation, vendredi 19 juillet peu après minuit, dans les Yvelines, d'un homme radicalisé, lourdement armé et dangereux, au terme de deux jours de traque.

Derek R., 26 ans, était sorti de détention fin juin, après avoir purgé une peine de trois ans de prison pour des faits de droit commun, période au cours de laquelle il se serait radicalisé, explique une source proche de l'enquête. Le profil inquiétant de ce délinquant converti à l'islam lui avait valu, à sa libération, d'être visé par une mesure individuelle de contrôle administratif et de surveillance (Micas), qui prévoit des pointages réguliers au commissariat et des limitations de déplacement, précise *Le Figaro*, qui a révélé cette affaire.

Autant d'obligations qu'il avait jusqu'ici respectées. Mais dans la nuit du mardi 16 au mercredi 17 juillet, à La Ferté-Bernard (Sarthe), petite ville située à une quarantaine de kilomètres au nord-est du Mans, Derek R. a appelé un taxi. Sitôt monté dans le véhicule, il a menacé le chauffeur avec une arme de poing « *en tenant des propos favorables au Hamas* [palestinien] et à “*ses frères musulmans*” », avant de lui demander de le déposer dans un lieu isolé de cette commune de près de 9 000 habitants, détaille le Parquet national antiterroriste (PNAT).

Le chauffeur légèrement blessé

Il a alors, selon les premiers éléments de l'enquête, demandé au chauffeur de descendre du véhicule, et lui a attaché les pieds et les mains avant de tenter de « *l'égorger avec une feuille de boucher* », poursuit le PNAT. Le chauffeur, qui n'a été que légèrement blessé, est parvenu par miracle à s'enfuir et s'est réfugié chez un riverain, d'où il a appelé les secours. Son agresseur est, lui, reparti à bord du taxi, qui sera retrouvé abandonné à La Ferté-Bernard.

L'identification de l'assailant, armé d'un pistolet, d'un fusil et d'un couteau, a conduit le PNAT à ouvrir le jour même une enquête pour « tentative d'assassinat en relation avec une entreprise terro-

riste » et « association de malfaiteurs terroriste », confiée à la sous-direction antiterroriste (SDAT) en tant que service coordinateur.

Après quarante-huit heures de cavale, le fugitif a finalement été placé en garde à vue dans les locaux de la SDAT. Sept personnes, « *hommes et femmes de l'entourage du principal suspect* », ont également été placées en garde à vue, précise le PNAT.

Pourquoi Derek R. a-t-il braqué le véhicule de ce chauffeur de taxi ? Pourquoi a-t-il tenté de l'assassiner ? Avait-il prévu de se rendre à bord de son véhicule, lourdement armé, jusqu'en région parisienne, où il a finalement été retrouvé, pour y commettre un attentat ? Autant de questions que se posent les services d'enquête et que la garde à vue du suspect, qui peut durer jusqu'à quatre-vingt-seize heures, permettra peut-être d'éclaircir.

La menace terroriste djihadiste reste élevée à l'approche des JO. Si les services de renseignement n'ont à ce jour détecté aucune campagne significative de mobilisation émanant de groupes terroristes depuis l'étranger, le risque principal demeure la menace dite endogène (les passages à l'acte spontanés d'acteurs locaux). Elle est portée par les individus rentrés de Syrie ces dernières années, de jeunes adolescents séduits par la propagande djihadiste et les sortants de prison, comme Derek R.

Afin de circonscrire le risque à l'approche de l'événement, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, avait demandé aux préfets, début mai, de renforcer les mesures d'entraves administratives contre certains individus radicalisés. Parmi ces dispositions figurent les Micas, généralement décidées à la sortie de prison, comme celle à laquelle était soumis Derek R. avant son passage à l'acte. ■

SOREN SEELOW

Christian Estrosi évince des proches d'Eric Ciotti de la métropole de Nice

Le maire de Nice avait démissionné de ses fonctions pour provoquer une nouvelle élection

NICE - correspondance

Sans surprise, Christian Estrosi a été réélu à la tête de la Métropole Nice-Côte d'Azur, vendredi 19 juillet. Le maire de Nice avait annoncé sa démission le 10 juillet, avant d'indiquer dans la foulée qu'il se représentait à ce poste. La manœuvre était destinée à évincer des élus proches d'Eric Ciotti, son ennemi juré – président contesté du parti Les Républicains (LR) depuis son ralliement au Rassemblement national (RN), en juin –, avec lequel il est en rivalité dans l'optique des municipales de 2026. Seule une démission du président permet en effet de convoquer une nouvelle élection, afin de réorganiser l'exécutif de la métropole. C'est chose faite : 20 vice-présidents, tous des soutiens de M. Estrosi, ont été nommés dans la foulée.

Avec l'assurance d'être réélu grâce aux votes des communes amies de Saint-Laurent-du-Var et de Cagnes-sur-Mer, le maire de Nice et ses proches avaient décidé

de cette opération en quelques heures, le 10 juillet, histoire de faire le « *ménage* » à la métropole. Certains élus se sont affichés, pendant la campagne des législatives, comme des soutiens d'Eric Ciotti, en saluant, sur les réseaux sociaux, sa réélection comme député des Alpes-Maritimes, à l'issue du second tour, dimanche 7 juillet, avec le soutien de l'extrême droite, ou en prenant parti pour Christelle D'Intorni et Bernard Chaix, également élus des Alpes-Maritimes à l'Assemblée nationale, sous les couleurs LR-RN. Impossible, pour le camp estrosiste, « *de laisser ces gens-là, non républicains, à des postes exécutifs à la métropole* », avait expliqué Anthony Borré, premier adjoint à la mairie de Nice.

Laborieuse valse

Une fois Christian Estrosi réélu président, le conseil métropolitain a dû procéder, pendant de longues heures, au vote de ses vice-présidents. Une laborieuse valse, dans laquelle les personnalités locales ayant été un peu

trop bruyantes dans leur soutien envers Eric Ciotti ont perdu leur siège. Parmi les élus visés, Xavier Beck, maire de Cap-d'Ail, jusque-là membre de l'exécutif métropolitain en tant que vice-président aux transports scolaires et aux affaires juridiques. Gaël Nofri et Martine Ouaknine, deux proches du maire de Nice, récupèrent ses délégations.

D'autres membres ont été obligés de se prononcer quant à leur positionnement « *ambigu* », dit-on en interne. Ceux qui ont accepté de signer la charte imposée par Christian Estrosi ont pu conserver leur siège. C'est le cas,

Ceux qui ont accepté de signer la charte imposée par Christian Estrosi ont pu conserver leur siège

par exemple, d'Antoine Vérain, maire de Levens et ancien vice-président à la culture et à la forêt, qui garde ainsi un siège dans l'exécutif, mais en tant que vice-président à l'agriculture.

Affaibli par les résultats décevants de ses soutiens locaux aux législatives, Christian Estrosi se retrouve tout de même avec une forte majorité à la métropole. Majorité, d'ailleurs, à laquelle il a demandé de se regrouper sous la bannière « Le Rassemblement républicain ». Parmi les cinq engagements qu'impose cette bannière, les membres promettent de « *refuser toute alliance avec le Rassemblement national et La France insoumise* ». Juste avant que la séance ne commence, plusieurs membres de l'opposition ont tenté de faire connaître leur colère quant à la manœuvre. L'identitaire Philippe Vardon (Reconquête !) avait dénoncé devant la presse une « *pantalonnade* », une « *mascarade* ». C'est une « *chasse aux estrosceptiques* », avait-il résumé. Une chasse, semble-t-il, efficace. ■

SOFIA FISCHER

JUSTICE
Forte baisse des peines de travail d'intérêt général depuis 2015

Les peines de travail d'intérêt général, remplaçant l'emprisonnement, ont baissé de 34 % entre 2015 et 2022, selon des données publiées, vendredi, par le ministère de la justice. En 2022, les juridictions pénales en ont prononcées 16 560, soit le « *plus faible nombre* » depuis 2013 (en dehors de l'année 2020, marquée par la pandémie de Covid-19). – (AFP)

Un néonazi condamné à deux ans de prison pour avoir proféré des menaces sur Internet

Un homme de 19 ans appartenant à la mouvance néonazie a été condamné, dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 juillet, à deux ans d'emprisonnement par le tri-

bunal correctionnel de Paris et aussitôt incarcéré. Interpellé mercredi 17 juillet dans le Bas-Rhin, il lui était reproché d'avoir publié, le 8 juin, sur une boucle Telegram, sous le pseudonyme « *Panzer DAF (Division aryenne France)* », une recette pour préparer des explosifs et d'avoir appelé à commettre des « *ratonnades* ». – (AFP)

FAIT DIVERS
Deux morts par balles à Bobigny

Deux personnes ont été tuées par balles et une troisième a été grièvement blessée, dans la soirée de vendredi, à Bobigny, lors d'une fusillade qui, selon une source policière, est probablement liée au trafic de stupéfiants. Les trois victimes sont connues des autorités pour ce type d'activités. – (AFP)

Le désarroi de maires ruraux face à la montée du RN

Après les législatives, ces édiles oscillent entre abattement et volonté de ne pas céder le terrain

Lors des dépouillements aux élections législatives anticipées, il leur a fallu répéter le nom d'un candidat du Rassemblement national (RN) des dizaines de fois. Ils étaient déjà passés par là en 2022, en 2017... Avec, à chaque fois, davantage de voix qui s'agrégent. La montée de l'extrême droite, voilà des années que les maires ruraux la subissent et tentent de l'endiguer.

Maire socialiste de Bram, 3300 habitants, dans le Lauragais audois (Aude), Claudie Faucon Mejean ne s'habitue pas. Certes, le parti de Marine Le Pen a raté la dernière marche du pouvoir. Mais dans son département, terre viticole historiquement très à gauche du Midi rouge, les trois députés RN sortants ont de nouveau fait le grand chelem. « C'est raide, vraiment raide. J'ai versé quelques larmes », raconte-telle. Réélue maire depuis 2011, l'édile est frappée par le fossé qui se creuse entre le local et le national : « Les mêmes qui me donnent 72 % au premier tour des municipales me disent "vous savez qu'on est avec vous, hein, c'est super ce que vous faites, par contre là, on vote Bardella parce qu'il y en a marre". » Et cette fameuse phrase : « On n'a pas essayé. »

« C'est pas contre toi, Gilles, mais ça peut plus durer : on fait que payer, les feignants, y en a marre », s'entend également dire Gilles Noël, maire (divers gauche) de Varzy et président des maires ruraux de la Nièvre. Le 7 juillet, la circonscription historique de « Tonton » Mitterrand est elle aussi tombée dans l'escarcelle du RN – Julien Guibert a été élu à 54,8 % face à Christian Paul, une figure du Parti socialiste (PS) investie par le parti contre l'avis de la fédération locale.

Conscients que leur action n'est pas en cause dans ce vote national, les élus de terrain n'en accusent pas moins le coup, eux qui se veulent des repères et des remparts républicains. « Nous, les maires ruraux, on est désespérés, on sait plus quoi faire, lâche Gilles Noël. On se dit "comment diable je peux continuer à travailler sur le vivre-ensemble si je n'arrive pas à trouver les mots pour que mes administrés puissent prendre de la distance et revoir leur vote ?" »

« Pour nous, c'est la double peine : on avait déjà le RN et on ne bénéficie pas du sursaut républicain qui a eu lieu ailleurs », renchérit M^{me} Faucon Mejean. Bien placée pour parler de la « concurrence des misères » qu'instrumentalise le RN dans un département qui compte



XAVIER LISSILLOUR

« C'est pas contre toi, Gilles, mais ça peut plus durer : on fait que payer, les feignants, y en a marre », s'entend dire Gilles Noël, maire de Varzy (Nièvre)

parmi les plus pauvres de France et accueille une forte main-d'œuvre immigrée, l'élu ne ménage pas ses efforts pour améliorer le quotidien. « Et on peut pas dire que Bram est une commune abandonnée. On a une sortie d'autoroute, une gare, ce qu'il faut de services, encore quelques médecins. »

Même désarroi chez la maire de Langres (Haute-Marne), Anne Cardinal, qui fait figure d'exception socialiste dans un département rural de tradition gaulliste où le RN a réussi à s'enraciner. Le député

RN sortant, Christophe Bentz, a été réélu (53,9 %), malgré des propos racistes et anti-IVG. « On a tout ce qu'il faut de services, jamais augmenté les impôts, sacralisé le budget aux assos, des fêtes, quasiment pas de chômage, pas de violences urbaines... Et pourtant, on a quand même le RN. »

« CNews, C8 et BFM en boucle »

« Gilets jaunes », Covid-19, réforme des retraites, crise agricole... Les crises récentes ont laissé des traces, rappellent les élus, inquiets de constater une certaine « agressivité ambiante », du repli sur soi et la montée de discours anti-immigrés et anti-assistés si difficiles à enrayer. Et ce, y compris dans des communes où il fait a priori bon vivre. Tous soulignent le rôle joué par des chaînes comme CNews, détenue par le milliardaire Vincent Bolloré. Après avoir toqué aux 1700 portes de sa commune, la maire de Bram se dit effarée : « CNews, C8 et BFM tournent en boucle, du matin au soir. On a des gens qui ne sortent plus de chez eux. C'est du bourrage de crâne. Pas

besoin d'aller chercher des explications plus loin : on dit aux gens ce qu'il faut qu'ils pensent et votent. »

Même constat pour Gilles Noël, qui demande à bien vouloir changer de chaîne lorsqu'il entre dans le bar de Varzy. « Les discussions tombent... », constate-t-il aussi, conscient qu'on ne s'autorise pas des paroles aussi décomplexées en présence du maire. Mais il a bien vu « la rage » avec laquelle certains se sont « rués sur les bulletins RN », leur « envie de renverser la table ». Et cet autre symbole, sur les terres de Mitterrand : « En vidant les poubelles, je n'ai retrouvé que des bulletins de gauche froissés. »

Maire sans étiquette (SE) du village voisin de Trucy-l'Orgueilleux, où il vit depuis trente ans, et chirurgien à l'hôpital d'Auxerre, Azeddine Filali est quant à lui convaincu qu'il ne s'agit pas « d'une histoire de racisme, mais de ras-le-bol ». Du moins dans sa circonscription. « La preuve, je suis le maire. » Ses administrés lui parlent pouvoir d'achat, charges... Jamais de ses origines marocaines. « Quand je me suis présenté, ils

étaient contents de voter pour moi. Ils ne me voient pas comme un immigré, mais comme celui qui gère la vie locale. » Prononcer 82 fois le nom du candidat RN au second tour des législatives n'en fut pas moins « brutal ». « Mais il faut écouter, essayer de comprendre », considère-t-il. « Il faut être encore plus présent, ne pas laisser le terrain aux députés RN. »

Car ces derniers ont bien compris l'intérêt de ratisser les marchés, vide-greniers, comités des fêtes, cérémonies... « Ils savent aller jusque dans les plus petits villages éloignés des chefs-lieux pour flatter le sentiment d'abandon », déplore Jean-Paul Carteret, maire (SE) de Lavoncourt, en Haute-Saône, où les deux députés RN sortants ont été réélus.

« A nous de bosser, de résister »

« Le [Julien] Rancoule [député RN de la 3^e circonscription de l'Aude], il est partout, à boire des bières jusqu'à 3 heures. Comment voulez-vous qu'on fasse le poids ? On a beau expliquer que c'est pas ça être député, on passe pour des rabat-

« Les députés RN savent aller jusque dans les plus petits villages pour flatter le sentiment d'abandon »

JEAN-PAUL CARTERET
maire de Lavoncourt
(Haute-Saône)

joies. C'est déstabilisant », soupire M^{me} Faucon Mejean.

« Ce qui est dur, c'est qu'il n'y a pas d'explication rationnelle. Donc on n'a pas vraiment de prise », constate Luc-Henri Jolly, premier adjoint à Rosoy. « Là où on peut agir, c'est sur l'explication des faits, veut croire M^{me} Chappuit. A nous tous, élus, journalistes, de contredire les idées reçues, de montrer tout ce qui va bien. »

A l'heure où les formations de gauche se divisent autour du choix d'un premier ministre, les maires ruraux refusent de céder à l'abattement. « Certains se demandent si ces sacrifices valent encore le coup et s'ils vont repartir en 2026 [pour les élections municipales] », souligne Emilie Agnoux, cofondatrice du think tank Le Sens du service public, dans une note pour la Fondation Jean Jaurès sur les trois semaines de campagne des législatives en Corrèze.

« Si on abandonne cette proximité-là, alors oui, en 2026, ils gagneront des mairies, met en garde M^{me} Faucon Mejean, combative. A nous de bosser, de résister, pied à pied. » « Y'a qu'en étant sur le terrain qu'on peut apporter un contre-discours, en allant discuter au foot, au bistrot », estime Pierrick White, directeur de cabinet de la maire de Langres, qui exhorte politiques, syndicats et associations à reprendre pied dans les campagnes.

Vice-présidente de l'Association des maires ruraux de France, M^{me} Chappuit reste amère quant au sort réservé par Emmanuel Macron aux milliers de cahiers de doléances rédigés par les Français il y a cinq ans, au sortir de la crise des « gilets jaunes ». Une initiative qu'avaient soufflée les maires ruraux au chef de l'Etat. « Il y avait toute la matière pour comprendre et éviter d'en arriver là. » ■

CAMILLE BORDENET

Le plan de Pierre-Edouard Stérin pour la droite et l'extrême droite

L'entrepreneur conservateur, exilé fiscal en Belgique, a lancé un projet, baptisé « Périclès », qui vise à aider LR et le RN à conquérir le pouvoir

L'identité française, le libéralisme et l'« anthropologie chrétienne » en étondards. Le socialisme, le « wokisme » et l'immigration en adversaires déclarés. Le Rassemblement national (RN) et Les Républicains (LR) en partenaires identifiés. Depuis un an, le milliardaire conservateur Pierre-Edouard Stérin, exilé fiscal en Belgique, avance ses pions dans le monde politique avec un projet chapeauté par une association, créée le 7 juillet 2023, baptisé « Périclès ». L'Humanité, dans son édition datée du vendredi 19 juillet, révèle le contenu d'un document interne aux équipes de Pierre-Edouard Stérin, présentant les objectifs de son entreprise visant à mener la bataille des idées.

Ce document confidentiel, en date de l'automne 2023, par ailleurs obtenu par Le Journal du dimanche, envisage l'investisse-

ment de 150 millions d'euros sur dix ans, pour « permettre la victoire idéologique, électorale et politique » de la droite et de l'extrême droite. L'aboutissement d'une démarche entamée depuis plusieurs années par l'entrepreneur catholique, qui rêve de faciliter l'accession au pouvoir d'idées identitaires et islamophobes, portées par l'extrême droite, associées au logiciel libéral et conservateur de la droite française.

Le document, d'une vingtaine de pages, dévoile aussi l'avancement de son entreprise d'association avec le RN. Marine Le Pen et Jordan Bardella sont jugés comme les deux personnalités sur lesquelles l'équipe de Périclès détient déjà une « influence réelle ». Le numéro deux de M. Stérin, François Durvy, à la tête de son fonds d'investissement Otium Capital, est en effet l'un des hommes de confiance de Marine Le Pen et était, selon les

informations du Monde, l'un des trois principaux rédacteurs du programme de Jordan Bardella pour les élections législatives.

« Guérilla juridique »

Le document décrit, par ailleurs, une aide concrète apportée au RN dans la préparation des élections municipales de 2026. Selon les termes employés, dans le but pour le parti lepéniste de gagner trois cents villes dans ce scrutin, un projet de conseil a été « validé par la direction du parti et l'EM [état-major] aux Estivales 2023 ». Soit la rentrée politique du parti présidé par M. Bardella, à Beaucaire (Gard), en septembre 2023. Une équipe par département devait identifier villes cibles et candidats, sous la houlette de Gilles Pennelle, qui était alors directeur général du RN, et a depuis démissionné. « Cette première mission de conseil ne rend le RN ni exclusif

Le document décrit une aide concrète au RN dans la préparation des élections municipales de 2026

ni prioritaire vs [par rapport aux] autres partis », peut-on lire. Interrogés sur ce point et la nature de leurs relations avec l'équipe de Périclès, Marine Le Pen et le RN n'ont pas répondu. Arnaud Rérolle, fondateur de l'association, n'a pas donné suite à nos sollicitations.

Le plan dévoile d'autres projets, dont le plus concret est une école de formation de candidats aux élections municipales, déjà lancée.

Mais aussi le lancement ou le rachat d'un think tank : la première piste est désormais privilégiée et doit voir le jour à l'automne. Une entreprise de « guérilla juridique » sur les thématiques chères au milliardaire est également lancée, sous la houlette d'un avocat belge et en lien avec le médiatique Thibault de Montbrial.

Enfin, M. Stérin souhaite constituer une « réserve » d'hommes et de femmes, jusqu'à un millier, prêts à devenir candidats, experts, technocrates, pour être placés dans les ministères et administrations en cas de victoire de l'extrême droite en 2027. Le milliardaire s'appuie notamment sur l'Institut de formation politique, d'où sont issus de jeunes collaborateurs des parlementaires LR et RN, et dirigé par Alexandre Pesey, un proche de M. Stérin. Ce projet a été partiellement mis en application dans l'urgence de l'union en-

tre Eric Ciotti et le RN, en juin. Plusieurs candidats issus de la galaxie Stérin avaient été investis sur le contingent alloué à Eric Ciotti.

Ces derniers mois, M. Stérin prend soin de préciser que son initiative vise à réunir les droites. Laurent Wauquiez, qui a repris la barre de LR, est l'un de ses interlocuteurs politiques réguliers. François Durvy tente de relativiser la portée des ambitions de Périclès : « Le document pêche par optimisme, à la manière d'un Power Point de présentation pour les investisseurs. Mais Pierre-Edouard se dit qu'il y a la place, dans le marché politique, pour un McKinsey des partis de droite. » Ce soutien pourrait-il intervenir dans le cadre de la réorganisation du RN, prévue à la rentrée, ou du réveil de son école des cadres ? « Moins que fournir des personnes, nous pourrions leur conseiller une méthode. » ■

CLÉMENT GUILLLOU

A Paris, la galère des étudiants pour se loger

Les prix élevés, l'offre locative en baisse et la concurrence des Jeux olympiques compliquent les recherches

Juliette Favarel-Denat le reconnaît : elle a eu « *un gros coup de bol* ». Prise en master 1 de journalisme à Sciences Po Paris à partir de septembre, la jeune femme de 22 ans, auparavant étudiante à Nancy puis à Berlin, a cherché durant plusieurs semaines une colocation pour elle et une de ses amies. Elle a parfois répondu à quinze annonces par jour, sur tous les sites possibles : PAP, SeLoger, Le Bon Coin, Gens de confiance... « *Ça a été une vraie galère ! Plein de propriétaires refusent d'embler les colocs et beaucoup d'annonces concernaient seulement la période des Jeux olympiques.* »

En cours de route Juliette Favarel-Denat, dont le père est agriculteur et la mère assistante d'éducation, et son amie ont dû augmenter leur budget de 1200 à 1400 euros mensuels, revoir leurs attentes à la baisse côté superficie et élargir leur zone de recherche autour de Paris. Mais même avec cette rallonge financière, elles se sont heurtées à la question des garants, les agences immobilières exigeant des revenus trois fois supérieurs au prix du loyer.

Étudiants « navetteurs »

Sur les dizaines d'e-mails envoyés et coups de fil passés, elles n'ont décroché que quatre visites en visio. Aucune n'a abouti. Jusqu'à cette annonce publiée par erreur. « *Le propriétaire voulait la mettre en ligne seulement en septembre, il l'a vite dépubliée, mais comme j'avais des alertes, j'ai eu le temps de l'appeler et de le convaincre* », explique Juliette Favarel-Denat. Les filles ont décroché l'appartement : 34 mètres carrés (un salon, deux chambres, dont une toute petite), dans le 14^e arrondissement de Paris, à trente minutes en transport de Sciences Po. « *La distance était notre premier critère. Je vais avoir cours de 8 heures à 18 heures, sans compter le travail à la maison ; faire deux heures de trajet en plus par jour ne me paraissait pas jouable* », poursuit-elle.

Cette proximité a un coût : 1212 euros de loyer, auquel il faudra ajouter le chauffage. Sur sa part, elle touchera 170 euros d'aide au logement (APL). Pour le reste, elle vivra avec sa bourse du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (crous, 145 euros par mois), celle de Sciences Po (environ 100 euros) et ses économies. « *J'ai la grande chance que mes parents m'aident*, reconnaît Juliette Favarel-Denat, qui sait que le coût de la vie à Paris va peser sur son budget. *J'aurai la possibilité de faire ma deuxième*

année de master en alternance et j'y compte bien ! »

Chercher un logement lorsqu'on est étudiant est rarement une partie de plaisir, mais pour ceux qui étudient à Paris, la tâche est encore plus lourde et ne cesse de se compliquer. Les logements vacants, les pieds à terre et les locations touristiques représentaient près d'un logement sur cinq dans la capitale en 2020, selon l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR). Ces trois dernières années, le nombre d'annonces sur Airbnb a quasiment triplé en Ile-de-France, calcule l'Institut Paris Région, tandis que les offres de location classiques chutaient de 73 % sur la plateforme SeLoger. Selon l'enquête 2023 de l'Observatoire national de la vie étudiante, le loyer moyen payé par les étudiants est de 838 euros dans la capitale, le plus élevé de toute la France.

En conséquence, les étudiants doivent s'éloigner de Paris pour trouver des logements à des prix plus abordables. Dans un rapport de février sur les évolutions de la démographie étudiante dans la région parisienne, l'APUR note « *un découplage de plus en plus fort entre lieux de résidence et lieux d'études* » : en 2019, 56 % des étudiants suivaient une formation du supérieur à Paris sans y ré-

Depuis 2021, les offres de location classiques ont chuté de 73 % sur la plateforme SeLoger

sider (187 000 sur 334 000), un pourcentage en hausse significative depuis vingt ans (+ 47 %).

Ces étudiants « navetteurs » (qui font le trajet matin et soir entre leur domicile et leur lieu d'études) sont non seulement plus nombreux, mais leur temps de trajet s'est aussi allongé en dix ans. Toujours selon l'APUR, la durée moyenne au départ de la grande couronne vers Paris était de soixante-dix-sept minutes en 2020. Un temps perdu et synonyme de fatigue.

« Un énorme gâchis »

C'est ce qu'a vécu Marie Cerveaux, étudiante en droit de 24 ans. Lorsqu'elle a su qu'elle était prise à la Sorbonne en master de droit international après une licence à Toulouse, cette boursière échelon 5 a fait une demande auprès des crous pour un logement en résidence étudiante, mais a été refu-

sée partout. Elle a donc cherché dans le parc locatif privé à Paris avec un budget de 600 à 650 euros par mois, « *sachant que je n'avais pas d'exigence en termes de superficie : 9 mètres carrés, j'aurais accepté* ». Peine perdue.

Marie Cerveaux a finalement élargi sa zone de recherche à la banlieue et trouvé un studio à Antony (Hauts-de-Seine). Pour aller à la fac, elle prend le tramway ou le bus puis le RER B jusqu'à la station Port-Royal, dans Paris. C'est plus long pour rejoindre l'entreprise où elle travaille en alternance à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne) : une heure et quinze minutes quand tout va bien et quatre modes de transport empruntés à chaque trajet. « *Ça veut dire beaucoup de fatigue et moins de temps pour réviser. En rentrant chaque soir à 20 h 30 ou 21 heures, ça a été parfois difficile de rendre à temps les travaux demandés* », raconte celle qui a décidé de changer de vie à la rentrée. Elle cherche un appartement en colocation dans Paris : « *Pour chaque annonce, les propriétaires reçoivent des centaines d'e-mails.* »

Marie Cerveaux a tenu bon pendant deux ans, mais combien de jeunes abandonnent en cours de route voire renoncent à faire des études, faute de pouvoir se loger ?

« *On n'a pas de statistiques, c'est une population complètement invisible, mais c'est un énorme gâchis*, estime Simon Guibert, cofondateur de Caracol, une association qui propose des colocations solidaires. *Un gâchis d'autant plus terrible que la France a un système formidable : la fac est gratuite ! Les gens renoncent à cause du coût du logement.* »

« Je repars dans le Sud »

Partant du constat qu'un logement sur cinq est inoccupé à Paris, « *une situation intenable d'un point de vue social et écologique* », les fondateurs de Caracol ont misé sur l'habitat intercalaire, qui consiste à occuper des bâtiments temporairement vacants. Caracol investit pour en faire des logements habitables et les propose en colocation pour des loyers allant de 200 à 350 euros par mois (75 euros pour les réfugiés vivant en dessous du seuil de pauvreté). Actuellement, 260 chambres sont occupées, par des étudiants comme des jeunes actifs.

Un concept prometteur mais qui représente une goutte d'eau au vu des besoins. Alors que Paris compte plus de 300 000 étudiants, l'Institut Paris Région dénombrerait dans un rapport de 2020 quelque 22 000 places de

« Je n'avais que des refus. J'avais l'impression de vivre un Parcoursup bis »

TESS TOLNER
étudiante

logement réservées aux étudiants. Dans un entretien à *20 Minutes*, publié début juin, Jacques Baudrier, adjoint au logement de la Mairie de Paris, expliquait se préparer « *à une rentrée dramatique pour les étudiants parisiens et franciliens* ».

Tess Tolner, 21 ans, a fini par jeter l'éponge. « *Je finis mon master et je repars dans le Sud* », explique l'étudiante après quatre années de galère. Pourtant, lorsque la lycéenne, originaire du Sud-Ouest, avait découvert sur Parcoursup qu'elle était prise en DUT Métiers du multimédia et de l'Internet à l'université Gustave-Eiffel, c'était « *un rêve de petite fille* » qui se réalisait pour celle qui n'avait jamais mis les pieds dans la capitale.

Mais elle déchantait vite : trois mois de recherches infructueuses plombées par le fait qu'elle est mineure et que ses parents – sa mère est éducatrice spécialisée, son père dans le travail du bois – ne gagnent pas plus de 3 000 euros chacun. « *Je faisais des vœux, je n'avais que des refus. J'avais l'impression de vivre un Parcoursup bis* », se souvient Tess Tolner. Elle finit par trouver in extremis une chambre en résidence étudiante à Meaux (480 euros par mois), près de sa fac, avec l'association Fac'Habitat où le dossier de cette boursière échelon 7 est sélectionné.

Les difficultés reprennent quand elle part étudier sept mois au Canada. A son retour, sans logement pour sa dernière année de licence dont les cours ont lieu dans le 16^e arrondissement de Paris, elle doit dormir chez ses amies pendant deux mois. Elle s'installe finalement à Garches, dans les Hauts-de-Seine. Pour son master, elle veut se rapprocher du nord-est de Paris et trouve un logement à Epinay-sur-Seine, grâce à une agence spécialisée dans les colocations. Une fois son master en poche, en mai 2025, elle partira : « *Les prix du logement à Paris sont tellement élevés que tu ne peux pas faire d'économies ni de projets* ». Bien après leurs études, la galère continue pour les jeunes diplômés. ■

CHARLOTTE BOZONNET

Des propositions pour lutter contre les dérives du marché locatif

La députée Renaissance Annaïg Le Meur préconise dans un rapport de rendre plus avantageuse la fiscalité sur la location nue de longue durée

L'accès au logement est l'un des sujets dont on m'a le plus parlé pendant la campagne des législatives », souligne la députée du Finistère Annaïg Le Meur (Renaissance), qui se mobilise pour faire avancer ce dossier. Fraîchement réélue à l'Assemblée nationale, elle compte relancer la proposition de loi transpartisane qu'elle avait portée avec Inaki Echaniz (Parti socialiste, Pyrénées-Atlantiques), afin de renforcer la régulation du marché des meublés touristiques de type Airbnb. « *Les députés et les sénateurs l'avaient votée. Il suffit apparemment de convoquer à nouveau la commission mixte paritaire, qui n'avait pas pu se réunir en raison de la dissolution, pour que le texte soit définitivement adopté* », explique-t-elle.

La députée a par ailleurs rendu ses propositions de réforme de la fiscalité locative que lui avait commandée Matignon, en fixant un double objectif : favoriser la location longue durée et assurer une offre de logements privés abordables et de qualité.

Le rapport d'une centaine de pages, publié lundi 15 juillet, débute par un état des lieux éloquent. La France est le seul pays d'Europe à taxer différemment la location nue et la location en meublé (qui peut être saisonnière ou de longue durée), en avantageant fortement la seconde. Le propriétaire d'un logement nu percevant au maximum de 15 000 euros de loyers par an peut bénéficier d'un abattement de 30 % – c'est-à-dire qu'il paiera des impôts sur les 70 % restants. Les conditions sont bien

plus favorables pour les meublés (régime microbénéfices industriels et commerciaux, BIC) : en location longue durée, des revenus jusqu'à 77 700 euros ouvrent droit à un abattement de 50 % ; s'il s'agit d'un meublé de tourisme classé, on peut empocher jusqu'à 188 700 euros de loyers, avec un abattement atteignant 71 %.

L'offre de meublés progresse

Les différences sont encore plus notables si l'on déclare au réel. Grâce au régime sur les BIC, les loueurs de meublés non professionnels peuvent déduire de leurs revenus locatifs leurs charges et leurs amortissements, qui consistent à étaler le coût d'acquisition d'un bien sur sa durée d'utilisation. Cela permet à 70 % d'entre eux de ne payer aucun impôt sur

ces revenus. De plus, à la revente du bien, ils n'auront pas à réintégrer leurs amortissements dans le calcul de la plus-value, ce qui diminuera les taxes à verser à l'Etat.

Ces écarts ont des conséquences sur le marché locatif. L'offre de meublés à l'année, aux loyers 10 % à 20 % plus chers que ceux de logements nus équivalents et

La France est le seul pays d'Europe à taxer différemment la location nue et la location en meublé

aux baux limités à douze mois, a ainsi progressé plus vite que la demande. Ils représenteraient désormais 30 % du parc parisien. Concernant les locations de courte durée, « *le nombre de logements proposés sur les plates-formes de réservation est passé de 855 000 en 2019 à 1 190 000 en 2023, soit une augmentation de 40 % en quatre ans* », annonce le rapport, avec pour effet de diminuer le parc de logements à l'année.

La députée estime « *urgent de stopper la dérive actuelle du marché locatif, qui empêche un nombre croissant de (...) concitoyens d'accéder à un logement* », en allant plus loin que sa proposition de loi sur les meublés touristiques. Ses trois scénarios et deux variantes consistent soit à unifier

les différents régimes, soit à donner l'avantage aux locations longue durée (meublées et nues) sur celles de courte durée.

Avec deux convictions : « *La location nue de longue durée doit devenir plus avantageuse fiscalement qu'elle ne l'est actuellement* », avec un plafond de revenus locatifs rehaussé à 30 000 euros et un abattement porté à 40 % ou 50 % ; il est « *impératif* » de supprimer la déductibilité des amortissements pour les loueurs de meublés non professionnels au régime réel, en étalant l'impact sur quelques années. Annaïg Le Meur espère que ces propositions inspireront le projet de loi de finances qui sera débattu cet automne : « *Si ce n'est pas le cas, je déposerai des amendements* », prévient-elle. ■

CLAIRE ANÉ

Le tour de chauffe des manifestants antibassines

Dans la Vienne et les Deux-Sèvres, les opposants ont multiplié les actions pour déjouer le dispositif sécuritaire

REPORTAGE

MIGNÉ-AUXANCES (VIENNE) -
envoyé spécial

Neuf fourgons de CRS barrent une petite route du village de Migné-Auxances, dans la Vienne. D'un geste, des centaines d'opposants aux mégabassines font signe aux milliers d'autres qu'il faut couper à travers champs. Une première grenade lacrymogène est tirée. Le blé tout juste moissonné s'enflamme aussitôt. Très festif jusque-là, le cortège, organisé vendredi 19 juillet principalement par Les Soulèvements de la Terre et le collectif Bassines non merci (BNM), presse le pas devant les flammes attisées par le vent. « Vous assassinez la nature », lance un homme, rejoint par un autre : « Les intellectuels... Une lacrymo dans un champ de paille... »

Juste au-dessus, les gendarmes tourment en hélicoptère d'où ils s'adressent directement à la foule : « Rejoignez les zones vertes et le village, le feu progresse vers vous. » « Cassez-vous », répondent les militants. Certains font des doigts d'honneur. La marche rapide s'achève dans un chemin étroit, à l'orée d'un pont. A la vue d'un nouveau dispositif policier de l'autre côté, les organisateurs renoncent et demandent à tout le monde de faire demi-tour, provoquant la colère d'activistes italiens, cagoule et masque sur la tête : « On n'a pas fait des heures de route pour ça... »

« Politique de la terre brûlée »

Vendredi, la première journée d'action des milliers d'opposants – 3 800 selon la police, 6 500 selon les organisateurs – réunis au « village de l'eau » à Melle (Deux-Sèvres), depuis mardi 16 juillet, a été en partie avortée. L'objectif était notamment d'aller poser un panneau symbolique de « dissolution » devant le bâtiment de Cérience, une filiale de la coopérative Terrena, « un des principaux promoteurs des mégabassines dans le Poitou », des « accapareurs », selon les termes des Soulèvements de la Terre. « La grande marche a bien eu lieu, s'est pourtant félicité le collectif, avant d'accuser les gendarmes d'avoir volontairement provoqué l'incendie. Littéralement, c'est la politique de la terre brûlée qu'a choisie Gérard Darmanin... »



Un manifestant devant un feu déclenché par une bombe lacrymogène lancée par la police, près de Migné-Auxances (Vienne), le 19 juillet. ROMAIN PERROCHEAU/AFP

Des militants ont utilisé des cerfs-volants pour larguer des lentilles d'eau dans une bassine

prendre le risque de se heurter à un fortin, donc on a plutôt proposé comme jeu à la préfecture et aux autorités un large déploiement de plusieurs centaines de kilomètres, ce qui fait baisser la densité des forces de l'ordre. »

Une évolution par rapport aux précédentes actions d'ampleur. En octobre 2022 et mars 2023, les opposants avaient choisi un lieu unique sur le chantier d'une mégabassine à Sainte-Soline (Deux-Sèvres). Ces rendez-vous avaient dégénéré. Cette fois-ci, les militants ont circulé sur deux départements et ont varié les façons de protester. Dans l'après-midi, à Pamproux (Deux-Sèvres), plusieurs centaines de cyclistes, ac-

compagnés de militants de Naturalistes des terres, ont utilisé des cerfs-volants pour larguer des lentilles d'eau dans une bassine utilisée par Pampréouf, une entreprise de l'agroalimentaire. « L'objectif est qu'elles se développent dans l'eau stagnante de la bassine et en bouchent les pompes et tuyaux, mettant ainsi l'ouvrage hors d'état d'accaparement », ont espéré les organisateurs.

Dans la foulée de cette action, le procureur de la République de Niort a évoqué la présence de cinquante personnes « pour certaines masquées » et a annoncé ouvrir une enquête pour organisation de manifestation interdite et « participation à un attroupement après sommation de se disperser ».

Malgré les craintes, aucun face-à-face n'a eu lieu avec les représentants de la Coordination rurale, syndicat très virulent pendant la crise agricole. Plus tôt dans la journée, des agriculteurs probassines, proches de cette organisation professionnelle, s'étaient, eux, retrouvés à 6 heures du matin dans le village de Traversay

(Vienne), à une demi-heure de route de Melle. Même si ses dirigeants avaient appelé leurs soutiens à se déplacer jusqu'au « village de l'eau » en « tracteurs équipés, lames, tonnes à lisier, épancheurs », ils n'étaient que quelques dizaines, pour la plupart venus en voiture. « Qui sont ces écologistes qui n'y connaissent rien et qui nous disent comment faire, a lancé Véronique Le Floc'h, présidente de la Coordination rurale. De l'eau, il y en a dans ce pays. Il s'agit d'un combat contre les "écoterroristes" qui veulent nous supprimer. »

« Blocages festifs »

Si les mots étaient agressifs, les agriculteurs voulaient en fait juste rencontrer le maire de Melle, Sylvain Griffault (Les Écologistes), « complice car il a invité les activistes à venir chez lui ». Eux aussi partis en convois vers la commune des Deux-Sèvres, ils ont été bloqués quelques minutes par un dispositif de la gendarmerie. « J'entends bien appliquer l'arrêté de manifester quelle que soit l'organisation. Je vous pré-

viens, le terrain ne vous est pas favorable », leur a glissé le colonel de gendarmerie, avant de les faire accompagner jusqu'à la mairie. La discussion avec l' élu a tourné au dialogue de sourds.

Contrairement à « Sainte-Soline 1 » et à « Sainte-Soline 2 » où ils avaient visé un chantier de bassines, les antibassines ont maintenant élargi leur champ d'actions en ciblant le « système agro-industriel » qui « pousse les irrigants à être dans cet armement bassiniesque », selon BNM. Samedi 20 juillet, les milliers d'activistes sont donc officiellement invités à rejoindre La Rochelle, où trois cortèges, dont « un plus sportif », selon les organisateurs, doivent converger vers le port de La Pallice, lieu stratégique d'importation et d'exportation de céréales et de phytosanitaires.

Une façon de « visibiliser ceux qui confisquent les revenus des paysans, les coopératives, les semenciers, tous ceux qui spéculent », selon M. Le Guet. Ces thématiques de l'accaparement, de la spéculation et des accords de libre-échange ont animé plusieurs conférences toute la semaine au village provisoire installé à Melle. « Les accords ont des incidences sur les agriculteurs, sur [leurs] vies, sur la taille des fermes sur les types de culture », a affirmé Laurence Marandola, porte-parole nationale de la Confédération paysanne, jeudi 18 juillet.

Mercredi 17 juillet, Les Soulèvements de la Terre ont affirmé clairement qu'ils ne souhaitent pas tenter de pénétrer sur le site verrouillé du port de commerce. « Nous ne projetons pas de nous introduire sur des sites Seveso et la base militaire. Nous voulons simplement établir différents points de blocages festifs aux alentours et tenter une approche par la mer », pouvait-on lire. Après l'action avortée de vendredi, une journée plutôt calme, puisque aucune interpellation n'a eu lieu, certains militants ne cachaient pas leur envie d'en découdre de façon plus frontale. Vendredi, les autorités ont affirmé avoir repéré près de cinquante black blocs dans le cortège final. Samedi, aux alentours de La Rochelle et près du port de commerce, la mobilisation des forces de l'ordre sera toujours très importante. ■

MATTHIEU GOAR

Au sommet des fonds marins, la science rattrapée par la politique

La rencontre annuelle de l'Autorité internationale des fonds marins donne lieu à des controverses autour du carbone stocké dans les océans

Chaque été, quand convergent les délégations des États membres de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) au siège de Kingston, capitale de la Jamaïque, la firme privée la plus offensive pour aller exploiter les minerais des abysses destinés aux batteries des voitures électriques cherche à faire sensation. The Metals Company (TMC), société canadienne cotée à la Bourse de New York, n'a pas dérogé à la règle la semaine du 15 juillet, au moment où l'instance affiliée à l'Organisation des Nations unies est réunie en conclave jusqu'au 2 août.

Alors qu'ils avaient insisté en 2023 sur l'avantage qu'il y aurait à aller ramasser des nodules polymétalliques avec des robots, par 4 000 à 6 000 mètres de profondeur, plutôt que de recourir, dans des conditions sociales parfois très contestables, à de la main-d'œuvre humaine dans des mines terrestres, les dirigeants de TMC mettent cette fois en avant l'innocuité environnementale présumée de la machine qu'ils

comptent employer pour aller « moissonner » ces concrétions composées pour l'essentiel de nickel (43 %), de manganèse (28 %), de cuivre (18 %) et de cobalt (11 %).

Michael Clarke, responsable environnement d'une mission exploratoire de TMC dans le Pacifique, au large du Mexique, affirme qu'après le passage de la machine sur le plancher océanique, « on voit revenir des organismes sur place, un an après ». Des propos qui font hausser les sourcils des scientifiques, dont certains disaient jusqu'ici que même au bout de vingt-cinq ans, aucune vie ne réapparaissait là où les nodules avaient été prélevés par l'homme.

Sujets polémiques

« A ces profondeurs, le sol est constitué de vase et ces nodules rocheux constituent eux-mêmes le seul habitat possible pour de nombreux animaux et végétaux. Si on remonte les nodules à la surface, il n'y a absolument aucun retour en arrière possible pour ces organismes », explique Pierre-Antoine Dessandier, écologue de l'Institut

français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) spécialisé dans les écosystèmes marins profonds. Ce dernier ajoute que la machine collectrice « brise les liens entre les couches superficielles de sédiments et la colonne d'eau qui se trouve au-dessus, interrompant le passage des éléments nutritifs de l'eau vers la vase, qui abrite pour sa part toute une méiofaune », c'est-à-dire des animaux de taille inférieure au millimètre.

Autre sujet polémique : le carbone stocké au fond de l'océan. D'après TMC, l'exploitation minière des abysses ne risque pas d'occasionner sa libération dans l'atmosphère, comme le craignent les ONG, puisque, dans les grandes profondeurs, il se trouve en quantité infime et sous forme réfractaire, très stable, du fait de son grand âge. « Les océans constituent le plus grand puits de carbone de la planète, mais les sédiments des fonds marins abritent moins de 5 % du total. Et seul 1,5 % du carbone total enfoui dans les sédiments se trouve dans les plaines et les monts

abyssaux, qui couvrent pourtant près de 90 % de la superficie totale des océans », fait valoir M. Clarke.

Depuis plus de dix ans, TMC pratique des tests au fond du Pacifique. Plus de 3 000 tonnes de nodules ont été remontées dans des navires par ses soins, de même que plus de 2 000 échantillons d'eau de mer, et autant de sédiments. « Les données observées lors de nos essais pilotes sur le terrain montrent que 92 % à 98 % des sédiments soulevés restent confinés à moins de deux mètres au-dessus du plancher océanique et se remettent en place en l'espace de quelques heures ou de quelques jours », note M. Clarke.

Débats techniques intenses

Là encore, la communauté scientifique juge ces données peu convaincantes. Dans les zones oligotrophes de l'océan, celles qui sont pauvres en éléments nutritifs comme les abysses, le carbone est certes « très dégradé » et, si on le remet en suspension, il ne va pas remonter sous forme de petites bulles comme on pourrait l'imaginer,

mais « vite retomber au fond », confirme M. Dessandier. Toutefois, d'après l'expert de l'Ifremer, « la question est de savoir ce que deviennent les eaux "sales" que rejettent les bateaux après avoir lavé à leur bord les nodules aspirés avec de l'eau des grandes profondeurs ».

Si ces eaux sont réinjectées dans la mer à quelques centaines de mètres sous la surface, « personne ne sait ce que deviendra le carbone qu'elles contiennent », dit-il. Présent à Kingston pour suivre les travaux de l'AIFM, François Chartier, chargé de campagne océan à Greenpeace France, pointe « les perturbations que ces rejets ne manqueraient pas de créer sur l'équilibre d'ensemble des puits de carbone ».

Les débats techniques sont donc intenses, en marge des rencontres jamaïcaines. « Ce qui importe, ce n'est pas de dénigrer le travail des ONG mais de savoir comment on transforme en résultats scientifiques des informations expérimentales collectées par des entreprises comme TMC, qui fonctionnent comme des bureaux

d'études », résume Pierre-Marie Sarradin, directeur de l'unité biologie et écologie des écosystèmes marins profonds à l'Ifremer. Faute de quoi des données partielles transmises à l'AIFM peuvent prêter à des interprétations politiques contradictoires.

Une deuxième semaine de réunions du conseil de l'AIFM ne suffira pas à trancher ces questions scientifiques, avant la tenue de l'assemblée générale dans la foulée. L'ordre du jour du conseil porte sur la rédaction du code minier susceptible de définir les seuils d'impact à partir desquels l'exploitation du fond des océans serait un jour autorisée.

Selon un participant, la lecture du texte « consolidé » de 230 pages, finalisé en mars, avance assez « rapidement » mais un accord en 2025, comme il en a été décidé en 2023, paraît pour un autre « totalement illusoire ». Dans les milieux diplomatiques, on s'étonne qu'à ce stade TMC soit pratiquement le seul opérateur à livrer autant de données chiffrées à l'AIFM. ■

GUILLAUME DELACROIX

Michel Cadot, « le chef d’orchestre » des Jeux

Le délégué interministériel aux JO a réussi à faire jouer une partition commune à tous les acteurs du projet

Il n’a jamais douté. Même en plein cœur du brouillard institutionnel dans lequel est plongée la France depuis la dissolution de l’Assemblée nationale, le 9 juin, Michel Cadot n’a jamais dévié de son cap : garantir la livraison des Jeux olympiques et paralympiques dans les meilleures conditions possible. Il y a bien eu du « *bourdonnement* » – selon ses mots – dans ses services au soir du premier tour des législatives, le 30 juin, avec le spectre de l’extrême droite au pouvoir, mais « *pas d’instabilité* ».

« *Je n’aime pas me laisser distraire de mon devoir, en tout cas de ce que j’estime être mon rôle* », déclare au Monde le délégué interministériel aux Jeux olympiques et paralympiques (Dijop), dans son bureau de l’hôtel de Cassini, dans le chic 7^e arrondissement de Paris.

Les grandes décisions structurelles relevant de choix politiques sont déjà à l’œuvre, c’est désormais le temps des derniers ajustements. La « *facilitation du dernier kilomètre* », comme le dit Michel Cadot. Et puis, si le président de la République, Emmanuel Macron, a décidé de dissoudre l’Assemblée nationale, « *c’est qu’il juge que les Jeux sont très bien organisés* », a-t-il glissé d’un ton badin à ses équipes au lendemain du 9 juin.

La Dijop, qui est rattachée au premier ministre – au propre comme au figuré puisque ses jardins à la française jouxtent ceux de Matignon –, a su s’adapter au fil du temps. Faire preuve de « *plasticité* », comme le fait valoir le haut fonctionnaire de 70 ans.

Avec toujours pour objectif de coordonner l’action des services de l’Etat impliqués dans les Jeux (ministères de l’intérieur, des sports, préfectures de police et de la région Ile-de-France) avec celle des autres acteurs. Et ils sont nombreux : Comité d’organisation de Paris 2024, société chargée des ouvrages olympiques (Solidéo), Ville de Paris, collectivités territoriales parties prenantes. La délégation était en première ligne quand il a fallu, en 2022-2023, rendre des arbitrages cruciaux en matière budgétaire ou sécuritaire. Elle s’est depuis un peu effacée.

« *Ah ! S’il n’y avait pas Michel... On a beaucoup de chance de l’avoir* », s’entend-on répondre dès l’évocation du nom du délégué interministériel. Moins connu qu’Anne Hidalgo, la maire de Paris, Tony Estanguet, le président du Comité, ou Amélie Oudéa-Castéra, la ministre des sports et des Jeux, le Dijop est considéré par beaucoup comme le véritable patron des JO. Cérémonie d’ouverture, budget, transports... pas un sujet ne lui échappe. Personne ne connaît mieux que lui le projet olympique dans ses moindres détails.

Le délégué a l’oreille des élus

C’est l’homme sans qui « *ça ne se serait pas bien passé* », avoue, sous le couvert de l’anonymat, un acteur-clé de Paris 2024. La Cour des comptes a fait de lui, dans ses recommandations, la poutre maîtresse des Jeux. Et la loi olympique de mai 2023 a prévu une dérogation à la limite d’âge des fonctionnaires pour lui permettre de travailler jusqu’à la fin des compétitions. Bref, impossible de se priver de Michel Cadot.

Le délégué a l’oreille des élus, de droite comme de gauche. « *C’est l’un des seuls à pouvoir réunir tout le monde autour de la table. Il a cette autorité morale. Un Dijop, ça ne politise pas les débats* », souligne un de ses collaborateurs. Un autre : « *C’est l’un des rares à parler à Anne Hidalgo sans arrière-pensée politique. Il a vécu les attentats du 13-Novembre avec elle* [Michel Cadot était alors préfet de police], il y a un truc indélébile entre eux. »

On lui reconnaît sa courtoisie, sa capacité d’écoute, ses talents de médiateur quand les relations

sont parfois grippées. Sa fermeté, aussi, quand il a fallu imposer des décisions. « *C’est quelqu’un de très pragmatique, qui cherche toujours des solutions*, relève Etienne Thobois, le directeur général du Comité d’organisation des Jeux. *Il est d’une précision diabolique – il connaît telle boulangerie à tel angle de rue. Il a un respect des élus qui nous pousse à toujours trouver des bons équilibres. On apprend énormément à le voir fonctionner.* »

Tout n’a pas toujours été fluide entre eux, reconnaît M. Thobois : « *On se dit les choses. Des fois, Michel nous recadre un peu. D’autres fois, on n’a pas toujours le doigt sur la couture du pantalon. Les objectifs du comité ne sont pas toujours ceux de l’Etat.* »

A Marseille, le maire, Benoît Payan, se sait redevable au délégué de l’avoir aidé quand le projet de marina olympique semblait encastré, faute d’accord financier avec le département, présidé par Martine Vassal, et la région, dirigée par Renaud Muselier, deux élus Les Républicains. « *Michel Cadot, c’est la justesse incarnée. Il a jugé nos revendications légitimes et a permis de passer d’une situation de tension à un travail normal* », rappelait le maire divers gauche, peu avant l’arrivée de la flamme olympique à Marseille, le 8 mai, à bord du Belem.

Cet art du compromis, Michel Cadot le doit à son carnet d’adresses noirci par quarante années passées au service de l’Etat, dont l’essentiel à labourer les territoires du corps préfectoral : Meuse, Martinique, Limousin, Bretagne, Bouches-du-Rhône... Sans parler des parenthèses en cabinets ministériels, et un passage dans le privé, chez la compagnie pétrolière Elf.

« *A priori, les Antilles, l’outre-mer, les cocotiers, tout ça, ce n’était pas du tout mon style. Et au fond, j’ai eu l’impression de servir, d’être utile à d’autres. Préfet, c’est un poste où j’ai été très heureux* », se remémore l’énarque. « *Quand j’en parle, j’ai encore l’envie de recommencer. J’ai aimé ce métier plus que tout le reste, j’avais le temps de faire avancer des projets, des dossiers. C’est l’un des plus beaux métiers au sein de l’Etat.* »

Le délégué doit son art du compromis à son carnet d’adresses noirci par quarante années passées au service de l’Etat

A chacun de ses passages en préfecture, Michel Cadot n’a pas laissé indifférent, tous bords politiques confondus. « *C’est sûrement le meilleur préfet de la Meuse que j’aie croisé* », vantait, il y a quelques années, l’ex-ministre et ancien président (UDF) de la région Lorraine Gérard Longuet. Jean-Jacques Lozach ne tarit pas non plus d’éloges. En quatorze ans de présidence du conseil départemental de la Creuse (2001-2015), il a vu passer une dizaine de préfets à la région Limousin. Michel Cadot ? « *Une référence* », se souvient encore aujourd’hui le sénateur socialiste.

Loyauté sans faille

Difficile de trouver une voix critique. « *Au pire, on vous dira qu’il est exigeant* », lâche un proche collaborateur du Dijop. « *Peut-être chez d’autres préfets* », insinue un autre. L’intéressé est d’une « *humilité confondante* », jugent ses plus proches collaborateurs. Sollicité par Le Monde pour son portrait, ce père de cinq enfants – dont un fils, Laurent, est sélectionné pour les épreuves de para-aviron – a d’abord décliné : « *Je ne vois pas l’intérêt de faire un papier sur moi, je ne suis qu’un fonctionnaire, payé pour le travail qu’il a à faire.* » Avant de se raviser et d’accepter la rencontre.

Il fuit les mondanités, s’éclipse dès qu’il en a l’occasion. Comme lors de cette réception à la Dijop, le 11 juin, à l’invitation d’Amélie Oudéa-Castéra pour soutenir les athlètes olympiques et paralympiques français. A peine les discours terminés et les premières coupes de champagne versées, sa grande silhouette chenue et légèrement voûtée disparaissait dans les couloirs de l’hôtel de Cassini.

Michel Cadot a coché toutes les étapes de l’excellence, poussé par ses parents – son père était ingénieur à la SNCF, sa mère s’occupait des cinq enfants, dont deux paires de jumeaux. Lycée Charlemagne, classes préparatoires à Henri-IV, l’école de commerce Essec, Sciences Po ou encore l’Ecole nationale d’administration : un parcours « *formaté* », comme il le reconnaît, d’où il a retiré son « *goût du travail* ». « *J’ai toujours été un élève studieux* », s’excuse-t-il presque.

Ce grand commis de l’Etat, dont il connaît par cœur tous les rouages, est d’une loyauté sans faille, font valoir ceux qui travaillent ou ont travaillé à ses côtés. Quand Jean Castex, appelé à Matignon, lui propose en août 2020 de le remplacer à la tête de la Dijop, Michel Cadot ne peut refuser. Depuis, il retrouve, lors des multiples réunions, Marc Guillaume, son successeur à la préfecture d’Ile-de-

« M. Cadot est impressionnant par sa capacité à aller très loin dans le détail des dossiers »

LAURENT NUÑEZ
préfet de police

France. Et Laurent Nuñez, le préfet de police, un poste – le Graal de la préfectorale – que Michel Cadot a occupé de 2015 à 2017, avant qu’un accident de vélo ne l’en éloigne. Deux fonctions, elles aussi, essentielles à la préparation des Jeux.

Ces derniers mois, les trois hommes ont beaucoup échangé. Sur les objectifs de formation des agents de sécurité privée ou sur les plans de circulation pour la cérémonie d’ouverture, le 26 juillet. Ils travaillent « *main dans la main* » (dixit Marc Guillaume), mais chacun dans son couloir : à grands traits, la Seine pour le préfet d’Ile-de-France, la sécurité pour le préfet de police et la coordination de l’ensemble pour le Dijop.

« *Michel Cadot est impressionnant par sa capacité à aller très loin dans le détail des dossiers et à avoir en même temps une vision stratégique des choses* », apprécie Laurent Nuñez. « *C’est un peu le grand chef d’orchestre, et nous sommes, avec le ministre de l’intérieur, les solistes sur le volet sécurité*, raconte en une image le préfet de police. *Il ne s’immisce pas dans les questions de sécurité, mais je l’informe de tout.* »

Un moine-soldat

Dans ce tableau élogieux de Michel Cadot, quelques rares zones d’ombre. Il peut lui être reproché d’avoir, dans son rapport sur les incidents, en 2022, lors de la finale de la Ligue des champions au Stade de France, endossé l’hypothèse – démentie après enquête – de la fraude à la billetterie par les supporters anglais. Une hypothèse avancée le soir du match par le ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin. Devant les sénateurs, Michel Cadot a néanmoins assumé « *[sa] part de responsabilité* » dans le fiasco. Peu l’ont imité.

Le délégué a également poussé à l’utilisation décriée, mais autorisée par la loi olympique, de la vidéosurveillance algorithmique pendant les Jeux. Un premier pas vers le déploiement de la reconnaissance faciale, jugent les défenseurs des libertés publiques.

Pour le reste, Michel Cadot, c’est la rigueur incarnée – premier arrivé à la Dijop (7 h 15), dernier parti (20 h 30), un plateau-repas avalé le midi en vingt minutes à son bureau. Presque un moine-soldat au service de l’Etat. « *Avec un humour de lord anglais, très fin, très drôle, maniant l’autodérision et le décalage générationnel* », ajoute un membre de son cabinet. Que fera-t-il, les Jeux terminés ? « *Je serai libre*, répond-il aussitôt. *J’ai envie de m’occuper davantage de mon épouse, de mes enfants, de lire, peut-être d’apprendre une langue compliquée. J’ai des frères et sœurs qui ont envie de me voir, des amis que j’ai un tout petit peu négligés.* »

Des sorties à vélo aussi et beaucoup de montagne, du côté de La Clusaz (Haute-Savoie). Il a des attaches dans le département, ses grands-parents habitaient à Annecy. Petit, Michel Cadot y passait toutes ses vacances. Il se souvient de cette imposante bâtisse blanche, située avenue d’Albigny, non loin de la villa familiale. « *Je ne savais pas ce que c’était. Et puis on m’a expliqué.* » C’était la préfecture de la Haute-Savoie, un hôtel particulier construit à la fin des années 1860, toujours planté sur les bords du lac d’Annecy. ■

NICOLAS LEPELTIER



Dans son bureau, à Paris, le 19 juillet. TERENCE BIKOUMOU POUR « LE MONDE »

Une panne informatique géante sème un désordre mondial

Transports, hôpitaux, entreprises...

La mise à jour défectueuse d'un logiciel de cybersécurité a engendré des perturbations dans de nombreux pays. Un bug historique

RÉCIT

Il est environ 15 heures, à Sydney (7 heures à Paris), vendredi 19 juillet, lorsque les premiers problèmes apparaissent. Dans le plus grand aéroport australien, les écrans d'information viennent de passer au bleu : plus aucun horaire de départ n'est affiché. Très vite, ce sont les machines permettant d'enregistrer les passagers qui lâchent à leur tour. Mêmes problèmes à Canberra, Perth, ou à Auckland (Nouvelle-Zélande) ; les compagnies aériennes Jetstar, Virgin Australia et d'autres commencent à annuler des vols.

Une heure plus tard, ce qui semblait être un problème lié au trafic aérien, déjà sérieux à la veille d'un des plus grands week-ends de chassé-croisé de l'été, s'avère être bien plus grave. La chaîne de télévision australienne ABC disparaît brièvement des écrans ; les systèmes de paiement de deux des principales banques du pays connaissent des dysfonctionnements ; les caisses automatiques de plusieurs chaînes de supermarchés cessent de fonctionner. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ne le savent pas encore, mais elles viennent d'essuyer les plâtres de ce qui est vraisemblablement la plus grosse panne informatique de l'histoire.

Très vite, dans la panique et le chaos ambiant, les autorités australiennes dissipent les craintes : aucun élément ne permet d'établir qu'il s'agit d'une cyberattaque ou d'une opération malveillante. En revanche, au petit matin, heure française, un premier suspect émerge sur un forum de discussion spécialisé. Des internautes se plaignent de « plantages » sur leurs ordinateurs Windows.

Les témoignages de « *blue screen of death* » (« écran bleu de la mort »), nom historique donné à l'écran lorsque le système rencontre une erreur fatale, se multiplient. Ces internautes, pour la plupart des administrateurs de réseaux et responsables de services informatiques, découvrent peu à peu l'ampleur des dégâts en commençant leur journée de travail. L'un d'entre eux fait le décompte : « *Je suis en Malaisie, 70 % de nos ordinateurs portables sont en panne, le siège au Japon a ordonné l'extinction pour toute l'entreprise* », écrit-il. Le point commun de ces

machines ? Elles utilisent un outil de sécurité très connu et commercialisé par l'américain CrowdStrike.

Dans les heures qui suivent, et alors que la liste des victimes de la panne continue de s'allonger, la piste est définitivement confirmée : le problème trouve son origine dans Falcon Sensor, une solution de sécurité informatique commercialisée par l'entreprise américaine. L'enjeu est de taille : CrowdStrike est un acteur majeur de la cybersécurité. Ses outils sont installés sur les réseaux de grandes entreprises, où ils scrutent chaque activité inhabituelle ou chaque connexion suspecte pour bloquer des tentatives d'intrusion ou de vol de données. Mais une récente mise à jour, diffusée dans la nuit, semble contenir un morceau de code qui provoque des problèmes graves sur les machines tournant sur Windows. Sur les forums de discussion, des solutions commencent à être diffusées : il faudrait, pour chaque ordinateur, arriver à redémarrer la machine, puis chercher et supprimer un fichier incriminé.

« PROCESS DÉGRADÉS »

Pendant que les ingénieurs situés en Asie cherchent une solution, l'Europe se réveille et découvre à son tour la gravité du problème, notamment dans les aéroports. Le régulateur américain colle au sol, par précaution, tous les avions des trois principales compagnies nationales, United Airlines, Delta Air Lines et American Airlines. A Berlin-Brandebourg, Amsterdam-Schipol, Madrid, les annulations s'enchaînent ; le site Internet de la compagnie irlandaise Ryanair est inaccessible. Dans plusieurs aéroports, les employés commencent à afficher les horaires sur des feuilles scotchées sur les panneaux d'information et contrôlent les listes de passagers avec des sorties papier et un crayon.

Dans de nombreuses entreprises françaises, les équipes informatiques ont un début de journée compliqué. « *Chez nous, le site Web a tenu, heureusement, mais tous les outils, y compris le système de tickets [pour suivre les demandes de clients], ont sauté*, explique au Monde un informaticien français travaillant pour une société suisse. *C'est Noël dans ma messagerie Teams, ça clignote de partout.* »

sont majoritairement des grandes entreprises, même si la société propose aussi des outils pour les PME.

CrowdStrike est connue pour avoir mené des enquêtes approfondies sur certains des attaques informatiques les plus importantes de cette dernière décennie. C'est elle qui était intervenue auprès de Sony Pictures après le piratage majeur du groupe en 2014 (des hackers nord-coréens avaient fait main basse sur une très grande quantité de données du studio).

En 2016, l'entreprise avait été embauchée par le comité national démocrate américain, l'organe chargé d'organiser les primaires pour le

parti, pour contrer les services de renseignement russes qui avaient piraté le mouvement pendant plus de sept mois.

Lourdes conséquences

La qualité reconnue de ses équipes d'investigation a fait la réputation de la société et lui a permis d'obtenir de nombreux contrats auprès de très grandes entreprises, principalement aux Etats-Unis et en Europe. C'est ce qui explique que la panne de vendredi a essentiellement touché des grands groupes occidentaux, et aussi l'absence de victimes déclarées en Russie. En effet, en raison des sanctions liées à

Dans la tour TF1, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), l'apparition de multiples écrans bleus provoque un stress matinal, mais le système interne de supervision du groupe audiovisuel privé a fonctionné, détectant rapidement la gravité du problème informatique, dès 6 h 40. « *Lors de ce type d'événements majeurs, on a des processus internes qui nous permettent d'être réactifs* », vante Raphaëlle Deflesselle, directrice des technologies et des systèmes d'information du groupe TF1. Elle a été appelée à 6 h 50 et a déclenché une cellule de crise, afin de « *comprendre ce qui se passait et mettre en place la résolution* ».

« Bonjour ! La Matinale TF1 » démarre avec une quinzaine de minutes de retard et l'impossibilité de diffuser des reportages ; tandis que l'antenne de LCI apparaît détériorée, avec des images se superposant les unes aux autres pendant quelques minutes. « *On a mis en place un certain nombre de processus dégradés, on a fait le conducteur du JT différemment par exemple, mais en travaillant main dans la main entre les services techniques et la rédaction, on a pu maintenir le "13 heures" avec les reportages* », explique Raphaëlle Deflesselle. Le présentateur du journal de la mi-journée, Jacques Legros, devra utiliser des fiches papiers au lieu de regarder le prompteur. Chez Canal+, propriété de Vivendi, l'antenne de plusieurs de ses chaînes thématiques payantes (Canal+ Sport 360, Ca-

nal+ Sport, Canal+ Foot, Infosport +) est aussi fortement perturbée toute la matinée.

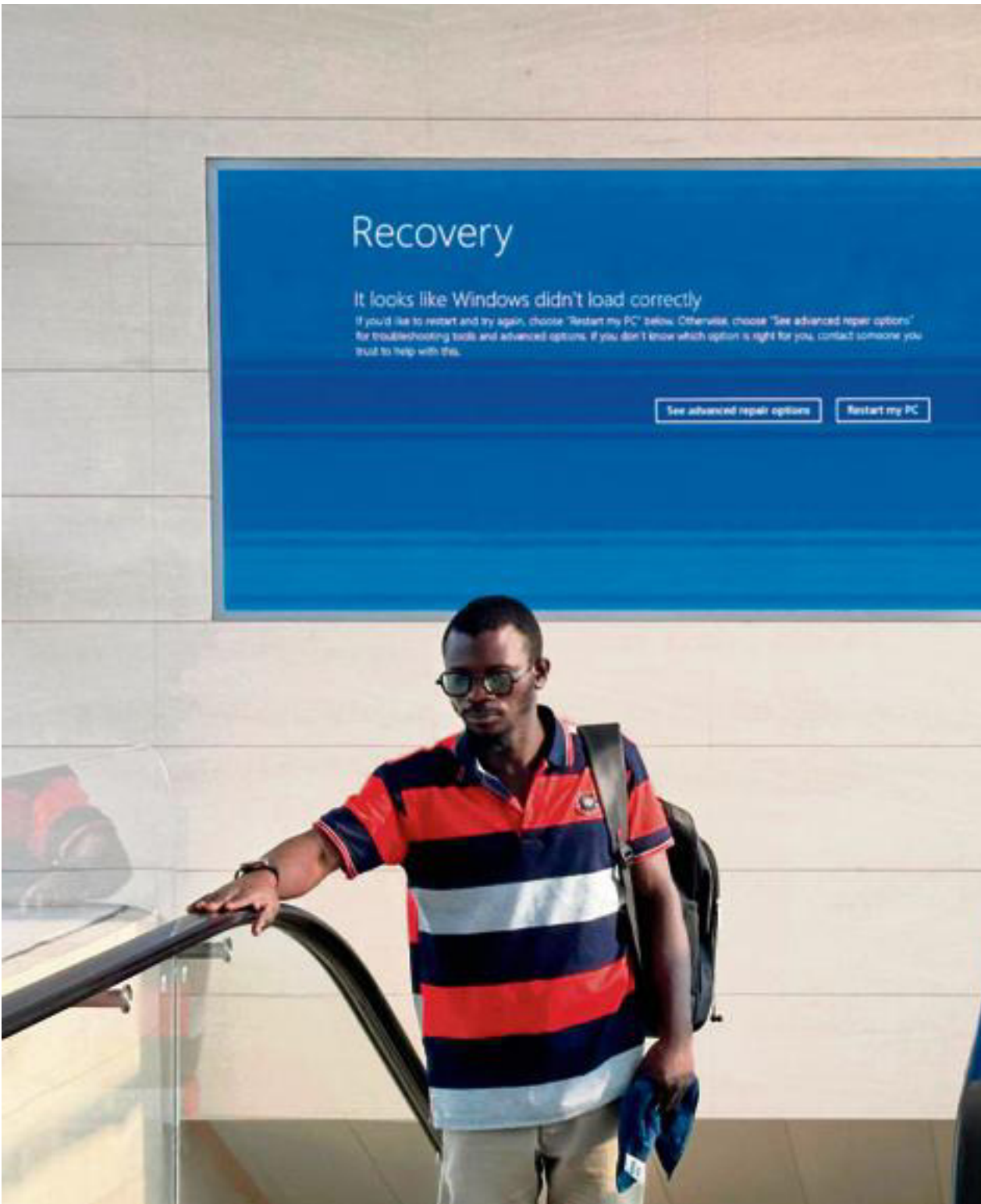
D'autres sociétés du CAC40, comme L'Oréal et Fnac-Darty, constatent aussi, dans la matinée, que leurs systèmes sont touchés ; la première parvient à corriger le problème assez rapidement, mais le site Web de la Fnac restera bloqué toute la journée. Chez Bouygues Telecom, c'est tout le système de support client qui est à l'arrêt, impossible pour les consommateurs de joindre leur opérateur.

Difficile d'établir une liste de victimes complète, car de nombreuses petites entreprises sont indirectement touchées, par effet domino, par la panne. Non pas parce qu'elles sont clientes de CrowdStrike, un outil généralement vendu à de très grandes sociétés, mais plutôt parce qu'elles dépendent pour leur bon fonctionnement de services tiers qui sont, eux, clients et durement touchés. Un pharmacien lyonnais expliquait ainsi au Monde à la mi-journée qu'il ne pouvait plus passer de commande auprès de son grossiste ; la délivrance d'accréditations par le Comité olympique français a aussi été légèrement perturbée dans la matinée.

MISE À JOUR CORRECTIVE

Par effet de bord, des commerçants ont également eu des problèmes avec leurs terminaux de paiement, sans que l'identité du service concerné par la panne ne soit toujours claire. Chez Intermarché, on a bien constaté des difficultés dans certains magasins, détaille le groupe au Monde, mais sans pouvoir immédiatement identifier le ou les prestataires de paiement en cause. Chez Carrefour, les magasins fonctionnent « *en mode autonome, malgré des ralentissements* », explique la société. Certaines conséquences ont été plus anecdotiques : à Disneyland Paris, les panneaux d'information indiquant la durée d'attente pour les attractions sont en panne, tout comme les tourniquets d'entrée, rapidement réparés.

A l'étranger, la panne a parfois touché des services cruciaux. En Alaska et dans l'Oregon, le 911, le numéro unique d'appel des services d'urgence américains, a connu d'importants dysfonctionnements. Au Royaume-Uni, le système d'accès aux dossiers médicaux et de prise de rendez-vous, utilisé par de très nombreux cabinets médicaux, était inexploitable. En Allemagne, en Israël ou aux Pays-Bas, des hôpitaux ont dû repousser des opérations non urgentes.



Des messages d'erreur Windows sur un écran du métro de Dubaï, vendredi 19 juillet.

GIUSEPPE CACACE/AFP

CrowdStrike, la société réputée de cybersécurité à l'origine du problème

INCONNUE du grand public, CrowdStrike, l'entreprise américaine dont les logiciels ont accidentellement provoqué des pannes géantes dans des dizaines de pays, vendredi 19 juillet, est pourtant réputée dans son domaine, la cybersécurité. Créée en 2011 et cotée en Bourse depuis 2019, la société est installée à Austin, dans le Texas. Elle est spécialisée dans la fourniture de services de détection d'intrusions et de protection de données. Son produit phare, Falcon Sensor, est conçu pour surveiller l'activité d'un réseau informatique, bloquer les tentatives d'accès non autorisées et enregistrer tout comportement suspect. Ses clients



UN RETOUR COMPLET À LA NORMALE DANS LES ENTREPRISES VICTIMES DE LA PANNE POURRAIT NÉCESSITER PLUSIEURS JOURS

Peu avant midi, heure de Paris, George Kurtz, le PDG de CrowdStrike, prend finalement la parole, dans un message publié sur X. Il n'est pas encore 5 heures, à Austin, au Texas, où se situe le siège de l'entreprise ; il confirme que c'est bien sa société qui est à l'origine de la panne mondiale, et qu'une mise à jour corrective est disponible. La méthode, détaillée sur le site de l'entreprise, consiste à réinstaller une ancienne version d'un fichier, identifié comme celui étant à l'origine des plantages en cascade.

En milieu d'après-midi, une embellie s'annonce pour le trafic aérien : les compagnies américaines ont levé leurs interdictions, l'aéroport de Berlin annonce une reprise quasi normale. Mais, à l'aéroport francilien d'Orly (Val-de-Marne), la situation reste difficile, notamment pour les passagers qui devaient emprunter des vols de Transavia, la filiale low cost d'Air France, qui a dû annuler une cinquantaine de vols.

En gilet rouge, des employés de l'aéroport distribuent des éventails et des bouteilles d'eau aux voyageurs, qui, pour certains, attendent depuis le début de la matinée. C'est le cas de Julia, venue de Rouen, qui était censée partir à Valence avec un vol à 11 heures. Partie de chez elle à 6 heures, elle n'est « *même pas sûre d'avoir un vol demain* [samedi 20 juillet] ». « *Je peux rentrer, mais, si je rentre, ça veut dire que demain matin je dois reprendre la route*, poursuit-elle. *Il vaut mieux que je reste ici.* » Et d'ajouter, amère : « *On ne sait pas où dormir, on n'a pas de vol, on est livrés à nous-mêmes, il n'y a pas d'information.* »

Ce manque de communication, beaucoup de passagers bloqués le déplorent. Luna et Sarah devaient se rendre à Berlin par un vol Transavia à 11 heures. Elles ont dû attendre 12 h 30 pour finalement apprendre que leur avion était annulé. « *Guichet fermé, site*

mort, c'était le chaos », déplorent-elles, alors qu'elles cherchent des solutions de remplacement pour leur voyage : « *C'est la galère, il y a des vols à 1 000 euros, tout est complet, on va essayer de voir à Roissy, mais on ne saura que vingt minutes avant si on peut monter dans le vol.* » Ce week-end de grands départs est particulièrement chargé, et les annulations ont entraîné des perturbations en cascade, dont les répercussions pourraient continuer de se faire ressentir dans les jours à venir.

Un retour complet à la normale dans les entreprises victimes de la panne pourrait aussi nécessiter plusieurs jours. Les machines bloquées sur le « *blue screen of death* » ne peuvent en effet pas être mises à jour automatiquement et nécessitent une intervention manuelle pour être réparées – une manipulation qui prend du temps pour les sociétés gérant des parcs informatiques contenant des milliers de machines.

D'ÉVENTUELLES FAUTES

La situation aurait toutefois pu être encore bien pire : selon CrowdStrike, la mise à jour défectueuse a été poussée à 6 heures, heure de Paris, puis rapidement identifiée comme problématique, et supprimée environ une heure trente plus tard. Les équipes de CrowdStrike sont-elles intervenues à temps pour limiter la casse sur les parcs informatiques de ses clients américains ? Au cours de la journée de vendredi, les sociétés états-unienues étaient moins concernées, tout comme l'Amérique du Sud, mais d'importantes perturbations ont touché les aéroports du Mexique et des États-Unis.

Reste que de nombreuses voix demandent, dès maintenant, à CrowdStrike de rendre des comptes. Au-delà des clients mécontents, les autorités américaines pourraient se pencher sur d'éventuelles fautes commises par l'entreprise, notamment par l'intermédiaire du Cyber Safety Review Board. Cet organisme, créé par le département de la sécurité intérieure, et qui analyse généralement les cyberattaques de grande ampleur, a, en mars, mis en cause Microsoft après de multiples piratages, en faisant état de manquements de la part du géant de Redmond en matière de sécurité. ■

ISABELLE BENSMAIL, OLIVIER CLAIROUIN,
JULIETTE GARNIER, BRICE LAEMLE,
DAMIEN LELOUP ET FLORIAN REYNAUD

Le trafic aérien perturbé, de nombreux vols annulés

Des aéroports et compagnies ont fait état d'une série de problèmes

Meshi Gentjana, 37 ans, devait partir à Santorin (Grèce), vendredi 19 juillet, avec ses deux enfants depuis l'aéroport d'Orly. Après avoir patienté trois heures sans information, la famille apprend que son « *vol Transavia, numéro T03558, a été annulé* ». Seule avec ses enfants et ne parlant pas bien le français, cette habitante de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) se repose alors sur eux pour tenter d'en savoir plus. « *On cherche Transavia, on nous envoie partout, mais on n'arrive pas à trouver* », confie sa fille de 12 ans, après s'être entretenue avec un agent de l'aéroport.

Une fois le stand de la compagnie identifié, la famille se mêle à un attroupement déjà dense. Des numéros de vol sont appelés, mais chacun peine à entendre la voix des annonceurs, sans mégaphones, tant le brouhaha est intense. « *On nous dit quelque chose et puis on nous envoie vers des gens qui disent autre chose.* »

Vendredi, nombre d'aéroports à travers le monde ont été affectés par la panne informatique géante, liée à la mise à jour défectueuse d'une solution informatique du groupe américain de cybersécurité CrowdStrike. Celle-ci a notamment perturbé le fonctionnement des plates-formes et des réseaux de transports. Partout, comme celle où Meshi Gentjana s'est retrouvée bloquée, les files d'attente de passagers excédés se sont allongées, à la veille de l'un des principaux week-ends estivaux de départs en vacances.

Si le gestionnaire des aéroports parisiens ADP a assuré que la panne épargnait ses systèmes informatiques, le groupe a reconnu

des perturbations à Roissy et à Orly, les deux principaux points d'entrée pour les délégations étrangères des Jeux olympiques. Très touchée, Transavia, la filiale à bas coûts d'Air France-KLM, a reconnu avoir dû « *annuler dix-neuf vols aller-retour* », principalement à destination de la capitale allemande.

« *A part Amsterdam et Berlin, nous [effectuons] nos vols normalement* », a annoncé de son côté Air France. « *Nos opérations sont revenues à la normale sur l'ensemble du réseau* », a confirmé la compagnie, en milieu d'après-midi.

« Points d'enregistrement »

Le matin, tous les atterrissages ont été suspendus à l'aéroport de Zurich, le plus grand de Suisse, avant de reprendre quelques heures plus tard, tout comme à Berlin. Dans les aéroports de Vienne et de Budapest, les systèmes d'enregistrement de plusieurs compagnies ne fonctionnaient que manuellement, entraînant « *des retards significatifs* ». Amsterdam-Schiphol et Berlin-Brandebourg étaient, en début de journée, les deux aéroports européens dont l'activité avait été la plus perturbée.

Les effets négatifs du bug ont également été fortement ressentis à l'aéroport de Londres-Heathrow. La première plateforme européenne en nombre de passagers a été obligée de prévenir les voyageurs qu'ils devraient prendre leur mal en patience.

La pagaille à l'aéroport londonien a eu des conséquences sur l'activité de Ryanair, première compagnie aérienne en nombre de personnes transportées. Pour limiter au maximum les effets de la panne, la compagnie irlandaise

à bas coûts a conseillé « *à tous les passagers d'arriver à l'aéroport au moins trois heures avant l'heure de départ prévue* ».

Dans le sud du Vieux Continent, les plates-formes aéroportuaires espagnoles ont elles aussi été touchées. Comme partout ailleurs, cet « *incident technique mondial a affecté principalement les points d'enregistrement et d'information des passagers* », a expliqué Aena, le principal gestionnaire d'aéroport au monde en nombre de passagers. En Espagne, là aussi, les enregistrements ont été effectués « *à l'aide de systèmes manuels* ». Toutefois, Aena a précisé que son activité était revenue à la normale au cours de la journée à mesure que « *ses principaux systèmes* » avaient été « *rétablis* ».

Ailleurs, la panne a pu avoir des conséquences plus importantes. Aux États-Unis, notamment, quelque 2 400 vols ont été annulés dans la journée, un nombre qui pourrait encore augmenter. Les principales compagnies aériennes du pays, dont Delta Air Lines, United Airlines et American Airlines, ont cloué au sol tous leurs avions, tôt vendredi. Les unes après les autres, elles ont repris le cours normal de leurs opérations au fil des heures, tandis que pour leurs homologues mexicaines, le redémarrage s'annonçait plus complexe.

Si, samedi 20 juillet au matin, le trafic aérien mondial revenait progressivement à la normale, des perturbations pourraient néanmoins se prolonger dans les jours à venir, en raison des répercussions à la chaîne des annulations et des reprogrammations de vols en cours. ■

I. B. ET GUY DUTHEIL

De Londres à Milan, les places financières un peu secouées

Certaines plates-formes, des indices boursiers et des systèmes de paiement ont été affectés, avant un retour à la normale

LONDRES - correspondance

Des perturbations disparates et limitées. Toute la journée du vendredi 19 juillet, les marchés financiers, les banques et les assurances ont vécu sans panique les conséquences de la grande panne mondiale informatique provoquée par la mise à jour d'un logiciel de CrowdStrike, une entreprise américaine de cybersécurité.

J.P. Morgan, une banque américaine, confirme que certains de ses traders n'ont pas pu se connecter en début de journée en Europe. Pimco, l'une des plus grandes sociétés de gestion d'actifs au monde, a connu des problèmes similaires. Mais les difficultés sont à chaque fois restées contenues. « *Il y a eu peu d'impact sur les marchés financiers pour l'instant* », constate Jennifer McKeown, économiste au cabinet Capital Economics.

La Bourse de Londres (London Stock Exchange, LSE) a néanmoins connu des anicroches. Si les transactions n'ont pas été affectées, les indices n'étaient plus accessibles pendant près de quatre heures. Entre 11 h 55 et 15 h 54, le FTSE 100, l'indice de référence, et tous les autres indices calculés par le même groupe, ont continué à être compilés mais ne pouvaient pas être consultés.

La panne a aussi affecté la Bourse de Milan, qui utilise certains services fournis par LSE. Autre difficulté : le flux d'informations réglementaires de la Bourse de Londres a été interrompu, avant de reprendre en fin de journée. Quant au Trésor britannique, qui avait mis en vente des obligations, il a dû s'adapter : il a prolongé la période de mises aux enchères jusqu'à 14 h 30, au lieu de 10 heures comme prévu.

Retombées limitées

La Bourse de Paris, propriété d'Euronext, affirme n'avoir connu aucun dysfonctionnement. Le CAC 40 a terminé en recul peu notable de 0,69 %. La seule vraie secousse a concerné, sans surprise, CrowdStrike, qui s'est effondrée de 15 % à l'ouverture des marchés américains, avant de se stabiliser autour d'un recul de 10 %.

Par ailleurs, les services de paiement à travers le monde ont connu des difficultés. A Londres, les transactions par carte bancaire dans certains taxis ne fonctionnaient pas. En Allemagne, les caisses des supermarchés Tegut sont tombées en panne, nécessitant de fermer temporairement les 340 magasins. Tous avaient rouvert en fin de journée.

Cela risque-t-il de perturber le versement des salaires ? L'associa-

tion Global Payroll, qui représente les professionnels de gestion de masse salariale, affirme avoir reçu des appels de clients qui n'avaient plus accès à leurs systèmes informatiques. « *Suivant la durée de la panne* », elle estime que les conséquences pourraient être sérieuses, surtout pour ceux qui sont payés de façon hebdomadaire.

Les clients de Barclays Bank ne pouvaient plus utiliser l'application Smart Investor, qui leur permet de boursicoter depuis leur téléphone, et les lignes téléphoniques et les services en ligne de cette banque britannique ont été suspendus.

Au total, les retombées économiques de cette grande panne devaient être limitées, estime M^{me} McKeown. « *Le fondateur de CrowdStrike lui-même a exclu la possibilité que cela soit une cyberattaque*, explique-t-elle. *Le risque d'une perturbation prolongée est donc plus faible.* » En 2022, Capital Economics avait calculé qu'une cyberattaque qui réduirait de moitié la production économique mondiale pendant trois journées coûterait 0,2 % de croissance. « *Etant donné que ce n'est pas une cyberattaque, et que cela n'a pas affecté tous les logiciels, loin de là, les conséquences devaient être significativement moindres* », conclut-elle. ■

ÉRIC ALBERT

L'itinérance à vélo conquiert un nouveau public

Les voyages à bicyclette se démocratisent grâce à l'électrique, malgré un retard au niveau des infrastructures

REPORTAGE

PAIMBŒUF (LOIRE-ATLANTIQUE) -
envoyée spéciale

C'est leur semaine à elles, pendant laquelle elles laissent de côté mari et enfants pour pédaler à deux sur les routes de France. Sophie Pannetier et Perrine Momi, deux sœurs âgées respectivement de 45 et 47 ans qui vivent en Occitanie – l'une est infirmière, l'autre professeure de SVT – ont institué ce rituel estival depuis la pandémie de Covid-19. Une période qui a réveillé chez elles une envie de plein air.

En cette mi-juillet, elles ont embarqué leurs vélos dans des trains jusqu'à Orléans, puis filé sur la piste cyclable qui longe la Loire. Destination Pornic, en Loire-Atlantique : 625 kilomètres en sept jours. Sur leurs montures (10 kg chacune), deux tentes, des matelas gonflables, un réchaud, une casserole... L'une dispose d'une assistance électrique, l'autre pas. « On a besoin de vacances un peu actives, sinon, on s'ennuierait ! Et puis, ce sont des vacances pas chères. On dépense environ 50 euros par jour », commente Sophie Pannetier, à son arrivée au camping L'Estuaire, à Paimbœuf (Loire-Atlantique).

Proche de l'embouchure de la Loire, ce camping est situé au carrefour de deux grandes voies cyclables : la Loire à vélo et la Vélo-dyssée. De quoi en faire un point de ralliement des cyclistes. Au pic de la saison, le patron, Grégory Berment, en reçoit une cinquantaine chaque soir. « Quand on a racheté ce camping avec ma femme, en 2021, on n'avait pas compris qu'il y en aurait autant ! », s'étonne l'ex-paysagiste nantais. Cette clientèle, il la bichonne, d'autant qu'elle est encline à consommer au snack-bar et qu'elle est active sur les forums et réseaux, où les cyclistes se recommandent des hébergements.

Nouveaux territoires investis

Alors, à L'Estuaire, c'est tapis rouge pour les cyclistes : emplacements pour tentes, atelier réparation, zone de recharge des batteries... Et, surtout, des minicabanés en bois, garnies de matelas, assorties de tables à l'extérieur et d'accroche-vélos à l'arrière. Kevin et Mallaurie (qui n'ont pas donné leur nom), venus de la région de Nantes, ont opté pour cette formule, moyennant environ 40 euros la nuit. « C'est plus

confort qu'une tente, et cela s'adapte bien aux personnes qui ne restent qu'une nuit, explique Grégory Berment. Un mobil-home, on ne loue pas à la nuitée, c'est trop de ménage derrière. »

Jadis marginale, l'itinérance à vélo connaît un succès croissant. « La fréquentation des grands axes progresse d'environ 5 % par an », observe Olivier Amblard, président de France Vélo Tourisme, la plate-forme qui recense les routes et les hébergements. Si la majorité des cyclistes font des sorties à la journée, les « itinérants » sont de plus en plus nombreux.

Sur la Vélo-dyssée, en 2023, leur nombre a progressé de 63 % par rapport à 2018, pour atteindre 330 000, indique la Coordination mutualisée des véloroutes. En l'espace de cinq ans, l'impact économique du tourisme à vélo sur un itinéraire tel que la Loire à vélo, ou une destination telle que la Bretagne, a doublé.

Ce succès tient en premier lieu au développement des infrastructures, avec de plus en plus de véloroutes – on en compte 59 dans l'Hexagone. Parmi les plus récentes figurent la Flow Vélo (qui tra-

verse la Dordogne), la Vélobuissonnière (de la Normandie à la Loire) ou encore la Vagabonde (dans l'Allier). En 2024, deux nouvelles voies ont ouvert : la Véli-déale, qui relie Saint-Nazaire au lac de Vassivière (Creuse - Haute-Vienne), et la Régalante, de Nantes au Mont-Saint-Michel.

« Les élus sont friands de ces projets, qui dégagent des retombées économiques, et dont l'usage profite aussi bien aux touristes qu'à la population locale », analyse Olivier Amblard. En outre, de nouveaux territoires plus montagnoux ont pu être investis, grâce à

L'agence Chemins mise beaucoup sur la communication sur Instagram, grâce à des partenariats avec des influenceurs voyage

la démocratisation du vélo à assistance électrique (VAE). « Tous les loueurs de vélo se sont équipés depuis le Covid », note Fabien Leduc, fondateur de l'agence Abicyclette Voyages.

Le VAE a surtout permis d'élargir le public. « Avant, nos clients cyclistes étaient surtout des sportifs, plutôt des hommes. Depuis trois ans, on a plus de femmes, plus d'enfants, des retraités », remarque Marie Piveteau, gérante du Manoir de l'Espérance, à Corsept (Loire-Atlantique), un gîte camping spécialisé dans l'accueil des cyclistes.

Certains – une minorité – voyagent par le biais d'agences, qui peuvent transporter les bagages et effectuent les réservations du circuit. Abicyclette, l'une des plus anciennes, dit avoir « doublé son volume de clients » depuis 2022, avec « une moitié d'étrangers », relève Fabien Leduc. « Le VAE a été un accélérateur phénoménal », constate-t-il. « Certaines agences se positionnent sur la clientèle d'entreprise, avec des séjours de team building [renforcement de l'esprit d'équipe] à vélo », souligne Karine Dupuy, de France Vélo Tourisme.

De nouvelles offres ciblent la clientèle urbaine aisée, comme celle de Chemins, une agence créée en 2022 par Alexandre Le Beuan. Pendant des années, il a vendu, par le biais de son ancienne agence Shanti Travel, des séjours exotiques en Inde ou en Indonésie. Désormais, il propose à la même clientèle des circuits à vélo dans la Drôme ou l'Ardèche, en VAE, avec hébergements insolites et visites chez des producteurs de miel ou de lavande.

Sujet délicat de l'hébergement

Son agence mise beaucoup sur la communication sur Instagram, notamment grâce à des partenariats avec des influenceurs voyage. Son affaire commence à décoller : il pense doubler son activité en 2024 – essentiellement des familles, qui déboursent, pour quatre jours, environ 2 000 euros pour quatre personnes (vélos, nourriture et hébergement inclus).

Si le concept a le vent en poupe, il reste toutefois moins développé qu'en Allemagne ou certains du pays du nord de l'Europe. « En termes d'infrastructures, on progresse, mais on a dix ans de re-

Parmi les points noirs figure l'intermodalité, c'est-à-dire la possibilité d'embarquer son vélo dans un train

tard par rapport à eux », juge Fabien Leduc. Parmi les points noirs, l'intermodalité, c'est-à-dire la possibilité d'embarquer son vélo dans un train.

Dans les TGV, les vélos doivent souvent être démontés – quand ils existent, les emplacements vélos sont peu nombreux. « Vous vous voyez sur un quai de la gare à démonter les vélos de toute une famille ? », soupire Karine Dupuy. Dans les autres trains, les places sont limitées, les réservations pas toujours possibles, les règles changeant d'une région à l'autre. « On n'est jamais sûr qu'on pourra embarquer. Quant aux cars, ils ne sont pas équipés. » Chaque année, cependant, la situation s'améliore : cet été, les TER qui suivent la Loire à Vélo permettent de réserver une place spécifique pour son vélo.

Autre sujet délicat : les hébergements. En haute saison, en dehors de l'option tente, il est parfois difficile de trouver un point de chute pour une seule nuit près des grands axes. Les gîtes, chambres d'hôte et résidences de tourisme privilégient les clients qui restent plusieurs jours. Toutefois, de nouvelles solutions se développent : La Cabanerie, la PME rennaise qui fabrique les huttes pour cyclistes, comme celle du camping L'Estuaire, voit son volume d'affaires augmenter de 20 % tous les ans.

En France, 4 000 hébergeurs disposent du label « Accueil Vélo », au travers duquel ils s'engagent à proposer des hébergements pour les cyclistes, et un espace pour se garer. « C'est loin d'être suffisant », reconnaît Olivier Amblard, de France Vélo Tourisme. Son organisme est l'un des auteurs d'une feuille de route adoptée par plus de 90 acteurs de la filière au mois de juin, pour que la France devienne, d'ici à 2030, la première destination mondiale du tourisme à vélo. Selon les dernières estimations, le chiffre d'affaires lié au cyclotourisme en France serait de 4,2 milliards d'euros. ■

JESSICA GOURDON

L'île de Bréhat limite à nouveau sa fréquentation cet été

Du 22 juillet au 23 août, seuls 4 700 visiteurs pourront accéder à ce site breton, affecté par le surtourisme, entre 8 h 30 et 14 h 30

Réservez votre passage, et nous vous garantissons une visite de qualité de l'île. » Tel est le nouveau leitmotiv d'Olivier Carré, maire (sans étiquette) d'Ile-de-Bréhat (Côtes-d'Armor). Ce site emblématique de la Bretagne, à dix minutes en bateau de la pointe de l'Arcoest, à Ploubazlanec, devrait accueillir, cet été, un peu plus de 3 000 touristes par jour en moyenne. Et, lundi 22 juillet, un arrêté municipal régulant son accès entre en vigueur pour la deuxième année d'affilée.

Jusqu'au 23 août, du lundi au vendredi, seuls 4 700 visiteurs pourront accéder à l'île de 3,09 kilomètres carrés entre 8 h 30 et 14 h 30. L'après-midi, ce quota sera levé, la municipalité considérant qu'une partie des excursionnistes sont déjà repartis. Les 412 habitants permanents, les propriétaires de résidences secondaires, travailleurs, personnels de secours,

de police, douanes et défense nationale ne sont pas concernés par cette jauge. La municipalité estime qu'en comptant les personnes exemptées et celles traversant hors de la plage horaire, 5 340 personnes au maximum pourraient rejoindre Bréhat au cours d'une journée régulée.

Limitation des escales des croisiéristes, quotas, encadrement des locations de courte durée, taxes... Partout en Europe, des grandes villes – Venise, Florence et Amsterdam – et des sites saturés, comme les calanques de Marseille, cherchent, depuis quelques années, à maîtriser l'excès de visiteurs. La municipalité d'Ile-de-Bréhat a sauté le pas en 2023, après deux années de hausse de la fréquentation, avec des pics à plus de 5 000 personnes par jour. Pour l'éviter, elle a décidé d'instaurer des jauges au plus fort de la saison estivale. L'objectif du maire : « Pas plus, mais mieux. »

En 2023, durant la période réglementée, environ 135 000 visiteurs ont débarqué sur l'île contre 147 350, sur la même période, en 2022. Le quota n'a été atteint qu'à deux reprises, avec environ 5 700 excursionnistes, le 9 août, et 5 300, le 16 août. En 2024, l'arrêté est reconduit à l'identique, afin d'établir une base de comparaison. Seule modification : la période concernée, avec une semaine de moins. « Il y a eu peu de fréquentation entre le 14 juillet et le 25-26 juillet 2023. Ce n'était donc pas très utile de réglementer cette période », explique M. Carré.

Un an après cette décision inédite en Bretagne, le bilan est positif pour la municipalité : indice de satisfaction des visiteurs de nouveau en hausse, moins de problèmes de parking sur le continent, moins de courriers de plainte et d'agressivité des excursionnistes... Olivier Carré reconnaît néanmoins que la météo défavo-

rable, en juillet 2023, fausse en partie les résultats. « Le plus important est le changement de pratique, estime l'édile. Les visiteurs ont pris l'habitude de réserver, et le principe de la régulation est entré dans les mœurs. »

« On n'avait pas anticipé comment la décision allait être perçue par les visiteurs », commente, de son côté, Anne-Lise Corlouër, présidente de Vedettes de Bréhat, la principale compagnie maritime desservant l'île et délégataire de service public.

Conséquences économiques

Cette dernière estime que la communication floue et le manque de pédagogie autour de l'arrêté municipal pris au printemps 2023 ont pu avoir un effet dissuasif pour les visiteurs, craignant d'être pris dans la foule et de ne pas pouvoir traverser. La compagnie maritime bréhatine enregistre une baisse de l'ordre de

20 % du nombre de passagers par rapport à 2022, durant la période de régulation, et de 25 % par rapport à 2021.

« Il y a eu beaucoup d'incompréhension autour des horaires d'application de l'arrêté », juge, elle aussi, Nathalie Lamidon, propriétaire de l'hôtel-restaurant La Vieille Auberge. Mes clients ne savaient pas s'ils pouvaient passer l'après-midi. »

Deux ou trois ans seront nécessaires pour analyser véritablement les conséquences économiques de la régulation, ajoute Stéphane André, propriétaire du restaurant Le Crech-Kerio et de la boulangerie. « Refuse-t-on 1 000 ou 2 000 personnes ou, finalement, juste une centaine, ce que l'on peut gérer ? », s'interroge-t-il.

Cette deuxième année de quota sera également scrutée de près par les autres îles bretonnes de l'association Les Iles du Ponant, dont Bréhat est membre, elles

aussi concernées par l'hyperfréquentation. Ce groupement fait partie des vingt-cinq projets recensés en juin par Atout France, l'agence de développement touristique nationale, dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt sur la gestion des flux touristiques. Doté d'une aide de 100 000 euros, le projet permettra d'établir le premier diagnostic territorial du flux de fréquentation des îles ainsi que sa perception par les habitants et les professionnels du secteur.

A terme, l'objectif est de trouver le meilleur équilibre (réglementaire ou non), entre la nécessaire activité touristique et le respect du cadre de vie des habitants. Le 2 juillet, l'archipel normand de Chausey (Manche) a instauré déjà une charte de régulation de la fréquentation, moins contraignante qu'un arrêté municipal. ■

VÉRONIQUE MALÉCOT

NAIROBI - correspondance

Il est un recoin de Dakar, entre le port et la plage de la Voile d'or, où les portails et les murs gris se colorent d'un jaune et d'un rouge criards. Ce faubourg industriel de la route de Rufisque, avec ses multiples usines peintes aux couleurs de la marque agroalimentaire, est l'ancre de Patisen. Et, au milieu, dans une maison discrète, vit son fondateur.

D'autres, sitôt la fortune venue, auraient investi une pompeuse villa du cap Manuel ou un appartement sur la corniche, avec vue imprenable sur l'Atlantique. Mais pas Youssef Omais. Sa silhouette longiligne, son front dégarni, son regard soucieux font partie du décor de l'entreprise, l'une des premières du pays, avec ses quelque cinq mille employés et sa large gamme de produits alimentaires qui embaument les cuisines sénégalaises, mais aussi maliennes, guinéennes ou burkinabées.

Dans le Dakar des années 1970, les Omais sont connus pour leurs boulangeries, pâtisseries, services traiteur, puis pour un salon de thé couru, Le Bruxelles. Cette famille d'origine libanaise, l'une des très nombreuses du Sénégal, n'est ni riche ni pauvre, mais suffisamment prospère pour subvenir aux besoins de ses douze enfants. Youssef, le huitième, n'a pas 20 ans quand il choisit de délaisser le cyclisme de haut niveau, sa passion, pour intégrer les affaires familiales.

Dix ans après l'indépendance (1960), la jeune république est pleine d'espoir, mais Léopold Sédar Senghor (1906-2001), le président-poète, hérite d'une économie très agricole, peu productive, dépendante (déjà) des importations. Youssef Omais, qui touche à tout, organisant notamment «des réceptions à la présidence et dans les grandes ambassades», constate la domination sur le marché alimentaire d'entreprises européennes, comme le suisse Nestlé. «J'ai senti qu'il y avait quelque chose à faire», raconte l'auto-didacte, dans un rare entretien téléphonique accordé au Monde – il «n'aime pas parler de [lui]». «Je voyais que ces grands groupes se développaient, occupaient le marché. Leurs produits étaient fortement consommés.»

«LES DEUX TIERS DU MARCHÉ»

En 1981, il lance d'abord une entreprise de négoce alimentaire, Patisen (contraction de pâtisserie et de Sénégal), concentrée notamment sur les intrants de boulangerie. Puis se lance rapidement dans les produits du petit déjeuner (pâte à tartiner, pâte d'arachide, café en poudre), en rachetant à un Français une usine abandonnée. «Elle est repartie de plus belle», raconte-t-il. Je me suis dit qu'il suffisait de faire de la qualité et un produit adapté au marché, tant au niveau du goût que du prix, mais aussi de la visibilité. Ce dernier point est sa première grande intuition: la publicité. Comme plus tard sur la route de Rufisque, les couleurs de ses marques se multiplient en ville.

L'aventure va tourner court. A la fin des années 1990, l'entrepreneur sénégalais a fait entrer à son capital le suisse Barry Callebaut. Ce géant du cacao vient pour développer l'activité, mais prend bientôt le contrôle de l'usine. Il finira par la fermer. M.Omais, tenu par des clauses de non-concurrence, est cantonné à son négoce, qu'il élargit notamment au Cap-Vert, au Mali et à la Guinée.

Le voile de retour dans la production dès la chute de ces clauses, en 2007. Mais avec plus d'ambition. Il relance le petit déjeuner et se diversifie dans le déjeuner, à commencer par le bouillon. Dans les cuisines sénégalaises, ce petit cube est déjà utilisé pour rehausser, à moindre coût, les saveurs d'un poulet yassa ou d'un thié-



Youssef Omais, devant une usine Patisen, à Dakar (Sénégal), le 8 novembre 2018. SYLVAIN CHERKAOUI POUR «JEUNE AFRIQUE»

Au Sénégal, Youssef Omais, roi sans héritier du bouillon cube

FORTUNES AFRICAINES 3/3 Les petits cubes ont fait l'immense succès de Patisen, un géant ouest-africain de l'agroalimentaire. L'entrepreneur discret, ami de Michel Berger et de France Gall, a vendu son joyau à la famille royale marocaine

bouidiène (riz au mérou, le plat national sénégalais). «Il a été à l'écoute, il a fait les marchés, il a vu le comportement des femmes, il a analysé l'économie. Son bouillon est arrivé à point nommé, à un moment où les habitudes culinaires changeaient», affirme Virginie Cissé, qui a été secrétaire générale du groupe. Le cube de bouillon, dit-elle, fait alors gagner un temps précieux à une nouvelle génération de femmes actives, quand leurs «grands-mères, des femmes au foyer, utilisaient des produits naturels, des feuilles et autres».

A son arrivée, Nestlé est la référence en la matière. D'aucuns aiment d'ailleurs à rappeler la ressemblance troublante entre le cube Maggi du suisse et le Mami créé par Patisen, leur jaune et leur rouge si similaires... Le site Internet du groupe martèle que sa «valeur ajoutée [est] ailleurs». Patisen se fournit localement en sel (le premier ingrédient), emploie «100 % de Sénégalais», prenant soin d'associer des employées féminines à sa R&D et à sa promotion sur les marchés.

Il occupe aussi les rayons, créant face à Maggi toute une déclinaison de marques (Doli, Ami, Adja...). «Le gâteau s'est partagé,

on avait les deux tiers du marché», savoure M. Omais.

Le patron a surtout une troisième intuition majeure: la vente à l'unité. «Youssef a compris ça avant tout le monde, salue son ami Abbas Jaber, un Franco-Sénégalais d'origine libanaise. La ménagère africaine, elle va tous les jours au marché avec un petit budget, elle achète tout par petites doses, au jour le jour, du bouillon à la moutarde. Ce marketing a été la clé de sa réussite.»

Très tôt, Patisen décline l'essentiel de sa gamme – jusqu'à une cinquantaine de produits de grande consommation – en minisachets, bâtonnets et autres formats microdose. Embryonnaire dans les années 2000, la sachétisation de l'économie, en partie critiquée pour son coût économique et écologique, est aujourd'hui un marqueur de la consommation en Afrique subsaharienne.

Résultat, au tournant des années 2010, le groupe connaît «une croissance impressionnante de plus de 50 % par an», salue Philippe Delacroix, administrateur indépendant. Les revenus culminent à environ 150 millions d'euros en 2019 – dont environ la moitié pour le bouillon. Des chiffres loin de certains géants africains, mais qui font de Patisen l'un des rares fleurons industriels du Sénégal, une économie modeste de seulement 18 millions d'habitants.

Il exporte dans une vingtaine de pays et se rêve en «leader de l'agrobusiness, de Dakar à Djibouti». Face aux investisseurs qui se pressent, Omais se montre jaloux de ce groupe, qu'il compare à son «enfant», n'acceptant d'ouvrir son capital qu'à une ins-

titution de développement, la Société financière internationale (filiale pour le secteur privé de la Banque mondiale), en 2011, et encore, minoritairement.

Dans les sphères économiques, l'entrepreneur est connu comme un «bourreau de travail», «un bâtisseur». Un personnage «très intelligent» aussi, mais singulier. Son management est omniprésent. La gestion de Patisen «ne colle pas avec les méthodes enseignées dans les écoles», s'amuse Virginie Cissé, une très proche, qui admet s'être «souvent heurtée à lui au début». L'un des plus gros patrons du Sénégal est également réputé humble, humaniste, d'une sincérité presque naïve. «Ce n'est pas un tueur, pas quelqu'un qui a les dents longues», confirme Abbas Jaber, lui aussi chef d'entreprise, avec Advens-Geocoton.

DE L'USINE À LA MAISON

Cet ami d'adolescence est l'un des rares à avoir connu un autre Youssef Omais. «On était des gamins, on sortait en boîte, on draguait les filles. Il y avait ce club, l'Aldiana, sur la Petite Côte – en wolof, ça veut dire "le paradis". C'était un peu des années Hollywood Chewing Gum», plaisante-t-il en référence à la célèbre campagne de pub vantant la «fraîcheur de vivre». Il y eut ensuite des années paillettes, où Youssef fréquentait, selon ses propres mots, le «beau monde». Michel Berger (1947-1992) et France Gall (1947-2018), qui achètent une maison sur l'île dakaroise de Ngor, sont de ses amis.

Puis, comme d'autres entrent dans les ordres, l'entrepreneur se dévoue à l'industrie. «J'ai sacrifié ma vie à l'entreprise, à la création

Le patron a une intuition majeure: la vente à l'unité, la «clé de sa réussite», selon son ami Abbas Jaber

de produits, d'usines. (...) Comme si j'étais venu sur terre pour travailler et non m'amuser», confie-t-il. Une vie quasi monacale, de l'usine à la maison – avec juste une rue à traverser. La routine s'interrompt seulement pour ces longs déjeuners de fin de semaine où sa table est ouverte aux amis, aux clients, aux prospecteurs, aux commerçants du coin, aux journalistes... On échange, sans protocole, autour de l'éternel célibataire. M.Omais ne se cache pas de n'avoir eu ni femme, ni enfants, ni successeur désigné – pas même un directeur général.

L'entrepreneur, 70 ans cette année, a néanmoins dû se résoudre, fin 2023, à une vente «douloureuse». D'abord, parce qu'il veut mettre de l'ordre dans ses affaires. Ensuite, parce que d'opiniâtres batailles avec l'Etat, sur des questions fiscales et de nouveaux projets (production d'arachide, de sel, ainsi que lancement d'une radio), l'ont affecté. Surtout, l'épidémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont profondément secoué son groupe: le chiffre d'affaires a chuté; les coûts des matières premières, pour beaucoup importées, ont explosé; la dette s'est alourdie; tandis qu'un concurrent local a fait sa place, souligne un ban-

quier d'affaires. La profonde maîtrise du marché sénégalais s'est aussi révélée difficile à répliquer dans certains pays à fort potentiel, Côte d'Ivoire et Nigeria en tête. Pour le groupe familial, un plafond de verre semble atteint.

Quand il toque à la porte, le fonds d'investissement Al Mada, majoritairement détenu par la famille royale du Maroc, tombe au bon moment, mais il est aussi précédé d'une réputation d'investisseur de long terme. La pérennité de l'entreprise et de ses «générations d'employés» a, selon lui, été centrale dans la vente de la majorité du capital, dont le montant est confidentiel. Al Mada avait déclaré à l'annonce de la transaction, en juillet 2023, vouloir «accélérer le développement», s'agissant tant des produits que des marchés. Contacté, le groupe dit s'en tenir pour le moment à ces déclarations.

Désormais sans fonction exécutive (il reste administrateur et actionnaire minoritaire), Youssef Omais entend se consacrer à des «projets plaisir». Peut-être des hôtels, qui répondraient à son obsession de créer de l'emploi, pour éviter le drame des milliers de jeunes gens qui «partent en mer». Des projets pour demeurer actif, aussi. «Je ne peux pas rester sans travailler, je crois que je vieillirais», conclut-il, cette fois dans un sourire. Déménager, au moins? Il n'évoque même pas l'idée. ■

MARION DOUET

FIN

RENCONTRE

TOULON - envoyé spécial

Il cite Jean Eustache – « *Il faut que tout se sache* » – et court se jeter dans la mer en slip kangourou blanc. Il n’a pas pensé à prendre un maillot de bain. Toulon. Enfin, à côté, La Seyne. Plage des Sablettes. Face au cap Sicié et aux Deux Frères, ces rochers qui pointent au large dans l’eau salée comme les deux dents d’un monstre marin. Quand il fait une chose, Charles Berling ne calcule pas : « *Qu’il s’agisse de faire ou non un film parce que c’est du cinéma populaire ou au contraire l’œuvre d’un réalisateur intello, qu’il s’agisse de mon positionnement entre théâtre public et subventionné, ou encore de mes interventions politiques... je ne suis pas un stratège.* »

Toulon, première ville de plus de 100 000 habitants à avoir été prise par le Front national entre 1995 et 2001. Charles Berling, enfant de la ville, y dirige depuis 2011 le théâtre Le Liberté, poussé par un maire de droite républicaine à la tête de cette Scène nationale à laquelle a été greffée, en 2019, la pinède de Châteauvallon, qui surplombe la rade, avec son mythique amphithéâtre de plein air. Si le raz-de-marée annoncé de l’extrême droite n’a pas submergé la France, il n’a pas épargné la rade.

A Toulon, Laure Lavalette a ainsi été élue dès le premier tour. « *Elle coche toutes les cases, fait remarquer le comédien-directeur-metteur en scène. Catho tradi, cinq enfants, porte-parole du Rassemblement national... Les gens de droite qui, ici, s’en méfiaient au début, ont commencé à dire : “Elle est plutôt sympmââ.” Mais elle veut la mairie. Et, vu ce que je dis sur elle dans les journaux, je doute que, si elle l’obtient, je reste longtemps...* », s’inquiète celui qui ouvrirait les portes de son théâtre aux immigrés pour l’association SOS Méditerranée, récoltant des manifs en retour.

« Grain de folie artistique »

On ne reste pas longtemps mouillé sur la plage balayée par le vent chaud. « *Les Sablettes, c’est ce que j’aime ici : un lieu populaire, des gens pas très riches, mêlés, qui, comme nous quand j’étais enfant, viennent en famille. Le contraire du bling-bling. Toulon. C’est là d’où je viens, et j’y suis attaché.* » Ce qui pourrait le rendre malade ? « *L’idée qu’il n’y a pas d’universel possible, qu’à un moment donné on ne puisse plus communiquer. L’extrême droite a réussi à coller sur la culture cette image élitiste, qui s’en mettrait plein les poches et donnerait des injonctions au peuple. Les gens qui font du fric, eux, ne sont pas jugés élitistes, au contraire, on y voit un truc populaire... Toutes les valeurs sont retournées. Et les artistes de se taire, de peur de mettre de l’huile sur le feu. C’est ça, le fascisme, cette intimidation de la parole, de l’art, de la pensée. C’est dégueulasse. Et ça infuse, même chez La France insoumise. Les gens font du travail de terrain dans les quartiers et on les accuse de diffuser de la pensée bourgeoise...* »

Charles Berling est né à Toulon. Père médecin, officier de marine, longtemps à naviguer. « *Catho, taiseux, coïncé* », résume le fiston. Vacances à l’île de Ré avec les cousins dans la maison de famille. Charles a 6 ans quand le père est nommé à Tahiti. Les six gosses grandissent en liberté – le mot, on l’aura compris, a son importance – pendant que le père navigue ou filme à Mururoa, où il est médecin-chef, avec sa caméra 8 mm les

volutés inquiétantes. Quand ils reviennent de Polynésie, deux ans plus tard – le père ayant été nommé anesthésiste à l’hôpital Saint-Anne, à Paris –, c’est sur un cargo aménagé en paquebot, *Le Taurien*. Un mois pour relier Paapeete à Marseille.

« *Si je n’avais pas été acteur, j’aurais été marin*, affirme Charles Berling, qui la veille encore tirait des bords avec le *Idle-Wild*, son voilier de 15 mètres sur lequel il invite généreusement – d’Isabelle Huppert (quatre films avec elle, il est le parrain de son fils) à Edgar Morin, 102 ans au compteur, bon pied bon œil, dit-il. « *Je n’ai jamais désiré être marin, je l’étais. De même que je ne voulais pas être acteur... Après, entre marin et acteur, il y a un point commun que je n’ai pas saisi tout de suite : dans les deux cas, sur mer et quand tu joues, tu travailles avec quelque chose qui n’est pas maîtrisable. Sur un tournage, toute la ruse c’est de se mettre en condition pour que, au moment où on dit “Moteur !”, tu puisses exprimer un truc que tu n’as jamais exprimé et que tu n’exprimeras plus...* Les deux ont en commun une grande solitude qu’on ne peut vivre qu’en équipage », affirme celui qu’on a pu voir cette année dans *Flo*, un biopic sur Florence Arthaud, avec laquelle il a par ailleurs navigué, tout comme avec Loïck Peyron, Marc Thiércein...

« Si je n’avais pas été acteur, j’aurais été marin. Les deux ont en commun une grande solitude qu’on ne peut vivre qu’en équipage »

Son soixante-et-onzième rôle au cinéma. Cinéma où d’ailleurs il s’était révélé sur une plage, dans *Petits Arrangements avec les morts*, de Pascale Ferran, en 1994 (avec, pour le coup, un extraordinaire château de sable) pour enchaîner avec *Nelly et M. Arnaud*, de Claude Sautet, l’année suivante, puis devant les caméras d’Anne Fontaine ou de Patrice Chéreau, qu’il met en scène, il y a 120 personnes dans la salle. Les gens ne savent pas ce que tu fais. »

Il vient de terminer *Les Talents d’Achille*, une comédie, aux côtés de François Berléand et Thierry

Lhermitte, interprète Pierre Wertheimer (actionnaire majoritaire de Chanel) dans la série *The New Look*, sur Apple TV. Au théâtre, il tourne le diptyque de Bergman, *Après la répétition/Persona*, mis en scène par Ivo van Hove, il monte des pièces de Lars Noren, prête sa voix au podcast sur Léon Blum de France Inter avec son ami Philippe Collin...

Il n’arrête pas. Son « *grain de folie artistique* », il faut aller le chercher chez sa mère, Nadia. Il lui a dédié un livre : *Aujourd’hui maman est morte* (Flammarion), réédité en poche, 40 000 exemplaires vendus. Son père l’a épousée au Maroc. Ses parents y tenaient le garage Saint-Christophe, rue Rouamzine, à Meknès. Des Français venus de Casteljalous, en Lot-et-Garonne. Au départ, le grand-père, Gaston, s’était engagé dans la Légion pour fuir une obscure histoire criminelle, avant d’ouvrir ce garage. Sauf qu’il n’aimait que la chasse. C’est sa femme, Fernande, qui fera prospérer l’entreprise. Charles Berling confie que le nom de sa mère, Nadia, aurait dû lui mettre la puce à l’oreille. Ce n’est que le jour de son enterrement, en regardant les visages des filles de Kadour Mourine, le chef mécanicien, qu’ils ont tous compris. La ressemblance. Fernande était amoureuse de Kadour. Et Nadia probablement sa fille. Rien n’aura été dit.

Charles Berling, sang-mêlé. S’en mêler dirait un lacanien de comptoir. S’emmêler pour ce qui nous concerne. Ce qui le caractérise, c’est cette absence de peur de ne pas marcher au pas et de filtrer pour ouvrir sa gueule. Sur les traces de son frère aîné, Bernard (avec qui il dirigea Le Liberté pendant trois ans, au début), il part étudier l’art dramatique à l’Institut supérieur des arts à Bruxelles. Il y rencontre Mario Gonzales. Le comédien guatémaltèque, qu’on a vu chez Mnouchkine, y enseigne l’art du masque et du clown. « *Acteur sublime, il m’a fait découvrir plein de choses. Il m’a fait m’ouvrir.* » Il sourit. « *Je me suis dit : “Il y a la moitié de la planète que je ne connais pas.” Après, dans ma carrière sexuelle, je ne suis pas resté homo.* »

« Je ne possède rien »

Beau gosse bavard et séducteur, marié une fois, père d’un garçon, il sera un tombeur de ces dames, sans cacher rien de son histoire. Dans sa voiture – électrique – de fonction, on découvre *Les Chants de Maldoror*, de Lautréamont, qu’il vient d’acheter pour son ami le rugbyman Daniel Herrero, parce qu’il était étonné que cet érudit n’ait pas lu ce livre ovni, bible des surréalistes. « *Pour moi, c’est ça, l’art. Comme L’Enfer de Dante ou un tableau de Jérôme Bosch.* » L’art comme raccourci

« L’idée de perfection est la pire que l’on ait inventée dans l’histoire de l’humanité »

pour aller explorer nos parts d’ombre et nos désirs cachés, avec la poésie en gilet de sauvetage ?

De l’autre côté de la rade, vers Carqueiranne, sa maison surplombe la mer – plus exactement celle qu’il loue. « *Je ne possède rien, alors que, de toute ma fratrie, je suis sans doute celui qui a gagné le plus d’argent. Je suis comme ma mère, je passe mon temps à courir après le pognon. J’ai gagné plus d’argent qu’aucun de mes frères et sœurs et au final, par moments, je suis allé dormir au théâtre.* » Parmi les peintures, trois portraits de lui signés Juliette Binoche, et puis cette photo étonnante de Nadia, la fille de colon, posant fusil au bras, assise auprès d’un arbre, à ses pieds les cadavres d’un sanglier et d’un renard.

« *J’avais 25 ans, j’étais sur une plage par là-bas*, dit-il, désignant le levant, *jusque-là je n’avais jamais remarqué qu’on lui avait greffé de la peau au bras. C’est alors qu’elle me l’a raconté : jeune, elle avait été prise en flagrant délit d’avoir rejoint un ami sans autorisation. Pour éviter la punition, elle a cherché une diversion, elle a pris le fusil et choisi le bras gauche...* » Il se lève, s’assoit, se relève. « *Cela dit le niveau de terreur pour qu’elle fasse ça, le niveau de violence !* »

L’énergie des tempêtes

Comme chez sa mère bout en lui l’énergie des tempêtes qu’il s’emploie à dompter. A 66 ans, le trublion ne tient pas en place. Et revient au port : « *Je suis né dans un monde violent. Mes parents nous frappaient. On s’est rebellés, on s’en est expliqués, j’ai réglé mes comptes... Mon père, c’était très organisé. Ma mère, elle, ça partait d’un coup. Tout allait bien et puis, paf. Comme j’étais comme elle, j’ai commencé à lui répondre. Alors je m’éloignais, je me rappelle, je tapais dans les arbres pour ne pas lui taper dessus.* » Nadia est morte il y a vingt ans, mais sa présence rôde. « *Elle était violente avec mon père. Un jour, je jouais Hamlet à Marseille. Je suis venu, je lui ai dit : “Je ne te laisserai pas le tuer devant moi...” Elle prenait sa revanche. Ma mère avait un tempérament artistique, elle ne voulait pas être mère de famille. Simplement, elle était tombée amoureuse de ce médecin de marine pour fuir son enfance infernale. Pour se venger d’avoir été empêchée, elle inversait l’ordre du pouvoir.* »

Nous négocions tous avec nos démons. Bien peu l’admettent. En tragédien, Berling a l’ivresse du danger ; en marin, il est enfant de la vague. Chez lui l’action précède le verbe. Etre soi. Sans ceillères. Un personnage pour Isidore Ducasse, alias Lautréamont ? Il n’a pas entendu. « *Pour moi, la perfection est la pire idée que l’on ait inventée dans l’histoire de l’humanité. Elle mène au fascisme, au suprémacisme. Dernièrement, à Châteauvallon-Liberté, on a travaillé sur les fonds marins, j’ai découvert que beaucoup de choses n’y servent à rien... C’est reposant de voir que la nature fabrique de l’inutile.* » ■

LAURENT CARPENTIER

Prochain épisode Annette Messenger



A La Seyne-sur-Mer (Var), le 10 juin. CLAIRE GABY POUR « LE MONDE »

Charles Berling : « Je suis né dans un monde violent »

UN CHÂTEAU DE SABLE AVEC... — 1/6 — Chaque samedi, durant l’été, « Le Monde » accompagne un ou une artiste à la plage. Aujourd’hui, le comédien et directeur de théâtre, à La Seyne-sur-Mer, dans le Var



« Descente au paradis » (2024), de Kader Attia, au MoCo, à Montpellier. LAURENT LECAT

A Montpellier, Kader Attia sème les indices et les arguments

Au MoCo, l'exposition de l'artiste, « Descente au paradis », se veut une réflexion critique sur l'état du monde, entre dégradation et résistance

ARTS

MONTPELLIER - envoyé spécial

Kader Attia présente une exposition au MoCo, à Montpellier, la première de cette ampleur en France depuis celle qui eut lieu au MacVal, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), en 2018. Mais le mot « exposition » est-il le plus juste ? Ce n'est pas une rétrospective : ni volonté d'exhaustivité ni respect de la chronologie. Il ne s'agit pas non plus de ne montrer que ses travaux les plus récents, même s'il y en a ici, associés à de plus anciens.

En fait, le terme qui paraît le plus précis est « réflexion » : une réflexion critique sur l'état de notre monde, logiquement construite. Les éléments visuels et sonores qui la composent sont ordonnés en trois phases, chacune d'elles occupant un étage du bâtiment, et le cheminement se faisant de haut en bas. Ainsi entre-t-on au niveau du « purgatoire », pour descendre vers l'« enfer », et descendre encore jusqu'au « paradis », à rebours des religions qui placent celui-ci dans les cieux.

Se succèdent donc trois états : deux degrés différents de dégradation et de destruction pour les premiers, et un, le dernier, où se manifestent les signes d'une résistance. Il n'y a là rien d'autobiographique ou de subjectif. Tantôt Attia énonce arguments et preuves, tantôt il inscrit sa pensée dans des formes symboliques.

Quelques-unes des installations se comprennent aussitôt : par

exemple, un long grillage métallique à demi ployé, aux mailles duquel se trouvent pris des morceaux de pierre ou de moellon, projectiles d'une révolte qui, en conclut-on, a échoué à renverser cette barrière. Ou encore une plantation de buissons desséchés, dont les branches portent des lance-pierres, autre image d'un soulèvement sans espoir.

Cette fonction accusatrice est aussi celle des photographies sur lesquelles le regard bute dès l'entrée : de grands clichés des jetées faites de cubes de béton entassés les uns sur les autres. Ces faux rochers trop réguliers bordent ce qui paraît être l'entrée d'un port, et la mer elle-même n'est plus, dès lors, qu'un canal pour cargos, prise entre ces murailles : il ne reste rien de la nature, si ce n'est un ciel vide.

Force de suggestion des objets

Le sentiment de perte et d'enfermement s'aggrave encore quand un mur entier devient l'écran où est projetée une vidéo d'une cruauté simplifiée. Passe en boucle le travelling d'une caméra qui glisse devant la façade d'un de ces grands ensembles de banlieue, où sont répétés des centaines de fois les mêmes fenêtres et les mêmes structures. Pour avoir vu une visiteuse exploser de colère devant ces images que la monotonie rend encore plus accablantes, on peut témoigner de leur efficacité. Il y avait là soudain, face à elle, une évidence qui lui était insupportable.

On ne sait comment elle a réagi, plus loin quand elle a dû marcher sous des dizaines de prothèses de

Des ready-made sont mis en scène comme autant d'indices découverts sur une scène de crime

bras et de jambes, complètes ou incomplètes, suspendues au plafond. Cette installation est à l'étage de l'enfer, comme le sont les têtes de « gueules cassées » qu'Attia sculpte à l'herminette, dans du bois, et qu'il dresse non comme des monuments aux morts, mais comme des actes d'accusation. Il se réfère ici à la première guerre mondiale, mais ces visages mutilés valent pour toutes les guerres, jusqu'à celles d'aujourd'hui, évidemment.

Dans ces dispositifs, Attia fait confiance à la force de suggestion des objets et à leur accumulation : le plafond de prothèses en est l'archétype. Ce sont des ready-made, mais mis en scène comme autant d'indices découverts sur une scène de crime. Ceux-ci demandent parfois une analyse historique. Ainsi en est-il d'une collection de crucifix exposée sur un podium. La plupart sont de provenance africaine, hybrides dans leurs styles et leurs iconographies. Sont rappelés, sans un mot, l'introduction forcée du christianisme, l'effacement des religions indigènes, l'acculturation imposée par la colonisation. Attia travaille alors avec une neutralité d'anthropologue ou d'archéologue.

Sa méthode se voit encore mieux dans les travaux de nature documentaire. A deux moments, au fil du parcours, il faut s'arrêter et prendre le temps nécessaire pour écouter ce qui est dit. C'est d'abord face aux quatre écrans où sont diffusés plusieurs chapitres de l'ensemble nommé « Les Oxy-mores de la raison ». Chacun est un montage de moments de conversations conduites par l'artiste avec médecins, psychanalystes, philosophes ou sociologues. Les titres sont : *Religion* ; *Modernité* ;

Capitalisme-Schizophrénie ; *Exil* ; *L'Individu*. Essayer de les résumer n'aurait aucun sens, car ces séquences retiennent l'attention en raison de la complexité des réflexions, du choix des mots et des échos qui s'établissent entre les intervenants.

De tels objets intellectuels ont aujourd'hui toute leur place dans la création plastique, de sorte que la définition de l'artiste s'en trouve modifiée. Une ou un artiste peut être, de façon simultanée et complémentaire, vidéaste, sculpteur, photographe, dessinateur, collectionneur et documentariste. Deuxième observation : des films tels que ceux de la série « Les Oxy-mores de la raison » devraient être largement diffusés. Mais, pour cela, il faudrait que les chaînes de télévision cherchent à instruire et non à vendre du temps de publicité.

Croire aux fantômes

Le second documentaire conclut le parcours. Il place en parallèle des séquences tournées dans les ruines et sous les arbres de Chiang Saen, cité dans le nord de la Thaïlande, d'une part et, d'autre part, d'une conversation avec une jeune femme transgenre, devenue médium. Elle soutient qu'en dépit de la modernité ou contre celle-ci, ses compatriotes n'ont pas renoncé à croire aux fantômes, dont le bouddhisme admet l'existence et le culte. Tels qu'elle les définit, les fantômes sont des traces du passé, ineffaçables et nécessaires.

C'est là un des thèmes préférés d'Attia, qui observe depuis longtemps comment survivent des modes de sentir et de penser anciens, malgré l'écrasante et ravageuse domination de ce que l'on appelle progrès et technique. Le mot « paradis » désignait, dans l'Antiquité, un espace clos où vivaient des animaux sauvages. Autrement dit, déjà, un lieu désirable parce qu'il était hors du monde et du temps. ■

PHILIPPE DAGEN

« Kader Attia. Descente au paradis », MoCo, 13, rue de la République, Montpellier. Jusqu'au 22 septembre. Entrée de 5 à 8 euros.

SÉLECTION ALBUMS



ORCHESTRE DE CHAMBRE PELLÉAS
Paris est une fête
Œuvres de Darius Milhaud, Emmanuel Chabrier, Maurice Ravel et Georges Bizet par Alexandra Soumm (violon), l'Orchestre de chambre Pelléas et Benjamin Levy (direction).

L'Orchestre de chambre Pelléas célèbre son 20^e anniversaire avec un programme de musique française à double face, tant pour les œuvres dont l'inspiration est puisée au-delà de l'Hexagone que pour le ton de l'album, festif dans sa première moitié. Estampillé « cinéma fantaisie », dans l'esprit des Années folles, *Le Bœuf sur le toit* (recyclage de morceaux brésiliens par Darius Milhaud) convient parfaitement à la formation dirigée par Benjamin Levy, car elle demande à la fois de la précision et de la liberté. Tour à tour acidulé et moelleux, le violon d'Alexandra Soumm y surfe à merveille. La *Bourrée fantasque*, d'Emmanuel Chabrier, séduit ensuite dans le registre ludique, mais l'interprétation de *Tzigane*, de Maurice Ravel, décoit un peu par sa volonté de pointer les références de la partition (Liszt et les violoneux de Bohême). Quant à la très classique *Symphonie* de jeunesse de Georges Bizet, elle sonne pendant trente minutes la fin de la récréation. ■ PIERRE GERVASONI

Fuga Libera/Outhere Music.



GEORGE BENSON
Dreams Do Come True. When George Benson Meets Robert Farnon
Enregistré en 1989 par le guitariste et chanteur américain George Benson avec le compositeur et arrangeur canadien Robert Farnon et son orchestre, l'album

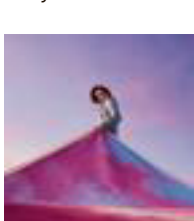
Dreams Come True avait été mis de côté, sans raison précise. D'abord annoncé pour mi-juin, le voici publié sous un titre légèrement différent, *Dreams Do Come True. When George Benson Meets Robert Farnon*. On est ici dans une tradition de la grande variété teintée de jazz (Farnon avait notamment travaillé avec Frank Sinatra) avec cordes, cuivres et chœurs, la mise en avant du timbre vocal soyeux de Benson, des ballades venues des standards du jazz (*Autumn Leaves*, *At Last*, *My Romance...*), de la pop (*Yesterday*, des Beatles, *My Prayer*, succès des Platters...). Benson glisse de fines parties solistes à la guitare. Cette élégance, un rien crémeuse, pouvait se passer d'une banale interprétation funky de *Love Is Blue* (*L'amour est bleu*, d'André Popp, dans sa version originale). ■ SYLVAIN SICLIER

Rhino/Warner Music.



LINDA THOMPSON
Proxy Music
Victime de dysphonie spasmodique, une maladie du larynx, Linda Thompson ne peut plus chanter. L'Anglaise, coautrice, avec son ancien époux, le guitariste Richard Thompson, de deux des plus beaux albums de l'histoire du folk rock britanni-

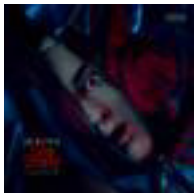
que – *I Want to See the Bright Lights Tonight* (1974) et *Shoot Out the Lights* (1982) –, aurait pu s'enfermer dans le silence. Avec autant d'humour que de profondeur, elle nous offre un nouvel album où des invités interprètent par procuration (*proxy* en anglais) les nouvelles chansons qu'elle a composées. Certains témoignent d'une admiration mutuelle – les Ecossais des Proclaimers, l'Américain John Grant –, la plupart puisent l'intensité de leur investissement dans des liens familiaux (ses enfants, Teddy et Kami Thompson, leur père Richard) et amicaux (Rufus et Martha Wainwright, enfants des compagnons historiques, Loudon Wainwright III et Kate McGarrigle) qui transcendent les générations. Le tout au profit de onze titres à l'écriture ciselée, retrouvant l'éternelle mélancolie des racines folk, l'élégance d'une instrumentation majoritairement acoustique, mais aussi une vivacité mélodique et des touches d'ironie qui donnent tout son tranchant à ce petit chef-d'œuvre. ■ STÉPHANE DAVET



CASSANDRA JENKINS
My Light, My Destroyer
Jolie promotion pour la native de New York Cassandra Jenkins, qui sort son troisième album sur Dead Oceans, label où sont également Phoebe Bridgers et Mitski, deux des artistes américaines les plus en vue de la sphère indie folk.

Une évolution évidente pour l'autrice-compositrice et interprète âgée de 40 ans, après le succès de son précédent album, *An Overview on Phenomenal Nature* (2021). *My Light, My Destroyer* élargit encore le champ sonore de son americana intimiste et atmosphérique, vers des textures plus synthétiques. Sa voix douceuseuse maîtrise aussi parfaitement l'harmonie pop (*Aurora, IL*, sertie de violons, rappelant Aimee Mann) tout en revenant à ses racines folk (*Devotion*). *Clams Casino*, guitares électriques toutes relevées, pourrait bien lui ouvrir une audience à la hauteur de ses concœurs de label. ■ FRANCK COLOMBANI

Dead Oceans/Modulor.



EMINEM
The Death of Slim Shady (Coup de grâce)
Eminem a décidé de tuer son alter ego Slim Shady, ce terrible blondinet arrivé sur la scène rap en 2000 avec le tube *The Real Slim Shady*. La voix aiguë, l'outrage facile, Slim Shady a joué de mau-

vais tours à Eminem, même s'il le reconnaît sur le morceau *Trouble*, écrit comme un dialogue entre ses deux personnalités : « On a besoin l'un de l'autre. » Sur la pochette du disque, un sac mortuaire se ferme sur le visage de Shady. Eminem veut éteindre son double avant que son public l'oblige à le faire, car il faut bien admettre que le rappeur de Detroit manque d'inspiration depuis plusieurs albums. Ici, il met en scène cette mise à mort, l'entrecoupant d'interludes où Shady se révolte dans *All You Got*, où ses fans manifestent contre Eminem pour l'avoir supprimé de son nouveau disque dans *Breaking News*, et donne lieu à une dernière battle, *Guilty Conscience 2*. ■ STÉPHANIE BINET

Interscope/Polydor.

📖 Lire aussi sur [Lemonde.fr](https://www.lemonde.fr) la critique de « The Auditorium Vol. 1 » de Common et Pete Rock ; « Butu », de Kokoko.



Les prémices du queer au début du XX^e siècle

L’homosexualité, vue comme une maladie, était passible de prison

ARTE.TV
À LA DEMANDE
DOCUMENTAIRE

L’entre-deux-guerres en Allemagne et en Autriche fut une période phare pour la naissance des mouvements queer, lesbien, gay, bi et transgenre. Berlin aurait compté jusqu’à 132 établissements homosexuels avant 1933 (clubs, cabarets, boîtes de nuit, etc.). Le documentaire de Fritz Kalteis, qui mêle témoignages et reconstitutions, raconte l’histoire de Margarethe et Leonie, deux Autrichiennes apprenant à s’aimer et à s’assumer. « *Je croyais être la seule être au monde qui...* », commence Margarethe, laissant sa phrase en suspens. Elle ne voyait d’homosexualité nulle part ailleurs, se sentait prisonnière de ses sentiments pour les femmes. A cette époque où l’homosexualité (masculine) est passible de cinq ans de prison, ses parents

la poussent à consulter un médecin pour « *guérir* » ce qu’ils appellent sa « *maladie* ». Ce médecin, c’était Sigmund Freud (1856-1939). Lors de leur première séance, il réfléchit déjà à établir « *la psychogenèse de Margarethe Csonka* » – dont il fera un essai, publié en 1920. Margarethe mourra en 1999, à 99 ans. Ses archives, une fois retrouvées, donnent une image claire de ce à quoi ressemblait la vie d’une lesbienne au XX^e siècle.

Le « triangle rose » du III^e Reich
Fritz Kalteis dresse aussi le portrait de Magnus Hirschfeld (1868-1935), médecin et sexologue allemand, qui fut l’un des rares précurseurs du mouvement queer dans le monde. En 1897, lui-même homosexuel, il fonde le Comité scientifique humanitaire, la première organisation au monde à vouloir légaliser les relations sexuelles entre hommes. Il fait déposer un projet de loi au

Reichstag l’année suivante, visant à abolir le paragraphe 175, loi interdisant les rapports entre deux hommes. En vain : 42 000 personnes seront victimes dudit paragraphe pendant le III^e Reich. C’est aussi Hirschfeld qui est à l’origine du mot « travesti ». Dans ses établissements, il propose les toutes premières opérations de « réattribution sexuelle » de l’histoire. Pour la première fois, des personnes transgenres peuvent se sentir en adéquation

avec leur corps, pour la première fois, elles se sentent elles-mêmes. En 1933, Adolf Hitler fera emprisonner Ernst Röhm, le fondateur des SA, à cause de son homosexualité (il finira assassiné en prison le 1^{er} juillet 1934). Sous le III^e Reich, les homosexuels seront contraints de porter le « triangle rose ». Magnus Hirschfeld, à la fois juif et gay, part en exil à Nice et y meurt en 1935. En mai 1933, son Institut de sexologie, ouvert en 1919 à Berlin, avait été détruit par les nazis.

Même si l’homosexualité était interdite, cette ébauche du mouvement qu’on n’appelait pas encore LGBT a progressivement pris de plus en plus de place. « *Toute cette diversité de genres et d’orientations sexuelles n’est pas récente*, souligne Hanna Hacker, sociologue et historienne. *Ce n’est pas une invention de ces cinq ou dix dernières années.* » Pour Ralf Dose, écrivain, « *le droit est une chose, la vie quotidienne en est une autre. Les lois n’ont jamais eu*

d’impact sur la manière dont une personne aspire à vivre sa sexualité et son identité de genre ». Il faudra attendre 1989 pour que les personnes queer vivent avec un semblant de liberté en Allemagne. Et 1981 pour que l’homosexualité ne soit plus considérée comme une maladie en France. ■
CLARA ROSELLO
Des amours interdites, de Fritz Kalteis (All.-Aut., 2023, 2 × 43 min). Sur Arte.tv jusqu’au 15 octobre.

Un antiportrait euphorisant de l’Amérique par ses marges

Dans son film, Jordan Peele revisite les mythologies hollywoodiennes, mêlant habilement l’épopée, la comédie et le fantastique

FRANCE 2
DIMANCHE 21 - 22 H 40
FILM

Dans le paysage désolé du cinéma américain, tiraillé entre l’inflation morbide des blockbusters et la standardisation impulsée par les plates-formes, *Nope* procure une euphorie comme rarement ressentie. Son réalisateur, Jordan Peele, accomplit un véritable rêve de fiction populaire, revisitant les mythologies hollywoodien-

nes pour leur donner un nouveau souffle, revenant aux sources primitives du plaisir et de l’émerveillement cinématographiques. La réussite du film tient d’abord à des choses très simples, élémentaires, que Hollywood semblait avoir oubliées : prendre le temps de planter un décor, de convoquer des personnages, d’installer une situation, afin d’en explorer tous les possibles, avant de la pousser dans tous ses retranchements. Le récit de *Nope* – signifiant un refus désinvolte (« *nan* ») – tourne

autour d’une famille de dresseurs de chevaux, les Haywood. Ils travaillent pour l’industrie du cinéma et sont les descendants du premier jockey noir figurant à cheval sur une série de plaques photographiques d’Eadweard Muybridge (*The Horse in Motion*, 1878). **Soucoupe volante**
A la suite de la mort accidentelle de leur père, OJ (Daniel Kaluuya) et sa sœur Emerald (Keke Palmer) tiennent à bout de bras le ranch familial, aux abords du désert ca-

lifornien. Par manque patent de conviction, ils perdent le dernier contrat qui les liait encore aux plateaux de tournage. Un soir, OJ entrevoit dans le ciel ce qui s’apparente à une soucoupe volante. Frère et sœur flairent là une occasion favorable : s’ils parvenaient à en capturer une image exploitable par la télévision, gloire et fortune seraient à portée de main. Ils montent une opération commando, mais s’aperçoivent bientôt que la « chose », camouflée derrière un nuage immobile, pro-

voquant parfois de violentes tornades, n’est pas tout à fait un ovni. Peele poursuit ici son antiportrait de l’Amérique par ses marges, offrant une revanche au cavalier noir de Muybridge, gommé par l’histoire officielle. Aux descendants imaginaires de ce « premier homme filmé » revient de sauver la mise à une certaine idée oubliée du spectacle, à la fois artificier et néanmoins sensible – le film regorge en ce sens de citations plus ou moins directes : *Les Dents de la mer*, de Steven Spielberg, *Signes*,

de M. Night Shyamalan... *Nope* prend acte d’une certaine désillusion liée au cinéma comme tradition. Hollywood – Peele ne se prive pas, au passage, de brocar de la bêtise et le racisme feutré – ne sait plus quoi faire de la nature, qui, elle, fait un retour halluciné à travers l’énorme créature céleste planant sur le ranch. ■
MATHIEU MACHERET
Nope, de Jordan Peele (EU, 2022, 135 min). Avec Daniel Kaluuya, Keke Palmer, Steven Yeun.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 170
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l’ensemble de nos grilles sur
jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 169

HORIZONTALEMENT I. Prémonitoire. II. Lévitaiton. III. Otite. Et. Tag. IV. Motard. Epelé. V. Bue. Aïs. Erin. VI. Irénistes. VII. En. Assureras. VIII. Réa. Opérait. IX. Encreurs. Pré. X. Sténose. Utes.

VERTICALEMENT 1. Plombières. 2. Retournent. 3. Evitée. Ace. 4. Mita. Na. RN. 5. Oterais. EO. 6. Na. Dissous. 7. Ite. Stupre. 8. Tite. Eres. 9. Oò. Pe-ser. 10. Inter. Rapt. 11. Ali. Aire. 12. Eugénistes.

HORIZONTALEMENT

- I. Evite les crevaisons en grim pant.
- II. Cours court. Amateur de son. Personnel. Ouvre des possibilités.
- III. Mutilérent et amputèrent.
- IV. Devant soi, jusqu’à un certain âge. Prend les bonnes mesures. V. Repris une nouvelle fois. Met son grain partout. VI. Structure d’entreprise. Conjonction. A libéré les chaînes. En nage. VII. Gardée au secret. Chez les Grecs. VIII. Double tout. Sépare les deux Vexin. Possessif. IX. Transmise en partant. Radieuse et rayonnante. X. Problème de fuite. Sœur de la Lune et du Soleil.

VERTICALEMENT

1. Pourra arriver, mais rien n’est sûr.
2. Vient du sud du Douro. 3. Planté avant de frapper. Ouvre la gueule.
4. Plaisir breton. Doux et éloigné de la réalité. 5. Atchoum et cocorico ou ronronner et chuchoter. 6. Scorpions d’eau. Amérindiens. 7. Fin d’esprit. Base de départ. 8. Alcaloïde toxique. Sur la portée. 9. Fait vinaigre. Possessif. 10. Piégés. Battu par désœuvrement. 11. Défi au bon sens. Belle en sabots. 12. Comme des anges gardiens et protecteurs.

SUDOKU

N°27-170

4	9	8	3	7	5	6	1	2
5	6	3	8	1	2	9	4	7
1	7	2	6	4	9	3	8	5
6	2	4	1	5	7	8	9	3
9	1	7	4	8	3	2	5	6
3	8	5	2	9	6	1	7	4
2	4	9	5	6	1	7	3	8
7	5	6	9	3	8	4	2	1
8	3	1	7	2	4	5	6	9

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



SIGMUND FREUD

LA RÉVOLUTION DE L’INTIME

Un hors-série du « Monde »
124 pages - 11 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L’Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

AB PRODUCTIONS, UNE SAGA TÉLÉ – 1/6 –

Et Jean-Luc Azoulay créa AB

Du « Club Dorothée » à « Hélène et les garçons », le producteur fantasque et prolifique a régné pendant quinze ans sur les programmes jeunesse

Par Hélène Bekmezian

Dans son grand bureau de la rue des Bretons, à Saint-Denis, Jean-Luc Azoulay, cofondateur d'AB Productions, nous présente les photos souvenirs accrochées aux murs. « D'abord, vous remarquerez qu'il n'y a que des femmes ! » Ah, Jean-Luc Azoulay et les femmes ! Dorothée, Hélène, Emmauelle (chanteuse regrettée du générique de *Premiers Baisers*)... Elles ornent son bureau comme elles ont jalonné sa vie. Mais il y en a une qui a compté plus que les autres, par qui tout a commencé et qu'il continue de regarder avec les mêmes yeux d'adorateur que quand il était jeune homme : Sylvie Vartan.

Lorsqu'il la découvre à la radio, Jean-Luc Azoulay est un étudiant en médecine d'à peine 18 ans, arrivé en France trois ans auparavant, en 1962, de son Algérie natale. Le coup de foudre est tel qu'écouter ses chansons ne suffit pas, il faut qu'il l'approche. L'ancienne idole yéyé se souvient très bien de leur première rencontre : « C'était en bas de l'appartement où nous vivions, Johnny et moi. Il y avait une bande qui était toujours là à nous attendre, ils se relayaient, certains allaient et venaient et Jean-Luc était un régulier. Il m'intriguait parce qu'il était un peu différent des autres, portait cravate, chemise, parfois une sorte de cartable. Il était très discret, poli. » Ce qui ne l'empêche pas de prendre l'ascendant sur la bande, de monter le fan-club de la chanteuse puis de devenir l'assistant de son secrétaire – qui n'était autre que Carlos –, avant de le remplacer quand celui-ci se lance dans sa propre carrière.

Finir la médecine, bonjour les paillettes et les tournées mondiales. Les dix ans qu'il passe à ses côtés seront fondamentaux : « Avec Sylvie, j'ai fait le tour du monde, j'ai tout vu. Les sitcoms, je les ai vues aux Etats-Unis, les mangas, je les ai vus au Japon. J'ai trouvé ça bien et je me suis demandé pourquoi on ne le faisait pas en France », rembobine-t-il un demi-siècle plus tard.

C'est grâce à elle qu'il rencontre celui qui sera son complice et le cofondateur de la maison qui régnera sur le divertissement jeunesse à la fin du XX^e siècle, Claude Berda, le « B » de AB. De sept mois son aîné, il est d'origine tunisienne par son père, qui a cofondé l'entreprise de prêt-à-porter des Créations Sylvie Vartan, en 1965. Lui n'est encore qu'étudiant mais s'est déjà fait remarquer en privatisant sans autorisation une salle de l'université Paris-Dauphine pour y vendre des jeans.

En 1976, Sylvie Vartan émigre aux Etats-Unis, Jean-Luc Azoulay reste en France et se reconnecte avec Claude Berda. Les deux hommes, qui partagent une passion pour la musique populaire,

Jean-Luc Azoulay, dans son bureau de La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 3 juin. MATHIEU ZAZZO POUR « LE MONDE »



décident de se lancer : le premier titre qu'ils produisent est une version disco de la chanson *Mustapha* (« Chérie je t'aime, chérie je t'adore... ») qui rencontre un succès modeste. Ils ont fondé AB Productions mais leur affaire ne décolle pas.

Un soir, alors qu'ils phosphorent dans l'appartement parisien de Claude Berda, ce dernier se demande à haute voix qui est la personne la plus connue qu'ils pourraient produire. Jean-Luc Azoulay répond par une boutade : « Et pourquoi pas le pape ? » Ni une ni deux, Berda appelle le Vatican le lendemain et décroche un rendez-vous avec un cardinal, alors que Jean Paul II vient tout juste d'être intronisé. Le 33-tours à la pochette rouge qui sort en 1979 avec une photo du pape et intitulé « *La Messe en français* » est bien entendu encadré en bonne place dans le bureau actuel de Jean-Luc Azoulay.

La légende dit que ce fut leur premier gros succès, qui a rendu la suite possible. Ce n'est pas tout à fait exact : selon un témoin de cette période, le disque s'est mal vendu en France et la fortune vient en réalité de la revente de la licence aux Etats-Unis. C'est comme ça avec AB, la légende prend parfois un peu le pas sur la vérité, surtout avec ce hâbleur sans pitié qu'était Claude Berda.

Quel duo que ce A et ce B ! Des inséparables qui passaient leur temps à se disputer mais jamais pour de vrai, qui ne cessaient jamais leur ping-pong d'idées aussi loufoques que géniales, pour le plus grand plaisir de ceux qui les ont côtoyés. D'un côté, le créatif introverti, capable d'écrire des kilomètres de programmes farfelus ; de l'autre, le businessman exubérant qui passait ses journées à négocier au téléphone. « Ils étaient complémentaires, le yin et le yang, les opposés. Ils s'adoraient et ils se chamaillaient, aussi complices que producteurs », résume aujourd'hui Dorothée.

Dorothée, justement : après Sylvie Vartan, l'animatrice d'émissions pour enfants devient la nouvelle muse de Jean-Luc Azoulay quand il la découvre

par hasard à la télévision, début 1979, sur Antenne 2. Il veut la faire chanter, elle n'est pas emballée. Mais quand Azoulay a une idée en tête... En 1981, la version française du générique du dessin animé *Rox et Rouky*, dont il a lui-même écrit les paroles, est le premier vrai succès d'AB Productions, avec plus d'un million de disques vendus. L'année suivante, *Hou ! La menteuse*, toujours écrite par lui, transforme l'essai avec 1,3 million de ventes. Le TGV d'AB Productions est cette fois bien lancé, entraîné par la locomotive infatigable qu'est Dorothée. Les concerts et spectacles s'enchaînent, les gamins hurlent les chansons, qu'ils connaissent par cœur. Des paroles à la mise en scène, tout est conçu par un certain Jean-François Porry, l'un des pseudos de Jean-Luc Azoulay, qui contrôle tout en coulisses.

En 1987, TF1 à peine privatisée débâche Dorothée et offre à AB la responsabilité des émissions jeunesse. Le 2 septembre, le « Club Dorothée » démarre en direct et avec un problème technique, qui n'augure en rien du succès de l'émission pendant dix ans.

En quelques mois, Dorothée fait basculer l'audience vers TF1 et « Récré A2 » ne survit qu'une saison après son départ. Les parts de marché du « Club Do » oscillent entre 40 % et 60 % et les productions AB s'étalent de plus en plus dans la grille des programmes, jusqu'à 22 heures par semaine. « C'était la folie ! », se souvient Dorothée. « Dans tous les sens du terme : les horaires, la quantité d'émissions, les concerts, les disques, tout en même temps... », et toujours orchestré par Azoulay.

Parti d'un noyau de cinq salariés en 1985, AB Productions atteint un pic en 1993-1994 avec 1500 fiches de paie, un bilan financier estimé à un milliard de francs avec les filiales, 50 000 mètres carrés de locaux à Saint-Denis et une dizaine de plateaux de tournage, où se tourment, entre autres, « Hélène et les garçons », « Salut les Musclés » et « Le Miel et les abeilles ». C'est l'effervescence de l'aube

jusqu'à la nuit et il n'est pas rare que les salariés dorment sur place.

Azoulay est aussi présent que Berda est dans l'ombre. Il surveille tout, se mêle de tout, sans jamais s'énervier. A tel point qu'il finit par gagner un surnom, qu'il ne désapprouve pas : « Dieu ». Dans son bureau, il fait installer un mur de quarante écrans qui lui permet de contrôler tout ce qu'il se passe sur les plateaux d'AB. Quand un comédien de sitcom devient trop capricieux, il le fait disparaître du scénario en envoyant son personnage en Finlande, qu'il voit comme le « pays de la fin ». « La différence entre Dieu et Jean-Luc, c'est que Dieu ne se prend pas pour Jean-Luc », raillent certains dans les couloirs.

Il veut tout connaître de la vie sentimentale de ses comédiens et n'hésite pas à injecter certaines de leurs anecdotes dans ses sitcoms, qu'il écrit à la chaîne. On le dit manipulateur, gourou... Avec le temps, les adjectifs se sont adoucis et ceux qui travaillaient encore avec lui le décrivent maintenant comme un « mentor », un « protecteur ». Le producteur démiurge s'imisce même de manière subliminale dans le générique du *Club Dorothée* : on l'entend dans les chœurs en écho et il fait la voix de Sahara, le (vrai) dromadaire extraterrestre qui envoyait les animateurs en mission.

Tandis que le « Club Dorothée » décline doucement, AB Productions continue de grossir en avalant Hamster, qui produit *Navarro*, *Julie Lescaut* et *L'Institut*. TF1 commence à froncer les sourcils et se fâche pour de bon quand les producteurs deviennent des concurrents en lançant leur propre bouquet de chaînes avec AB Sat. C'en est trop, le « Club Dorothée » est débranché le 30 août 1997, signant la fin de l'âge d'or d'AB. Ses fondateurs se séparent en 1999 : Berda prend la tête d'AB Groupe et continue le développement de chaînes avant d'aller faire de l'immobilier en Suisse, où il réside toujours ; Azoulay reste dans la production audiovisuelle et fonde JLA Productions. Discrètement, mais sûrement, il se reconstitue un em-

pire dans un style plus varié : il produit Josée Dayan, qui adapte à la télé *Les Liaisons dangereuses* (2003) et *Les Rois maudits* (2005), avant de lancer *Camping paradis*, qui fête ses 18 ans cette année. Son groupe comprend également les sociétés qui produisent les séries *Munch*, avec Isabelle Nanty, ou *Le Remplaçant*, avec Joey Starr. Aujourd'hui, il reconnaît sans détour être « riche » mais sans plus, car il assure que « l'argent n'est pas [sa] motivation primaire ».

A bientôt 77 ans, celui qui « aime [se] raconter des histoires » depuis tout petit a gardé un côté excentrique qu'il canalise dans *Les Mystères de l'amour*, dernière série de sa plume encore à l'antenne. Il ne compte pas ses heures de travail et n'a pas non plus ralenti sa consommation de tabac, fumant facilement son paquet de cigarettes menthol par jour, celles avec la bille dans le filtre qu'il faut casser avec les dents et qui ont été interdites en Europe. Sur son bureau, elles côtoient un pot avec des stylos en forme de pistolet et un autre, cadeau de sa secrétaire, en forme de pénis. « Je signe mes contrats avec, ça m'amuse », nous dit-il tout sourire devant notre air circonspect. Il a aussi un buzzer qui fait non – « pour quand on me demande une augmentation » – et, dans une vitrine, une collection de la vingtaine de téléphones portables qu'il a possédés, en tant que geek avant l'heure.

« Il est resté le même, il a un côté gamin qui est très sympathique, il ne se prend pas au sérieux, c'est un homme de cœur », dit de lui Sylvie Vartan, qui le considère comme un « ami de la première heure ». « Un mot pour le décrire ? "Fou" ! », s'exclame Dorothée. « Un génie fou, dans la mesure du drôle, du sérieux, du nombre d'heures de travail... Un gentil bon fou qui ne s'arrête jamais. » Un peu fou, un peu « Dieu », un producteur comme on n'en fait plus qui a créé de toutes pièces un univers fictionnel qui a marqué une génération, celui des sitcoms AB.

Prochain épisode L'histoire sans fin d'« Hélène et les garçons »

« Un mot pour le décrire ? "Fou !" », s'exclame Dorothée. Un génie fou »

TRACANCES, J'OUBLIE TOUT ? - 1/6 -

Le tracancier, cet exhibitionniste du travail hybride

Paradoxe de la vie moderne : on ne peut plus partir en vacances sans y croiser des gens qui travaillent. Qu'ils bossent sur la plage ou au milieu du jardin, ils ont ceci en commun : ils aiment qu'on les voie à l'œuvre

Par Guillemette Faure

La navette de randonneurs traversait la magnifique vallée de la Clarée, dans les Hautes-Alpes, quand un téléphone a sonné. « *Oui, allô ?* », a répondu son propriétaire, tout de Quechua vêtu. « *Je suis en télétravail...* » En « tracances », dirons-nous : les pieds en vacances, la tête au travail. Comme ceux qui fréquentent l'Astran, le coworking de Saint-Briac-sur-Mer (Ille-et-Vilaine), en tongs et short, mais chemise repassée... pour les visios. C'est un des nouveaux paradoxes de la vie moderne : on ne peut plus partir en vacances sans y croiser des gens qui travaillent. Ce grand mélange des genres se situe à l'intersection de plusieurs phénomènes : le Wi-Fi presque partout, l'allègement du poids des ordinateurs portables et la nouvelle tolérance pour le labeur en distanciel. A l'été 2022, selon une étude de l'Insee, 35 % des gens prévoient de télétravailler depuis leur lieu de villégiature.

Mais que les choses soient claires : les tracances, ce néologisme en vogue inspiré du terme anglais *workation*, ne recouvre aucune réalité légale. On ne va pas déposer ses dates de tracances auprès de son employeur. Nébuleux, ce mot-valise regroupe ce que chacun y met : cela peut être ces quelques jours de télétravail en bord de mer qu'on a collés à ses deux semaines de break, ou encore cette vie professionnelle en distanciel qu'on s'est organisée en Thaïlande.

Le tracancier, c'est aussi ce drogué du travail qui, bien qu'en congés, saute sur la moindre notification Slack parce qu'il n'arrive pas à décrocher. Cet individu hybride est tout aussi bien quelqu'un qui grappille des bribes de vacances sur son temps de travail que du temps de travail sur ses vacances en lambeaux. « *Avant de partir en vacances, tu as cru que t'allais gagner du temps en télétravaillant. Quand tu dois t'isoler pour une visio, tu as l'impression de perdre du temps de vacances* », résume Paul, chef de produit numérique, en tracances dans l'Hérault.

Publié il y a quelques mois sur son compte Instagram, un dessin de l'Américain Asher Perlman montrait un



JAMES ALBON

jeune homme allongé sur un paréo dans l'herbe, un ordinateur posé à côté de lui. « *Je n'arrivais pas à travailler chez moi, je me suis dit que je pourrais essayer de me mettre dans un endroit trop chaud et inconfortable en pleine lumière* », lisait-on, pour résumer l'étrange pari que constituent les tracances (bosses en se faisant croire qu'on ne bosse pas). Et c'est bien souvent dans le lieu que le tracancier choisit pour se poser que se manifestent tous les paradoxes de sa condition. Car, en toute logique, le plus confortable aurait été de s'installer dans une chambre, avec la climatisation, de l'ombre et un plan de travail horizontal à 70 centimètres du sol. Mais, enfermé dans 8 mètres carrés avec son ordinateur, ça ressemble trop à une punition.

Si le tracancier a payé son séjour, ce n'est pas pour rester coincé entre quatre murs. Les tracances, c'est supposé être du « deux en un » et le tracancier en veut la preuve en travaillant à côté de la

piscine. D'une part, allongé sur son transat, se brûlant les cuisses à la batterie de son ordinateur, cet être écartelé veut se persuader que l'hédonisme est à portée de main. De l'autre, il héroïse son effort productif en mettant en scène la résistance qu'il oppose à la tentation (non, je n'irai pas me baigner, en tout cas, pas tout de suite).

Avant d'arriver, le tracancier s'était même imaginé qu'il pourrait bosser sur le sable (entendu : « *A Arcachon, la plage est grande, c'est bien pour les coups de fil* »), puis, comme ça gratte, se persuade qu'il a finalement trouvé le spot idéal sur son balcon, ne voit rien sur son écran, repart vers la cuisine. Laura, qui trace à Quiberon, est assise sur une chaise en bois bretonne qui fait mal aux fesses et lui laisse des marques sur la peau. Mais tout cela vaut mieux qu'un fauteuil à roulettes.

Lieu ou matériel rappelant trop ouvertement l'enfer de l'open space : le

Plutôt que dans une des nombreuses chambres de la maison de famille où elle aurait pu travailler la porte fermée, Cécile a choisi de s'installer au milieu du jardin, sous un chêne, « pour la vue »

tracancier, en quête d'informel, fuit tout cela comme la peste. Preuve en est la déconvenue des hôtels qui ont voulu créer des offres de travail à distance calquées sur la vie de bureau. Fin 2020, les clubs et hôtels Belambra ont lancé la formule « *Echappez-vous* » en proposant de « *changer de cadre pour télétravailler* » avec une offre incluant un espace de travail et une connexion Wi-Fi à l'extérieur du logement de vacances. Il s'est avéré que ça n'intéressait personne ou presque de s'isoler pour aller travailler. La chaîne est revenue sur cette offre. La vraie question, c'est plutôt : « *Où pose-t-on les enfants ?* » (au miniclub, pardieu).

Les tracanciers dans les résidences vacances, vous les trouvez devant leur écran au bar, au téléphone dans les canapés de la réception... « *Ils se posent dans les espaces communs avec leur ordinateur* », observe la directrice communication et produits de Belambra, Emilie Dispans. Depuis L'Estran, le coworking de Saint-Briac-sur-Mer, Cécile Heber Suffrin a vu sur ceux qui ouvrent leurs Mac aux tables des deux pâtisseries de la place du village. Elle se souvient d'avoir récemment, dans une maison de famille dotée de nombreuses chambres qui lui auraient permis de travailler la porte fermée, choisi plutôt de s'installer au milieu du jardin, sous un chêne, « pour la vue ».

« *On cherche à s'isoler avec le casque, mais on veut conserver la possibilité de croiser du monde* », note Clément Merinos, chercheur, maître de conférences à l'université de Bretagne Sud et spécialiste du télétravail. Le tracancier croit sincèrement qu'il veut être seul pour avancer sur ses dossiers, mais, secrètement, veut des voisins de bureau estivants. « *Avec des gens en vacances, vous vous sentez vous-même en vacances*. »

Dans son livre *Slow Productivity* (Penguin Group, 256 pages, 21,50 euros, non traduit), l'Américain Cal Newport a une autre explication à l'exhibitionnisme du tracancier : depuis que nous sommes passés majoritairement à une société de services, nous ne pouvons plus quantifier le fruit de notre travail. « *L'activité visible est donc devenue notre première mesure de productivité*. » Le tracancier a besoin de travailler dans des lieux publics, d'envoyer des brouettes d'e-mails et de passer des coups de fil en parlant très fort pour se convaincre lui-même qu'il travaille.

Prochain épisode

Conflit d'emplois du temps

TATTOO & MOI - 1/6 -

Album de famille

Marvyn Brassier, 26 ans, étudiant à Montréal, porte sur sa cuisse et son bras gauches des tatouages en souvenir de son grand-père. Et sur sa cheville, un clin d'œil à la passion de son père pour le foot

Propos recueillis par Catherine Rollot



C'était ma première colonie. J'étais parti dans un centre de vacances à Tannerre-en-Puisaye, dans l'Yonne. Mon grand-père m'avait dit qu'il viendrait me chercher en

avion à la fin du séjour. J'étais tellement fier que je m'étais empressé de le dire à tous les copains de la colo. Je m'imaginais déjà survoler Paris et distinguer la Tour Eiffel à travers le hublot.

Papy Pierre n'est jamais venu me chercher. Je suis rentré en voiture avec mes parents comme à l'aller. Je ne lui en ai jamais voulu, même si sur le coup j'ai été un peu déçu. Mon grand-père était un passionné d'aviation et un super bricoleur. Artisan chauffagiste, il pilotait dans un petit aéroclub mais, surtout, il avait entrepris de construire lui-même son propre avion dans une dépendance de sa maison, située dans un petit village de Haute-Marne.

Il est décédé à 72 ans, en septembre 2010, avant d'avoir pu voler avec. L'avion, qui était quasiment fini, a été vendu à des Portugais. C'est justement à la suite d'un voyage au Portugal, à l'été 2022, que j'ai décidé de faire deux tatouages en sa mé-

moire. Pendant ce séjour, un de mes amis a proposé de faire un baptême de saut à parachute. A 2 000 mètres d'altitude, dans un avion d'une taille similaire à celui de mon grand-père, j'ai eu la sensation d'être dans une bulle, assailli par une foule de souvenirs.

Cet épisode a servi de déclic, mais en réalité cette idée germait dans ma tête depuis longtemps. J'ai cherché sur Internet un artiste au style minimaliste. Je voulais quelque chose de très simple. La Guish m'a proposé un tatouage représentant le fameux hublot et la tour Eiffel. J'ai choisi de le faire sur la cuisse gauche. C'est aussi lui qui m'a gravé le même jour, sur le bras gauche, le mot portugais « *saudade* » (mélange de nostalgie, mélancolie et rêverie), suivi d'une virgule, pour montrer que la suite est ouverte, et que regarder en arrière n'empêche pas d'avancer.

Au décès de mon grand-père, je n'avais que 12 ans, mais sa personnalité a marqué mon enfance. Chaque année, je passais plusieurs semaines d'été chez mes grands-parents. J'y retrouvais souvent mes cousins. Mon grand-père passait une grande partie de son temps dans son atelier à bricoler son biplace. Mais il nous emmenait à tour de rôle faire

une balade dans l'avion de l'aéroclub. Ce n'était pas un papy classique. Même s'il ne m'a pas transmis son virus de l'aviation, j'ai gardé des images marquantes, comme celle de cette carlingue toute blanche, qu'il avait sortie du hangar, pour faire des essais de moteur et dans laquelle avait grimpé mon cousin. On s'amusait aussi à jouer avec un simulateur de vol qu'il avait installé sur son ordinateur. Pour nous, c'était comme un jeu vidéo.

Ma grand-mère n'a jamais vu ce tatouage. Je n'ai pas eu l'occasion de le lui montrer, car il n'est visible que si je suis en short. Ma mère en revanche, oui. Elle était contente que le souvenir de son propre père me soit si cher. Je viens de me faire tatouer à Montréal, près de la cheville, un petit Stade-Vélodrome. Un clin d'œil à mon père, qui m'a transmis sa passion du foot et en particulier de l'Olympique de Marseille. Mon premier tatouage est un grand motif polynésien fait sur le bras pour mes 18 ans. A l'époque, un choix esthétique plus que symbolique. Il me plaît beaucoup, mais il n'a pas la même charge émotionnelle.

Prochain épisode Des fleurs sur les cicatrices du Bataclan



Marvyn Brassier, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), le 4 juin.
CHARLOTTE ROBIN POUR « LE MONDE »

UNE COMMISSION
EUROPÉENNE
ENTRE
CONTINUITÉ
ET AMBIGUÏTÉS

ÉDITORIAL 

Un peu de stabilité dans un monde chaotique. La reconduction, jeudi 18 juillet, d’Ursula von der Leyen à la tête de la Commission européenne va permettre d’assurer une certaine continuité dans l’orientation que les vingt-sept membres de l’Union européenne se sont fixée pour les cinq prochaines années. La présidente sortante a obtenu une majorité au Parlement européen qui était loin d’être acquise.

Les élections européennes du 9 juin, marquées par une poussée de l’extrême droite ainsi que par un recul des Verts et des libéraux de Renew, auraient pu fragiliser celle qui est devenue l’incarnation d’une Europe écologique de plus en plus contestée, symbole d’excès normatifs pour ses détracteurs. Malgré tout, M^{me} von der Leyen a obtenu une assise un peu plus large qu’en 2019 pour son premier mandat.

Cette stabilité a un prix. La dirigeante allemande a dû donner des gages à cha-

cun des partis de sa majorité. Conservateurs du PPE, sociaux-démocrates, écologistes et libéraux ont visiblement trouvé leur compte dans des propositions rarement chiffrées et suffisamment générales pour convenir à un large spectre politique.

Le concept de coalition qui semble si difficile à mettre en œuvre en France à l’Assemblée nationale a, une nouvelle fois, réussi à aboutir au niveau européen. Le fait que les élus français écologistes ou issus de la droite républicaine ne joignent pas leurs votes à ceux de leurs groupes respectifs au Parlement européen pour élire M^{me} von der Leyen ne fait qu’illustrer l’incapacité française à chercher des compromis. Ceux-ci permettent de faire avancer l’Europe. Il n’est pas trop tard pour que la France s’inspire de la méthode.

L’habileté de la dirigeante allemande a consisté à dire à chacune des parties de sa majorité ce qu’elles avaient envie

d’entendre. Le thème du libre-échange a été soigneusement évité pour ne pas contrarier les Français. Le renforcement de la sécurité des frontières a été évoqué pour rassurer la droite, mais sans beaucoup de précisions.

Pour surmonter la grogne agricole de ces derniers mois, la présidente a promis une nouvelle stratégie qui reste à définir. Quant au nouvel objectif de réduction de 90 % des émissions de gaz à effet de serre à l’horizon 2040, il est habillé dans une stratégie de compétitivité prompte à ménager les craintes de ceux qui s’inquiètent d’un décrochage de l’Europe face aux Etats-Unis.

Si des ambiguïtés demeurent, il faut reconnaître à M^{me} von der Leyen le mérite de rester ferme sur l’essentiel. L’agenda climatique est ainsi réaffirmé, à commencer par sa mesure la plus emblématique, l’interdiction de la vente de véhicules à moteur thermique dès 2035. Le soutien à l’Ukraine reste indéfectible, as-

sorti de la promesse de la construction d’une « *Union européenne de la défense* ». Enfin, la présidente de la Commission a réitéré son attachement à l’Etat de droit en n’hésitant pas à critiquer le comportement de Viktor Orban, le premier ministre hongrois. Par ailleurs, la décision de Giorgia Meloni de ne pas appeler ses troupes parlementaires à la soutenir la libère de toute obligation envers Rome et Fratelli d’Italia, le parti postfasciste de la présidente du conseil italien.

Le consensus obtenu devra toutefois faire la preuve de sa solidité au cours de la prochaine mandature. Il faudra lever les équivoques, tenir les promesses, chiffrer les engagements. La composition du collège de vingt-sept commissaires à l’automne sera un premier test pour juger de la cohérence de la politique européenne. Ursula von der Leyen doit garder en tête la célèbre phrase du cardinal de Retz : « *On ne sort de l’ambiguïté qu’à son détriment.* » ■

Mahir Guven Parlera-t-on un jour du traumatisme des citoyens désignés comme indésirables par le RN ?

L’issue des élections législatives est certes un soulagement, mais aussi un simple répit. Elle ne doit pas faire oublier la souffrance des Français d’origine étrangère ou binationaux, stigmatisés durant toute la campagne, souligne l’écrivain

Quelle étrange victoire. Alors que, le 7 juillet au soir, une partie des Français célébrait un résultat aussi imprévu qu’historique, l’arrivée en tête du Nouveau Front populaire, une autre respirait enfin, après un mois d’apnée, de craintes et de silence, et surtout frappée d’une franche gueule de bois. Qui sont ces gens ? Des Français et des habitants de France, des étrangers, des immigrés, des descendants d’immigrés, des binationaux, des Français héritiers d’une couleur de peau qui n’est pas assez claire, des personnes porteuses d’un nom ou d’un prénom à consonance étrangère, membres d’une minorité religieuse. En fait, un habitant de la France sur trois, rien de moins qu’un tiers de la société. Presque autant d’invisibles auxquels le Rassemblement national reproche d’être trop visibles.

Parlera-t-on un jour du traumatisme vécu par les citoyens désignés comme indésirables par l’extrême droite pendant cette campagne électorale ? Suite à la dissolution, l’habituel vent de rejet qui « nous » pousse à affronter la vie de manière combative s’est transformé en une tempête, nous laissant aussi tétanisés que paniqués. Les habituelles discussions autour de nos conditions de vie et des discriminations ordinaires ont pris instantanément des allures de théâtre des doléances et des craintes : nos téléphones n’ont jamais autant sonné. Nous avons eu peur et nous avons encore peur.

Non des individus mais des masses

Ce tiers de la France a été le centre de ces élections. Pour lui, une victoire du RN [*Rassemblement national*] signifiait au mieux la marginalité, au pire, un départ. Pour un enfant de réfugiés sans papiers comme moi, intello, le court texte « Nous autres réfugiés » d’Hannah Arendt fait office de talisman et d’avertissement. La philosophe allemande y raconte le traumatisme du départ, de l’arrachement à sa terre, de la perte de son travail, de son foyer et de sa langue, et l’enracinement ailleurs.

Mes parents se sont réfugiés en France après avoir été condamnés à mort en Turquie suite au coup d’Etat de 1980. Ils s’étaient révoltés contre un pouvoir autoritaire, raciste, et ont trouvé dans l’Hexagone un refuge, un îlot de stabilité, une terre de liberté pour élever leurs

enfants et se projeter. Malgré cela, ils n’ont pas été épargnés par l’autoritarisme installé à la tête de leur pays d’origine. Nous avons échappé à un premier attentat ici, sur le sol français, et nos passeports de réfugiés n’ont malheureusement pas suffi à arrêter les balles : mon père n’a pas survécu au deuxième attentat, commis en 1991. L’extrême droite marche toujours vers la négation de la vie, soit elle l’exécute soit elle y pousse. Pour cette raison intime, il m’est particulièrement douloureux d’affronter la montée du péril raciste, comme il l’est pour des millions de Français qui se souviennent, ou à qui on a transmis la mémoire du passé. Nous autres, les Français de la « diversité » pouvons tout perdre. Cela n’arrivera pas du jour au lendemain après un premier succès de l’extrême droite, mais par une marginalisation progressive, l’installation, ou la réinstallation, tout d’abord d’un discours séparatiste puis de mesures excluanes et discriminantes. La séquence sur les binationaux a fait office, en quelque sorte, d’un rappel des volontés du RN.

Est-ce un moment de répit ou un moment de sursaut ? Quoi qu’il en soit, ces élections resteront peut-être dans l’histoire comme un référendum indirect à voter pour ou contre l’égalité, pour ou contre un projet xénophobe et raciste. Un programme que les électeurs ont rejeté en masse pour nous rappeler : « Vous êtes aussi français que nous, aussi citoyens. » Mais ce geste de refus ne doit pas masquer une réalité. Alors qu’ils étaient les premiers concernés par l’arrivée du RN au pouvoir, et qu’ils ont été le centre des élections, c’est encore une fois le silence assourdissant des invisibles de France qui a marqué cette campagne. Alors qu’on a lu et entendu avec abondance les portraits et les analyses sur la France qui gronde et qui souffre, où étaient les témoignages, propos et craintes de la France qui a cru, pendant un mois, que ces législatives marqueraient le point de bascule du reste de leur vie ?

Pour caricaturer, on a entendu Martine se plaindre des jeunes à moto dans une petite ville du Loiret, on a parlé légitimement des déserts médicaux et de la pauvreté, et dans tout cela, il n’a jamais été question des états d’âme de Mehmet, d’Amadou, de Jean-Philippe ou de Naïri, de tous ceux qui, entre autres, construi-

sent les immeubles, nettoient les rues, s’occupent de nos vieux, étudient, nous soignent. Ils sont des Français du quotidien, comme les autres, ils mènent des vies ordinaires – un travail, une famille, un foyer, des amis, des célébrations, des larmes. J’aimerais donc exprimer ce sentiment : ne trouvez-vous pas étrange que certains responsables politiques se félicitent d’une victoire construite en partie sur notre dos, grâce à la mobilisation de la société civile bienveillante et chaleureuse, quand d’autres se plaignent qu’elle leur a été volée par un jeu de coalition et de désistement, alors que le projet était de nous chasser, et à qui les Français ont dit non ? Dans un cas comme dans l’autre, nous sommes essentialisés, de simples masses à défendre ou à dégager. Nous ne sommes plus des individus habités de singularités, nous sommes simplement et malheureusement unis par un stigmate.

Nouveau vocabulaire de l’universalité

Combien de temps va durer ce silence ? Qu’attend-on pour raconter et mettre en lumière les parcours, récits, idées, projets, angoisses et peurs de 33 % du pays ? Et qui est-on allé chercher jusqu’à aujourd’hui pour le faire ? Pourquoi la colère des électeurs du RN serait-elle plus légitime que celles des citoyens que le RN souhaite mettre à l’écart ? Pourquoi ces citoyens français et ces personnes qui ont choisi la France ne parlent-ils pas ? Ont-ils peur d’être considérés comme « non-Français » s’ils se plaignent ? Pourquoi les gens de gauche et du centre se bornent-ils à penser qu’il suffit d’éviter les propos racistes pour agir contre le racisme ?

Combattre l’extrême droite sur le terrain du racisme en sautant sur la barricade à chaque élection ne suffira pas. Se contenter de pousser un bulletin et rester muet en temps ordinaire n’est-il pas un non-geste de complicité avec le RN ?

Que faire alors ? Il faut travailler tous les jours, avec détermination et franchise douce. Mettre en avant des exemples et des modèles qui permettent de donner espoir à une jeunesse désillusionnée et qui rassurent un électorat abreuvé de clichés sur les Français de la « diversité », sortir de soi et de son éducation, être à l’écoute, mettre en lumière des récits, des accents, des apports culturels, montrer la montagne d’histoires positives pour éclipser les collines accidentées et raconter encore et toujours la longue histoire de l’immigration en France, avec ses invariants, d’abord le rejet, après la réussite, et éviter de répéter les mêmes erreurs. Cela a été le cas pour les Italiens, les Espagnols, les Polonais, espérons que ce sera le cas pour ceux qui les ont suivis.

Il faut aussi continuer à se poser des questions : ne faut-il pas produire un

nouveau discours, en mettant de côté celui, désuet, sur la défense « des Noirs et des Arabes », puisqu’il prend racine dans la colonisation, qu’il ignore l’héritage culturel de ces personnes et leur plaque un stéréotype racial, tout en omettant une grande partie de la « diversité » ? Et comment battre le racisme sans l’outillage idéologique du racisme ? Comment lutter contre la division du monde en couleurs et catégories bloquantes et accorder un statut d’égalité à tous, tout en reconnaissant des discriminations et des difficultés liées à un statut imposé par une frange de la population ? Comment inventer un nouveau vocabulaire pour défendre l’universalité ? Tout est à construire.

Nous sommes nombreux à nous poser ces questions et à soulever ces remarques. Certains écrivent, d’autres réalisent des films, sont engagés sur le terrain associatif, éducatif, journalistique ou dans la sphère politique, et nous sommes tous frappés par le fait de n’être ni entendus ni écoutés. Sans un mot, et la violence de ce silence est dévastatrice, on nous fait comprendre que nous dérangeons, que la situation n’est au fond pas si grave et qu’il faut cesser le discours victimaire. Mais personne ne se victimise, tout le monde pense France, progrès, égalité, sinon, tout le monde serait déjà parti.

Peut-être que la société avait besoin d’un électrochoc pour avancer. C’est une hypothèse, et dans ce cas, l’heure est venue de se mettre au travail. De convertir ce « non » au RN en un « oui » à une société qui tienne compte de toutes les « diversités » et qui s’engage activement pour l’intégration, l’égalité des chances, quels que soient les origines culturelles, sociales, géographiques et les handicaps. Car on souffre également et différemment d’invisibilité quand on est originaire des campagnes, des petites villes qui votent RN justement, quand on est pauvre et quand on peine à se déplacer.

Sur ces questions, pour réussir, il va être nécessaire dans le même geste de trouver une réponse au racisme assumé d’une grande partie des électeurs du RN, au besoin d’émancipation des habitants dits « invisibles » de France, et de répondre aux préoccupations sociales des deux. Les bienfaits économiques et sociaux d’une meilleure intégration sociale, culturelle et géographique ont été démontrés de longue date. Alors, que nous manque-t-il ? Une prise de conscience ? Une méthode ? Une envie ?

L’intelligence collective fleurit partout dans ce pays, les exemples d’intégration réussie abondent, les mélanges heureux sont bien plus que des légendes, ils sont presque la règle. Au vu de l’urgence, il va falloir donner de la valeur à l’expérience et permettre à des personnes sensibles à la question de l’égalité d’apporter leurs énergies pour affronter ce défi. Toutes les forces de bonne volonté semblent être d’accord pour transformer cette étrange victoire en un franc succès. Il nous reste à agir. Et c’est une montagne que nous avons à gravir. ■

Mahir Guven, éditeur et romancier, est l’auteur de « *Grand frère* », prix Goncourt du premier roman en 2018 (Philippe Rey), « *Les Innocents* » (Grasset, 2022) et « *Rien de personnel* » (JC Lattès, 2024)

“
CES ÉLECTIONS
RESTERONT PEUT-ÊTRE
DANS L’HISTOIRE
COMME UN
RÉFÉRENDUM
INDIRECT À VOTER
POUR OU CONTRE
L’ÉGALITÉ